

MANUEL DE GESTION DES CENTRES DE REINSERTION SOCIALE DES ENFANTS EN CONFLIT AVEC LA LOI

Conçu et réalisé par Stefano Perosino
Contribution Haimoud Ramdan

TDH IT / octobre 2017

Cette publication a été réalisée grâce au financement de l'Union Européenne

**Les opinions et les analyses exprimées dans cet ouvrage sont celles de
L'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Union Européenne.**

Préface de SE, le Ministre de la Justice

C'est pour moi un réel plaisir et un agréable devoir que de préfacer le manuel de gestion du centre semi ouvert CARSEC pour l'accueil et la réinsertion sociale des enfants en conflit avec la loi.

Le présent manuel traduit l'évolution du centre qui a désormais atteint sa vitesse de croisière en offrant à ses pensionnaires les services requis par la loi pour faciliter leur réinsertion dans la société

Comprenant 23 principes qui seront traduits scrupuleusement dans la réalité au profit des enfants en conflit avec la loi, le présent manuel est, sans aucun doute, un outil didactique de plus qui maximisera la réussite des mesures alternatives à la détention des enfants placés sous main de justice.

En effet, de la définition de l'enfant en conflit avec la loi à celle des missions de la direction du centre en passant par tous les domaines qui balisent directement la récupération sociale de l'enfant, le manuel est concret et exhaustif dans la démarche qui conduira à éviter la récidive.

Les procédures qu'il contient sont conformes aux principes de la justice juvénile basées sur la chariaa et qui sont servi par un personnel compétent animé par le souci de réinsérer les enfants.

Le manuel renforce la coopération de la Mauritanie en général et le Ministère de la Justice en particulier avec ses partenaires historiques dans le domaine de la justice des enfants notamment Terre des Hommes Italie qui a contribué à la mise en place du centre et à son accompagnement technique à travers une expertise efficace et adaptée.

Il met en exergue la vitalité de la coopération adaptée de l'Union Européenne dans le cadre de l'Etat de Droit en général et la justice des enfants en particulier qui trouve ainsi une expression éloquent, efficace et durable.

Pour ce faire, je remercie ces deux institutions pour leur appui indéfectible à la justice tout en souhaitant qu'il se prolonge pour offrir aux usagers du service de la justice des enfants des prestations toujours de qualité.

J'adresse mes félicitation à la direction et au personnel du centre pour les efforts qu'ils accomplissent chaque jour au profit des enfants du centre et leur demande d'être encore plus ambitieux pour l'avenir des générations de demain.

Maître Brahim Ould Dadda

Préface de SE, l'Ambassadeur de l'Union Européenne

L'intérêt accordé à la protection de l'enfant et la promotion de ses droits constituent l'une des prérogatives les plus importants pour l'Union Européenne. Cette prérogative s'exprime aussi par les efforts constants du gouvernement mauritanien pour favoriser le bien être, le développement et la réinsertion des enfants les plus vulnérables comme les mineurs en conflit avec la loi.

Dans ce contexte il relève la pertinence et l'importance d'une institution comme le CARSEC (centre d'Accueil et de réinsertion sociale des enfants en conflit avec la Loi), structure où les enfants ont la possibilité d'être protagonistes d'un parcours de réinsertion grâce à une formation continue sur tous les aspects de la vie du mineur à partir de sa conduite jusqu'à son insertion dans la société.

L'Union Européenne encourage cette initiative en souhaitant une pérennisation de cette expérience afin d'en faire profiter dans l'avenir tous les mineurs en conflit avec la loi de la Mauritanie.

Index

Introduction	9
CODE DE CONDUITE	10
MANUEL DE GESTION	16
1. L'enfant en conflit avec la loi.....	16
2. La réinsertion sociale.....	16
3. La récidive.....	17
4. L'accueil au Centre.....	18
5. Arrivée de l'enfant au Centre.....	19
6. Le message éducatif.....	21
7. Dossier individuel.....	22
8. Conditions de séjour et de vie commune au Centre.....	23
9. Infirmerie	23
10. Alimentation.....	24
11. Relations Sociales.....	28
12. Les normes de comportement au Centre.....	29
13. Les droits et les obligations de l'enfant.....	30
14. Participation de l'enfant aux activités du Centre.....	31
15. Le programme éducatif du Centre.....	32
16. La formation.....	33
17. L'éducation civique.....	34
18. L'alphabétisation et la scolarisation de l'enfant.....	35
19. La formation professionnelle.....	35
20. Projets individuels de réinsertion sociale (PIRS).....	36
21. PIRS Phase 1.....	36
22. PIRS Phase 2.....	39
23. Le Personnel du Centre	40
a) Le Directeur	40
b) La Coordination Didactique	41
c) Alphabétiseurs en arabe et en français et formateurs en couture, informatique, mécanique, menuiserie.	41
d) L'assistant social.....	42
e) La surveillance.....	42
f) Surveillance des enfants	42

g) Sécurité du Centre	43
h) L'assistant sanitaire	43
i) Le conseiller juridique	44
j) Le secrétaire	44
k) Le comptable	44
l) Les cuisiniers	45
Fiche d'identification	46
Fiche sociale	47
Fiche de santé à l'entrée	49
Fiche de santé à la sortie	49
Fiche d'analyse des besoins de formation	50
Fiche de bilan final éducatif et formatif	51
Fiche de bilan psychologique	52
Fiche de suivi du projet individuel de réinsertion	52
sociale du mineur (PIRS)	52
Statistiques CARSEC de Nouakchott 2010-2016	54
Statistiques prison de Nouakchott	60
Statistiques dernière période (août 2015 – juillet 2017)	62
<i>Statistiques CARSEC Nouadhibou</i>	68
Statistiques prison de Nouakchott	70
Bibliographie	72

Le présent manuel est le résultat d'une expérience de coopération et partenariat entre la Coopération Italienne, l'Union Européenne et l'Etat Mauritanien pour la création d'un Centres d'Accueil et de Réinsertion Sociale des Enfants en Conflit avec la Loi (CARSEC) de Nouakchott et d'une antenne régionale à Nouadhibou, établissement public sous tutelle du Ministère de la Justice Mauritanien.

Ce document a été approuvé par le Conseil d'Administration du CARSEC en octobre 2017.

Introduction

Le CARSEC (Centre pour l'accueil et la réinsertion sociale des enfants en conflit avec la loi) a pour mission de favoriser une réinsertion sociale effective de l'enfant en conflit avec la loi, en lui garantissant un parcours éducatif individuel.

Le Centre est ouvert aux deux sexes masculin et féminin ; lorsque dans le manuel est adopté le terme « enfant » on se réfère aux deux sexes.

Ce parcours tient compte de la situation globale de vie de l'enfant (personnelle, psychologique, éducationnelle, professionnelle, familiale, sociale, etc...) et se réalise à travers un cadre d'accueil de moindre pression, avec la collaboration et l'implication de tous les acteurs de la justice des mineurs (famille, forces de l'ordre, service social, éducateurs, avocats, juges, administration judiciaire, société civile, etc.)

Les personnes ciblées sont les enfants des deux sexes, âgés de 13 à 18 ans qui font l'objet de poursuites pénales devant les juridictions de la République Islamique de Mauritanie, ou ceux qui font déjà l'objet d'une condamnation à une peine d'emprisonnement ferme.

Le Centre contribue à :

- Offrir aux juges et aux juridictions pour enfants, une gamme plus élargie de mesures éducatives alternatives à la détention des mineurs en conflit avec la loi ;
- Offrir aux enfants et à leurs familles de plus grandes chances de resocialisation.

Ce manuel se veut être, un ensemble de réponses aux besoins d'informations et d'orientations auxquels sont souvent confrontés les différents intervenants dans la prise en charge de l'enfant en conflit avec la loi.

Destinataires :

En tant que document sur la gestion des centres, ce document est destiné principalement aux professionnelles de Centres d'accueil et de réinsertion sociale des enfants en conflit avec la loi et se compose de deux parties : un code de conduite et un manuel de gestion proprement dit.

Cette publication peut servir de:

- outil didactique et pédagogique pour les acteurs de la justice juvénile ;
- instrument de référence pratique sur les procédures et principes fondamentaux relatifs ;
- guide tout simplement pour ceux qui s'intéressent à la matière.

CODE DE CONDUITE

STANDARD MINIMUM de CONDUITE du Personnel du CARSEC

Le Code fournit au personnel du CARSEC un modèle de comportement approprié pour établir la conduite à tenir pour une correcte relation entre les adultes et les enfants.

Le code de conduite doit être signé par tout le personnel qui travaille dans le CARSEC

1. Le personnel du CARSEC venant en contact avec les enfants est tenu de :

- a)** Traiter les enfants avec respect en les reconnaissant comme sujets de droit,
- b)** Ne jamais violer les droits de l'enfant ;
- c)** Considérer les enfants sur la base de leur contexte de référence ;
- d)** Travailler avec les enfants en devenant promoteurs d'une relation mutuelle de confiance et de respect ;
- e)** Développer les capacités et les potentialités des enfants ;
- f)** Tenir en considération sérieuse le point de vue des enfants et respecter leur opinion ;
- g)** Toujours informer les enfants sur leurs droits ;
- h)** Prendre soin du milieu où se trouvent les enfants en assurant leur sécurité et leur bien-être ;
- i)** Encourager les enfants à s'exprimer librement ;
- j)** Ne jamais s'isoler avec un enfant ;
- k)** S'assurer qu'à chaque moment un autre adulte puisse observer son propre travail avec l'enfant ;
- l)** Eviter toute possible situation ambiguë pouvant être cause de dénonciation ;
- m)** Prévenir toute situation de risque et réagir rapidement dans le cas où un abus serait commis.

2. Au personnel du CARSEC venant en contact avec les enfants est interdit de :

- a) Avoir recours à des punitions corporelles ;
- b) Humilier, discriminer les enfants ou avoir un comportement méprisant à leur égard ;
- c) Avoir des rapports sexuels avec des enfants ;
- d) Avoir des attitudes et des contacts physiques avec les enfants pouvant être considérés comme inappropriés et/ou déplorables compte tenu de leur culture et de leurs traditions ;
- e) Organiser des activités pouvant exposer les enfants à des risques d'abus ;
- f) Etablir avec les enfants une relation qui pourrait constituer un abus ou une forme d'exploitation ;
- g) Adopter un langage ou des comportements provocateurs à l'égard des enfants ;
- h) Ne pas respecter l'intimité des enfants dans les espaces dédiés (toilettes, douches) ;
- i) Être à connaissance ou prendre part à des activités pouvant mettre les enfants dans des situations à risque d'abus ;
- j) Prendre des photos ou enregistrer des vidéos pouvant de quelque manière porter préjudice aux enfants ;
- k) Passer une quantité de temps excessif de manière exclusive avec un enfant dans ses espaces dédiés en excluant les autres ;
- l) Héberger un des enfants dans sa propre maison et/ou l'exploiter sous n'importe quelle forme (travail domestique etc.)

Le personnel du CARSEC est toujours considéré comme étant les responsables à l'égard des enfants aussi dans le cas où leur comportement pourrait être considéré comme non intentionnel.

Les adultes doivent toujours éviter tout comportement compromettant ou pouvant être pour eux une source de risque.

3. VISITE EXTERNES

- Toute visite de personnes extérieures au Centre doit être planifiée et organisée au préalable par le visiteur en collaboration avec la direction du CARSEC.
- En dehors du point précédent, des visites inopinées peuvent être effectuées par les institutions ayants un mandat spécifique (CICR, MNP, et tout autre organisme ayant mandat spécifique)
- Dans le cas où un visiteur entre dans le Centre sans aucune autorisation, la Direction peut décider d'en interdire l'accès.
- Tout visiteur doit être identifié avant l'accès au Centre.
- Les parents des enfants doivent être fouillés avant la visite
- Il est interdit d'inviter les enfants à s'éloigner du Centre aussi bien pour une courte durée seulement.
- Il est interdit aux visiteurs de remettre de l'argent aux enfants ou à leurs familles.

Les images prises par le visiteur lors de la visite au Centre – avec l'autorisation de la direction du Centre– ne peuvent jamais circuler et peuvent être gardées exclusivement pour usage personnel.

Une attention particulière doit être attachée à ces visiteurs faisant des fréquentes visites aux enfants.

4. SENSIBILISATION ET PREVENTION

Dans le but d'informer le personnel du CARSEC sur le phénomène des abus sur les enfants dans toutes ses formes possibles, des séances de formation spécifiques doivent être organisées par la Direction des Centres sur la base des ressources disponibles.

Cette formation devra être réalisée suivant les temps, les modalités et les ressources disponibles.

Dans tous les cas, afin d'assurer des standards minima communs et des procédures garantissant un milieu sécurisé pour les enfants des projets, les mesure de protection et de signalement ci-après énumérées, devront être introduites :

5. PROTECTION ET SIGNALEMENT

Les procédures minimales suivantes doivent être adoptées par tout le personnel du Centre afin de rendre la Direction en mesure de réagir rapidement dans des cas d'abus.

- 1) Les droits de l'enfant sont clairement indiqués et leur référence est accessible à tous ;
- 2) Les enfants sont informés de leurs droits et sont à l'écart des risques d'abus ;
- 3) Des affiches et des prospectus informent que des comportements tels que les intimidations, le racisme verbal ou des comportements racistes sont inacceptables ;
- 4) Les enfants sont conscients de ce que c'est qu'un abus grâce à du matériel disponible l'expliquant en utilisant un langage compréhensible et adapté à leur âge ;
- 5) A l'intérieur du Centre est identifiée une personne qui sera responsable de recueillir des éventuels signalements et à laquelle les enfants peuvent facilement se référer.
- 6) Les enfants connaissent parfaitement celle qui est leur personne-référence et comment s'adresser à lui/elle dans le cas où un signalement devait être fait ;
- 7) Les personnes de référence doivent être formées de manière adéquate afin de pouvoir gérer les signalements en adoptant un comportement approprié lorsqu'ils/elles se rapportent aux enfants dans une situation si délicate.

Dans le cas d'un signalement :

- a) Tout abus doit être évalué sérieusement, soit-il soupçonné ou confirmé ;
- b) Toute personne travaillant dans le CARSEC a la responsabilité d'informer son supérieur dans le cas où il avait des soucis par rapport à la sécurité et au bien-être des enfants ;
- c) A l'intérieur du staff du CARSEC, une personne doit être affectée à la création d'un espace dédié à l'éventuelle collecte de signalements et définir un mécanisme de leur enregistrement.

En cas de soupçon

Si un membre du staff du CARSEC

- Est témoin d'un abus
- Suspecte un abus
- Reçoit le signalement d'un abus

doit immédiatement informer son supérieur.

Lorsqu'on soupçonne d'abus le supérieur on doit immédiatement informer le supérieur hiérarchique.

Si un enfant révèle un abus au personnel du CARSEC

- La confiance doit être traitée avec le maximum de sérieux et de considération ;
- Faire urgemment appel à un médecin pour effectuer une visite médicale afin de pouvoir détecter les traces de la violence
- Faire urgemment appel à un psychologue afin d'aider l'enfant dans l'exposition des faits ;
- L'enfant doit être écouté dans le respect de ses temps sans être forcé ;
- L'enfant doit être laissé libre de s'exprimer sans aucune pression pouvant influencer le récit ;
- Il est important de rassurer l'enfant du bienfait de son témoignage ;
- Il est important d'informer l'enfant qu'on pourrait devoir signaler les faits aussi à quelqu'un d'autre ;
- Il est important de lui expliquer ce qu'il pourrait être appelé à faire et les conséquences que cela entraînera ;
- Après avoir écouté le témoignage il est essentiel de mettre par écrit le récit des faits en indiquant la date et l'heure de l'enregistrement.
- Eviter tout contact avec la personne accusée de l'abus ;
- Informer le supérieur des faits et du signalement reçu ;
- Dans le cas où l'accusé de la violence soit le supérieur, le signalement doit être référé à son supérieur.

La Direction du Centre a la responsabilité de :

- Protéger l'enfant et lui donner tout le support dont il a besoin (psychologique, médical, légal)
- Protéger la personne qui a découvert l'abus ;
- Eviter tout contact entre la personne accusée de l'abus et les enfants ;
- Adopter des mesures opportunes (déposer plainte, transférer l'enfant dans un autre centre) .

6. MESURES A PRENDRE DANS LE CAS DE NON RESPECT DU CODE DE CONDUITE

Dans le cas où quelqu'un décide de ne pas respecter les règles prévues par le Code de Conduite, une enquête interne sera mise en place par la Direction du CARSEC et selon le degré de gravité des faits, les mesures suivantes seront prises :

- Avertissement verbal
- Avertissement écrit
- Licenciement
- Plainte aux autorités compétentes

1. L'enfant en conflit avec la loi.

L'enfant en conflit avec la loi (ECL) désigne toute personne de moins de 18 ans qui a commis seul ou en coaction une infraction ou qui en est complice ou accusée. Il s'agit d'un enfant dont les actions sont condamnables par la loi et par conséquent il doit faire face au système institutionnel de réparation des torts causés à autrui ou à la société.

Les raisons des conflits des enfants avec la loi sont variées et complexes. Elles englobent la pauvreté, les familles désunies, monoparentales, décomposées, recomposées, les pressions des pairs, le manque d'éducation, le chômage ou l'absence de perspectives professionnelles, le défaut d'accompagnement de la part des parents, la négligence. Un grand nombre d'enfants en conflit avec la loi est victime des problèmes socio-économiques. Ces enfants ont été privés du droit à l'éducation, à la santé, à un abri, au soin et à une protection. Beaucoup d'enfants ont manqué d'éducation ou ont eu une très faible scolarité, beaucoup d'entre eux ont dû travailler très tôt. Une partie de ces enfants a quitté sa maison préférant la rue à la violence familiale. D'autres ont été contraints de faire de la rue leur lieu de vie, dans l'espoir de survivre. Ces enfants, abandonnés, négligés ou dans la misère, sont alors des victimes de choix pour les groupes criminels et sont exposés au risque de l'exploitation sexuelle, du trafic d'enfant et du trafic de drogue. Des interventions globales, sociales et économiques, comprenant des programmes de réduction de la pauvreté, d'éducation, de création d'emploi, de conseils parentaux et des connaissances spécifiques sont nécessaires pour éradiquer ces causes.

2. La réinsertion sociale.

En Mauritanie, le 5 décembre 2005, le législateur a créé un nouvel outil, l'OPPE (Ordonnance Portant Protection Pénale de l'enfant) résultat d'une nouvelle vision cohérente avec les temps que nous vivons et qui dépasse l'approche punitive en faveur de la réhabilitation et la réinsertion sociale.

La réinsertion sociale des enfants en conflit avec la loi constitue l'un des problèmes récurrents dans la société, une telle préoccupation est centrale surtout dans la lutte contre la récidive. L'existence du concept¹ sous sa forme actuelle – réinsertion sociale – est d'apparition plutôt récente. Certains

auteurs utilisent des synonymes comme réadaptation sociale², (re)socialisation³, réhabilitation⁴, reclassement social⁵, insertion sociale⁶, pour évoquer la même réalité, à savoir: «le processus au terme duquel un individu qui a commis des délits dans le passé cesse d'en commettre et mène une vie à peu près normale⁷». L'objectif de réinsertion sociale a un fondement juridique, celui-ci est à rechercher dans tous les textes écrits qui forment le droit positif. En l'espèce, ce sont les règles constitutionnelles, les conventions internationales, la jurisprudence des cours et tribunaux, etc. A propos des textes mauritaniens relatifs aux délinquants enfants (OPPE 2005-15) deux principes fondamentaux dominent ce texte : celui de la primauté de l'éducatif sur le répressif (art.5) et le principe du privilège de juridiction, instaurant ainsi un droit spécifique, un juge spécialisé et une procédure spéciale (art101 et suivants). Sur le plan du droit international, une allusion mérite d'être faite à la Convention internationale des droits de l'enfant du 1989. Le souci de protection des enfants doit conduire, en cas d'emprisonnement, à les séparer des adultes et à rester en contact de leur famille. L'article 40 de cette convention est très pertinent. Il contient de nombreuses prescriptions relatives au enfant délinquant. Il mentionne la nécessité d'un traitement de nature à favoriser chez l'enfant son sens de la dignité et qui tienne compte de son âge et de la nécessité de faciliter sa réintégration dans la société.

3. La récidive.

De tout temps, la récidive a été un problème préoccupant pour tous les systèmes pénaux⁸. Se trouve en état de récidive la personne déjà condamnée qui commet à nouveau une infraction susceptible de la sanctionner d'une peine plus lourde que celle normalement applicable. La récidive concerne les personnes qui, sous certaines conditions et dans un certain délai, commettent la même infraction ou une infraction proche ou équivalente. La récidive contribue à la remise en cause de l'efficacité du système pénal dans la protection de la société. Incontestablement, la meilleure protection de la société, la plus

1-La définition du mot de « concept » In A. LALANDE, Vocabulaire technique et critique de la philosophie, P.U.F., Paris, 1972, 1323 p.

2-V.R. SCHMELCK et G.PICCA, Pénologie et droit pénitentiaire, Cujas, 1967, p.136.

3-V.GERMAIN, Eléments de science pénitentiaire, Cujas, 1959, p.18.

4-V.R. GASSIN, Criminologie, 3e éd, p.662-1.

5-V.J. PINATEL, Traité élémentaire de Science pénitentiaire et de défense sociale, Ed. Sirey, 1950, p.374.

6-V.E. MAUREL, De l'insertion sociale, R.D.S.S., 1989, n.4, p.703

7-V.M. CUSSON, Fondements empiriques de la réinsertion, Ed. des Presses de l'Université de Montréal, 1974, 160 p.

efficace et en même temps la plus humaine, consiste à favoriser la réinsertion de tous les délinquants, par tous les moyens susceptibles d'agir sur leur dignité et leur permettant de recouvrer le sens de leur responsabilité sociale. La notion de prévention de la récidive ne se doit pas confondre avec celle de réinsertion. Or celles-ci sont deux réalités absolument distinctes, car l'absence d'une nouvelle condamnation ne signifie pas forcément réinsertion.

4. L'accueil au Centre

L'enfant est accueilli au Centre après une décision de placement du juge. Afin de bien préparer l'accueil de l'enfant au Centre, il est important qu'il puisse avoir une idée correcte du Centre. Par conséquent, en premier lieu il est pertinent d'envisager un mécanisme d'information avec les partenaires institutionnels (Police Judiciaire, Ordre National des Avocats, etc.) sur l'existence du Centre et sur les possibilités offertes aux enfants en conflit avec la loi.

Ces partenaires institutionnels peuvent aussi être impliqués dans les « journées portes ouvertes » que le Centre organise chaque année

Il s'agit aussi d'informer les différents procureurs de la République sur les possibilités qu'offre le Centre en expliquant que les placements de courte durée ne permettent pas de connaître L'enfant et à plus forte raison d'avoir une action salutaire sur lui.

Deuxièmement, afin d'éviter que certains enfants n'arrivent au Centre sans informations précises ou en se faisant des idées fausses sur ce qu'on trouve ou ce qu'on y fait et pour donner les meilleures chances de succès à la réinsertion, le Centre peut envisager de voir L'enfant avant qu'il n'arrive au Centre, pour discuter avec lui des points suivants :

- présenter le cadre physique du centre, les activités (activités socio-éducatives, de loisir, prise en charge des besoins vitaux et sanitaires, scolarisation, apprentissage, etc.) et les avantages qu'il en tirera, afin de requérir son adhésion ;
- faire comprendre qu'il ne s'agit pas d'une prison mais d'un lieu où il reste libre et qui l'aidera à changer de comportement, à devenir plus respon-

sable avant d'être réinséré en famille, lui persuader que le Centre est utile au lieu de le lui imposer. Il ne faut pas présenter le placement comme une peine.

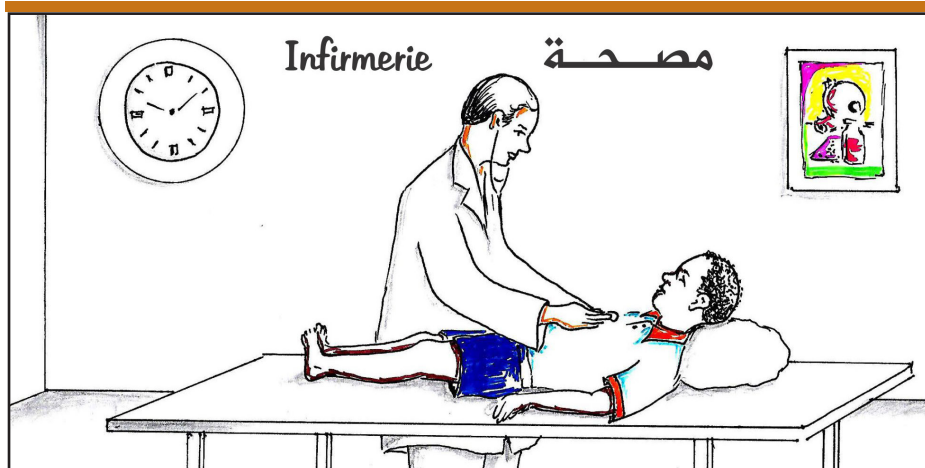


Il est souhaitable aussi de s'entretenir avec les parents de l'enfant sur les raisons et les avantages de la décision du juge, sur le contenu de la rééducation et la part de responsabilités des parents au cours de la rééducation.

5. Arrivée de l'enfant au Centre

Lors de l'arrivée au Centre les étapes suivantes sont indispensables :

- L'accueil de l'enfant doit se faire le premier jour de son arrivée ou le lendemain au plus tard. L'accueil de l'enfant doit être fait par le Coordinateur didactique ;
- Dans cette première rencontre, un message éducatif univoque doit être transmis au enfant ;
- Un assistant sanitaire assure une visite dans la première semaine de l'arrivée de l'enfant ;
- Le psychologue doit effectuer une consultation dans la première semaine d'arrivée de l'enfant ;
- Le Coordinateur didactique accompagne l'enfant dans une visite au Centre immédiatement après l'accueil. Le centre doit présenter un aspect physique accueillant et rassurant, avoir un espace suffisant: cours,

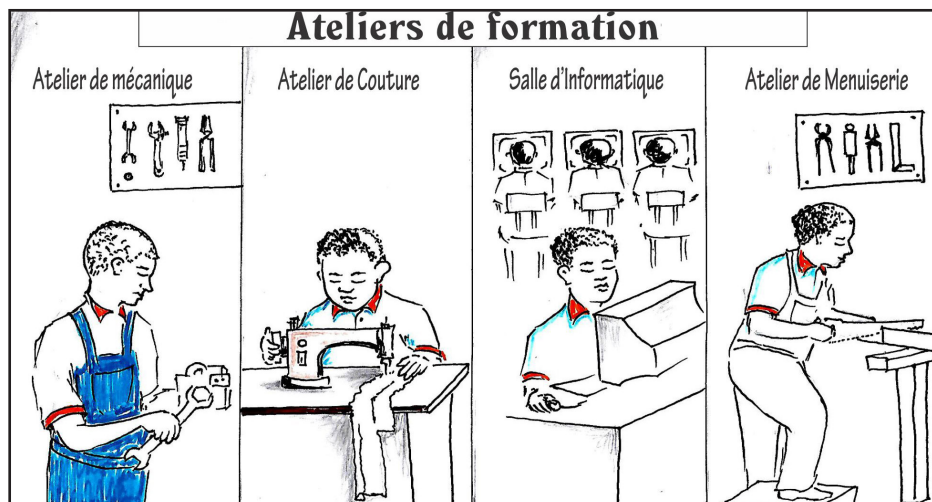


terrains de jeux, fleurs, arbres d'ombrage, des espaces pour de activités agricoles ou de jardinage. Avoir des locaux peints, équipés, entretenus et décorés (dortoirs, salles d'activités, ateliers et réfectoires spacieux, correctement aérés et éclairés) offrir des conditions substantielles d'hygiène et d'assainissement, la disponibilité constante d'eau courante et des sanitaires adaptés ;

- L'enfant, pendant la visite, doit être présenté au Personnel et aux autres enfants ;
- La Coordination didactique insère L'enfant dans tout les cours de formation professionnelle du Centre pour une période minimum de 3 (trois) mois. Si à l'issue de cette période L'enfant n'arrive pas à faire son choix de perfectionnement professionnel, il devra continuer à suivre tous les



cours (une réunion mensuelle des formateurs vérifiera l'évolution de l'enfant), si après trois mois supplémentaires de formation l'enfant n'est pas en mesure de faire son choix professionnel, la Coordination Didactique en collaboration avec le Directeur Général doivent décider où diriger l'enfant pour donner forme à son projet de vie individuelle;



- Un système des fiches de suivi informatisées est mis en place et doit être géré par la Coordination Didactique.

6. Le message éducatif

L'enfant doit comprendre qu'il arrive dans un centre destiné à recevoir des enfants en conflit avec la loi et que le centre n'est pas une prison. Dans une prison la durée du séjour est basée sur une peine proportionnée à la gravité du délit, tandis que dans le Centre, la durée du séjour est finalisée à la rééducation de l'enfant et indépendante de la gravité du délit. Le Centre est respectueux de principes fondamentaux de droits humains sur lesquels il fonde son action. Les activités du Centre sont destinées à garantir le bon fonctionnement du Centre et donc l'accomplissement de sa mission c'est-à-dire la réinsertion sociale de l'enfant en conflit avec la loi.

Il faut souligner que la réinsertion est possible seulement si l'enfant y participe avec bonne volonté et sincérité.

La base du message éducatif correspond à l'ensemble des valeurs qu'inspirent la mission du Centre et qui sont à la base de toute vie sociale et donc

aussi de toute insertion ou réinsertion sociale et sont les suivantes :

- Respect de la personne humaine, de ses droits et de ses biens et donc valeur de l'honnêteté, du refus de la violence et du vol ;
- La valeur de la famille et en particulier le respect de personnes âgées, des femmes et des enfants ;
- La valeur du travail et de la connaissance, de la science, de l'art et de la culture comme source d'épanouissement de l'Homme ;
- Respect des lois et des institutions, outils et structures au service du peuple et de la société.

Le comportement de l'enfant et le respect des règles de vie du Centre sont les éléments les plus importants d'évaluation de l'enfant que le Centre prend en considération pour mettre en place le projet individuel de réinsertion sociale de l'enfant .

7. Dossier individuel.

Chaque enfant placé dans le Centre, possède un dossier individuel comprenant :

- Le numéro chronologique ;
- Sa date d'arrivée dans le Centre ;
- Ses noms et prénoms, âge et filiation complète (certifiés par son acte de naissance et /ou sa carte d'Identité Nationale) ;
- en cas de manque d'acte de naissance, l'enfant devra recevoir l'enrôlement de l'état civil;
- La nature de l'infraction qui lui est reprochée ;
- la date et la nature de sa condamnation ou de la mesure de placement (certifiés par une copie de la décision judiciaire de placement) ;
- La fiche de santé ; à l'arrivée de l'enfant , une première visite comprend à la fois l'état de santé physique et psychologique pour mettre en évidence s'il y a des maladies ou des troubles et aussi pour assurer la sécurité des autres enfants. La fiche est contrôlée tout au long du séjour de l'enfant
- L'enquête sociale ;
- L'adresse exacte de l'autorité parentale de laquelle il relève ;
- Les mesures disciplinaires prises à son encontre ou celles d'encouragement ou de distinction pendant son séjour au Centre ;

- La date de sortie ;
- Son dossier de projet individuel de réinsertion sociale (PIRS) ;
- Les fiches de suivi de son PIRS hors du Centre.

8. Conditions de séjour et de vie commune au Centre

Le Centre accueille les enfants du sexe masculin et féminin. Les enfants de sexe féminin et masculin sont logés dans des dortoirs séparés. Les commodités les concernant sont également séparées.

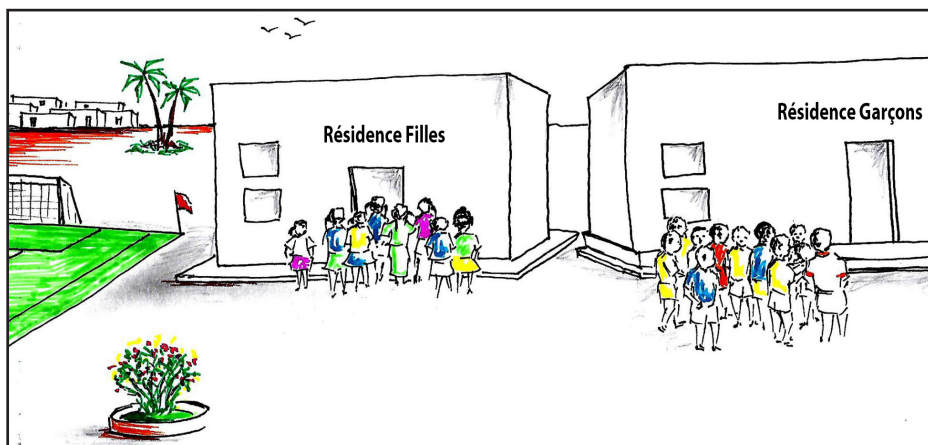
Les dortoirs ne peuvent pas être utilisés pour d'autres finalités que celles initialement prévues. Ils ne peuvent servir comme magasins, dépôts, chambres d'accueil des visiteurs ou du personnel, garages et autres.

Les enfants de même âge ou approximativement sont logés ensemble.

Les prières sont faites collectivement à la mosquée du centre aux heures officielles conformément au règlement du Centre et sous la surveillance de la direction.

9. Infirmerie

Le Centre dispose d'une infirmerie qui comprend une salle d'observation et



une salle d'isolation. Le Centre dispose aussi d'une pharmacie avec de médicaments de première nécessité pour les soins des enfants. Il dispense les soins courants et ceux de première urgence aux enfants dans son infirmerie. Un calendrier de consultation et de soins est établi par une note de service de la Direction Générale du Centre.

En cas d'urgence L'enfant peut être évacué dans un centre hospitalier. L'appréciation sur la nécessité d'évacuation incombe au médecin ou à l'infirmier traitant.

10. Alimentation

Le Centre dispose d'une cuisine pour la préparation des aliments et d'une cantine pour permettre aux enfants des consommer leurs repas. Le Centre assure les repas (petit déjeuner, déjeuner, dîner) sur la base d'un menu hebdomadaire. Le Centre propose un menu hebdomadaire diversifié, essentiellement basé sur la cuisine nationale, en quantité suffisante selon les besoins énergétiques des garçons et filles de 13-18 ans dans le respect des normes hygiéniques fondamentales.

Les enfants participent au service de la cantine, soit pour la distribution de repas, soit pour les opérations de nettoyage.

10.1 Alimentation enfants de 13 à 18 ans⁹

Besoins énergétiques

Garçon de 13 - 15 ans

L'IMC (Indice de Masse Corporelle) moyen est de 20. Si l'on considère un niveau d'activité physique (NAP) moyen de 1,8MJ/j, on obtient un apport conseillé en énergie de 13,1 MJ/j soit environ 3100 kcal

Menu type :

Petit déjeuner :

- 150 g de pain
- beurre
- 250 mL de lait entier
- 5 g de sucre (1 cuillère à café)
- 1 fruit

Déjeuner :

- 200 g de féculents cuits : pommes de terre ou pâtes ou riz ou semoule ou légumineuses (lentilles, haricots secs, pois chiches etc.)
- Légumes cuits ou crus
- 150 g viande, poisson ou œufs
- 1 fruit
- 50 g de pain

⁹ (Source OMS)

Collation :

- 100 g de pain
- 100 g viande, poisson ou œufs
- 5 g de sucre (1 cuillère à café)

Dîner :

- 200 g de féculents cuits : pommes de terre ou pâtes ou riz ou semoule ou légumineuses (lentilles, haricots secs, pois chiches etc.)
- Légumes cuits ou crus
- 250 ml de lait entier
- 50 g de pain
- 1 fruit

Garçon de 16 - 18 ans

L'IMC moyen est de 22. Si l'on considère un niveau d'activité physique (NAP) moyen de 1,8MJ/j, on obtient un apport conseillé en énergie de 15,6 MJ/j soit environ 3700 kcal.

Petit déjeuner :

- 150 g de pain
- beurre
- 250 mL de lait entier
- 5 g de sucre (1 cuillère à café)
- 1 fruit

Déjeuner :

- 300 g de féculents cuits : pommes de terre ou pâtes ou riz ou semoule ou légumineuses (lentilles, haricots secs, pois chiches etc.)
- Légumes cuits ou crus
- 150 g viande, poisson ou œufs
- 1 fruit
- 50 g de pain

Collation :

- 100 g de pain
- 150 g viande, poisson ou œufs
- 5 g de sucre (1 cuillère à café)

Dîner :

- 250 g de féculents cuits : pommes de terre ou pâtes ou riz ou semoule ou légumineuses (lentilles, haricots secs, pois chiches etc.)
- Légumes cuits ou crus
- 250 mL de lait entier
- 50 g de pain
- 1 fruit

Fille de 13 - 15 ans

L'IMC moyen est de 20. Si l'on considère un niveau d'activité physique (NAP) moyen de 1,8MJ/j, on obtient un apport conseillé en énergie de 11 MJ/j soit environ 2600 kcal.

Petit déjeuner :

- 100 g de pain
- beurre
- 250 mL de lait entier
- 5 g de sucre (1 cuillère à café)
- 1 fruit

Déjeuner :

- 200 g de féculents cuits : pommes de terre ou pâtes ou riz ou semoule ou légumineuses (lentilles, haricots secs, pois chiches etc.)
- Légumes cuits ou crus
- 100 g viande, poisson ou œufs
- 1 fruit
- 50 g de pain

Collation :

- 100 g de pain
- 50 g viande, poisson ou œufs
- 5 g de sucre (1 cuillère à café)

Dîner :

- 150 g de féculents cuits : pommes de terre ou pâtes ou riz ou semoule ou légumineuses (lentilles, haricots secs, pois chiches etc.)
- Légumes cuits ou crus
- 250 mL de lait entier
- 50 g de pain

-
- 1 fruit

Fille de 16 - 18 ans

L'IMC moyen est de 22. Si l'on considère un niveau d'activité physique (NAP) moyen de 1,8MJ/j, on obtient un apport conseillé en énergie de 12,1 MJ/j soit environ 2800 kcal.

Petit déjeuner :

- 100 g de pain
- beurre
- 250 ml de lait entier
- 5 g de sucre (1 cuillère à café)
- 1 fruit

Déjeuner :

- 200 g de féculents cuits : pommes de terre ou pâtes ou riz ou semoule ou légumineuses (lentilles, haricots secs, pois chiches etc.)
- Légumes cuits ou crus
- 100 g viande, poisson ou œufs
- 1 fruit
- 50 g de pain

Collation :

- 100 g de pain
- 50 g viande, poisson ou œufs
- 5 g de sucre (1 cuillère à café)

Dîner :

- 200 g de féculents cuits : pommes de terre ou pâtes ou riz ou semoule ou légumineuses (lentilles, haricots secs, pois chiches etc.)
- Légumes cuits ou crus
- 250 ml de lait entier
- 50 g de pain
- 1 fruit

La préparation des plats requiert l'utilisation de l'huile de colza ou soja de préférence, riches en acides gras essentiels oméga 3.

11. Relations Sociales

Le Centre organise et accompagne les visites des enfants aux familles, selon un programme proposé par le responsable et approuvé par la direction du centre. Les enfants reçoivent la visite de leurs parents proches ou amis, les visites sont autorisées par la direction générale du CARSEC.

L'enfant admis dans le Centre, dont le dossier est en cours d'instruction dans un cabinet d'instruction, est accompagné à son entrée dans le Centre, d'une fiche contenant les indications et les instructions précises du juge en charge du dossier, sur la gestion de son séjour dans le Centre, notamment les visites, les autorisations de sortie, les correspondances etc.

Les copies des autorisations de visite ou des autorisations de sortie sont classées dans le dossier individuel de l'enfant, à la disposition du juge en charge du dossier.

La Direction Générale est aussi en mesure dans le cadre de la réinsertion de l'enfant placé au centre à autoriser les sorties dans les week end. Pour favoriser les rapports avec les familles, les enfants peuvent envoyer et recevoir



les courriers, sous contrôle du Centre. La possibilité de rencontrer les parents est très importante, parce-que ça permet de rétablir ou renforcer les liens familiaux de l'enfant, d'identifier les atouts et les difficultés pour la réinsertion de l'enfant et de définir sa réinsertion avec les parents.

12. Les normes de comportement au Centre.

L'enfant est tenu de participer à toutes les activités du Centre liées à l'éducation.

Il est dispensé seulement pour des raisons de santé, connues par le personnel de surveillance du Centre et certifiées par le personnel de santé. Le personnel de surveillance et le formateur sont chargés d'informer la coordination didactique de l'absence de l'enfant.

En cas de fugue de l'enfant, même avec retour au Centre, un rapport circonstanciel est établi par la direction du centre et envoyé au juge chargé du dossier de l'enfant, portant en annexe les rapports des surveillants en charge de l'enfant au moment de la fugue.

En cas de fugue sans retour au Centre, le rapport est envoyé par la direction générale du CARSEC, au magistrat en charge du dossier de l'enfant, au Pro-



cureur de la République du Tribunal des Wilayas.

L'enfant peut demander d'interrompre sa présence à un cours ou à une activité pour des besoins physiques ou pour des raisons de santé. Le responsable du cours ou de l'activité décide de la demande de l'enfant et si la demande est accordée, il s'assure que l'enfant soit accompagné par un surveillant. L'enfant ne peut ni se rendre, ni être envoyé hors du périmètre de la zone bâtie du centre.

Ses déplacements, pour des raisons de service, dans le périmètre de la zone

bâtie du centre, doivent être autorisés par le responsable de l'activité dans laquelle il est placé et suivi par le personnel de surveillance.

Si des raisons de services urgentes nécessitent que l'enfant soit envoyé hors du centre, cela ne peut se faire qu'avec l'autorisation du directeur général ou du responsable de la surveillance. Dans ce cas l'enfant doit être accompagné par un membre du personnel du centre.

L'enfant qui participe à l'entretien ou à la propreté ou au fonctionnement des structures et de l'équipement du centre ne doit ni détenir les clefs ni d'autres outils de fonctionnement, d'accès, d'entretien ou de gestion de ces structures et équipements.

La détention, la consommation ou la circulation de produits prohibés, de drogues, d'alcool, de tabac, des publications pornographiques sont interdites. La détention ou l'utilisation d'armes de tous genres est interdite aux enfants.

C'est important de souligner que la socialisation entre garçons et filles est fondamentale d'un point de vue éducatif et de réinsertion. La socialisation développe le respect entre les sexes, la capacité d'écoute, la patience, les normes de comportement et le sens de responsabilité.

13. Les droits et les obligations de l'enfant

L'enfant a droit :

- A une nourriture équilibrée
- Aux vêtements ordinaires et à ceux spécifiques à la formation, au sport, aux loisirs et au bien être
- Aux soins gratuits
- Aux articles nécessaires à la propreté
- Au bain une fois par jour au moins et toutes les fois qu'il est nécessaire
- Aux fournitures scolaires relatives aux études et à la formation
- A la visite de sa famille directement et dans un endroit prévu à cet effet
- A recevoir couffins, colis et vêtements qui lui proviennent de sa famille
- A la correspondance sous le contrôle de son éducateur direct
- A l'audience avec le directeur de l'établissement

L'enfant doit :

- Respecter tous les règlements en vigueur dans le centre
- Se conformer aux impératifs du travail scolaire quant à la préparation des

devoirs d'une manière continue

- Maintenir la propreté de son corps, de sa tenue, de ses fournitures de dortoir, du matériel et d'équipement des ateliers de formation, des salles de classes et des clubs d'animation
- Respecter l'éducateur et tout le personnel travaillant au centre et obéir à leurs instructions
- Respecter ses camarades et éviter de recourir à la violence ou s'adonner aux jeux prohibés
- S'adapter au régime du déroulement des cours tant dans les salles de classe que dans les ateliers et respecter tous les règlements y afférents

14. Participation de l'enfant aux activités du Centre.

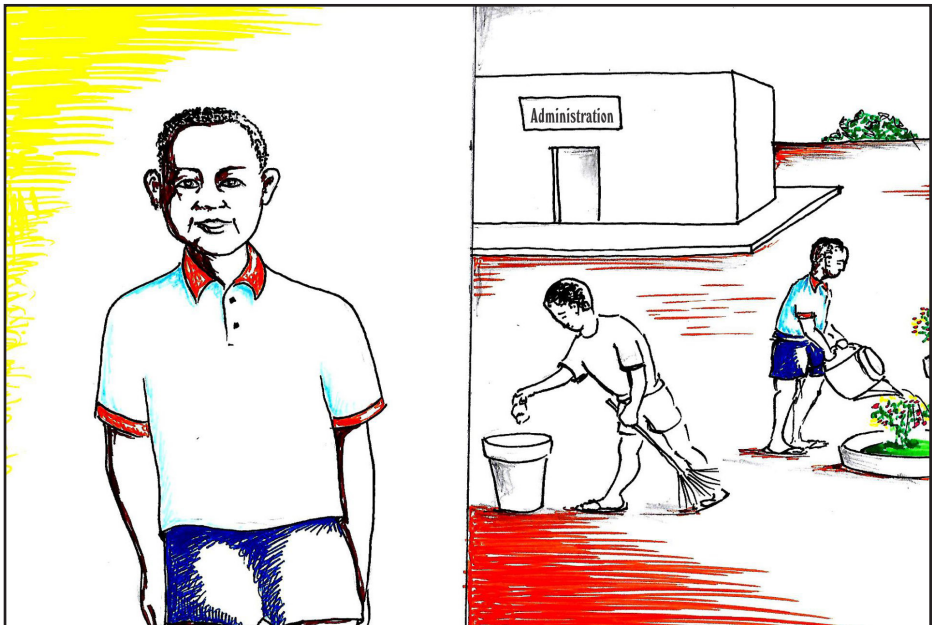
Les activités socio-éducatives permettent à l'enfant l'apprentissage ou l'appropriation de l'hygiène corporelle, l'hygiène vestimentaire, l'hygiène de l'environnement, favorisent l'acquisition des aptitudes de serviabilité, du sens du devoir et de la politesse envers autrui. Peuvent favoriser une prise de conscience à sa responsabilité de contribution à l'économie familiale et nationale. Peuvent aider à l'acquisition des notions et comportements de santé individuelle et collective. Favorisent l'acquisition des notions de citoyenneté et la connaissance de l'organisation de la société et des lois.

Les activités sportives et culturelles permettent de :

- Combattre l'oisiveté
- Favoriser la réhabilitation physique et mentale de l'enfant ;
- Acquérir la maîtrise de son corps, favoriser la dépense d'excès d'énergie;
- Délivrer l'enfant de la fatigue, de l'ennui, ouvrir son esprit sur des nouveaux horizons ;
- Favoriser le changement de liens, de rythme, de modèles identificatoires ;
- Permettre à l'enfant une participation sociale plus large et plus libre ;
- Favoriser le développement harmonieux du corps, de la sensibilité et de la raison ;
- Offrir à l'enfant de nouvelles possibilités d'intégration volontaire à la vie des groupements récréatifs, culturels et sociaux ;
- Permettre de nouvelles acquisitions pratiques et techniques ;
- Amener l'enfant à accepter et respecter les règles de jeu (lois), avoir le sens de la justice, développer la confiance en soi, découvrir ses talents et développer l'esprit d'équipe et de coopération.

Les activités de scolarisation, d'alphabétisation et de formation professionnelle permettent de :

- Maintenir l'enfant dans le système scolaire ;
- Assurer le rattrapage scolaire pour lui permettre de réintégrer le système scolaire ;
- Réduire le degré d'analphabétisme chez l'enfant , lui donner une instruction ;
- Favoriser son développement intellectuel et son éducation de base ;
- Former à la pratique d'un métier par l'acquisition de connaissances et techniques.



15. Le programme éducatif du Centre.

Le centre doit disposer d'un projet pédagogique solide. Il expose les objectifs à atteindre avec les enfants et les approches développées à cet effet. L'ensemble des activités concourant à la rééducation et à la réinsertion sociale des enfants y sont décrites.

Le programme éducatif doit mettre l'accent sur la rééducation et le processus

de réinsertion socio familial, scolaire et professionnel avec implication effective des parents.

Ainsi, pour avoir une valeur éducative, l'élaboration du projet pédagogique doit tenir compte d'un certain nombre de principes, à savoir

- l'adaptation des approches et activités aux objectifs du centre et aux caractéristiques et besoins des enfants accueillis ;
- la conformité du programme aux exigences de vie sociale du milieu de réinsertion en évitant de créer un milieu artificiel trop loin des réalités du milieu naturel de vie des enfants ;
- le rythme d'activités de l'enfant doit être équilibré entre les apprentissages plus strictement cognitifs (alphabétisation ou scolarisation, formation professionnelle, etc.) et plutôt ludiques (jeux, loisirs), entre les moments de concentration intellectuelle (en salle) et les activités plus physiques (sport, détente) ;
- l'emploi du temps doit tenir compte des biorythmes des enfants en fonction de leur âge ;
- une large place à la mobilisation, la promotion du dynamisme, de la participation et de la responsabilité des enfants à leur propre éducation et formation ;
- le développement de l'esprit d'initiative et de créativité des enfants ;
- Le programme doit être évalué et révisé suivant une périodicité définie en tenant compte des résultats de la rééducation, des nouveaux courants pédagogiques et des lois, principes et méthodes concernant les conditions de rééducation et de réinsertion sociale des enfants inadaptés sociaux.

L'esprit pédagogique qui doit inspirer l'action des tous les enseignants et de tous les formateurs est basé sur l'éducation sociale et la responsabilisation individuelle qu'on doit offrir au enfant pour éviter son retour à la délinquance. Il est important de former des bons mécaniciens, menuisiers, etc. mais il est essentiel de former d'abord des bons citoyens.

16. La formation

Les activités de formation au Centre comprennent :

- L'éducation civique, morale et religieuse, aussi dans ses aspects pratiques et quotidiens comme formes de participation active à la vie du centre L'alphabétisation et la scolarisation de l'enfant ;
- La formation professionnelle (couture, informatique, mécanique, plom-

berie, menuiserie) ;

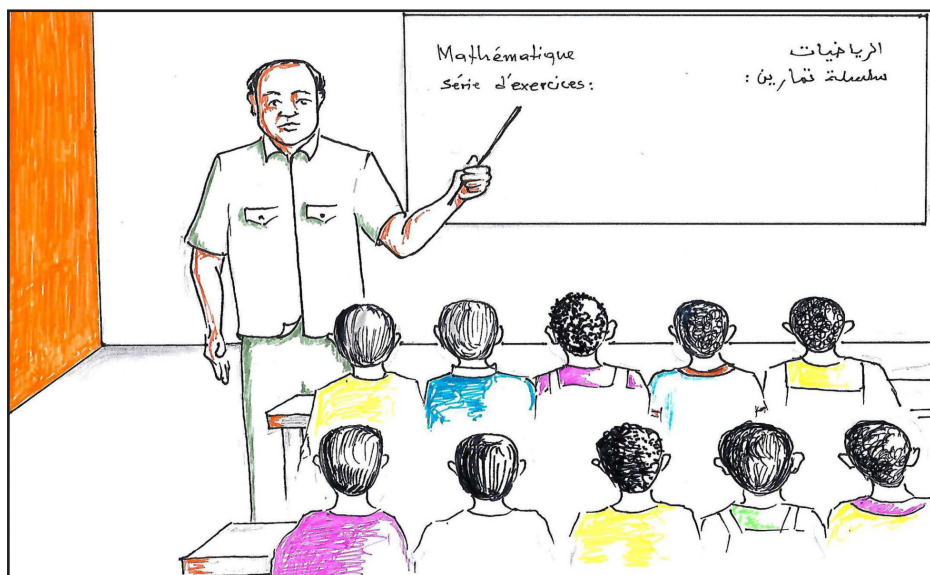
- L'art et la créativité.

Pour la répartition des activités est prévu l'établissement commun et partagé de l'emploi du temps de la semaine.

17. L'éducation civique.

L'éducation civique est un moyen de mesurer l'intérêt de l'enfant à corriger son parcours de vie, à se remettre en question et à se repositionner par rapport au contexte social dans lequel il doit pouvoir vivre s'il veut éviter le retour à la délinquance et les sanctions limitant sa liberté.

Le Centre offre, à travers le cours d'éducation civique, une occasion de réflexion et d'échange d'opinions et d'expériences entre les enfants sous la conduite de l'éducateur qui a la charge de gérer la discussion, avec l'appui d'autres personnes ressources internes ou externes au Centre. L'éducateur doit développer des arguments et proposer un système des valeurs correspondant à celui de l'environnement social de référence de l'enfant .



Ce parcours pour avoir meilleures chances de réussite s'appuie sur la participation active et constante des enfants en utilisant des méthodes et des moyens capables de susciter l'intérêt de l'enfant tels que les témoignages culturels des personnes ressources (personnalités, experts, anciens enfants

en conflit avec la loi ou anciens enfants de rue), la projection des films et de diapositives, les jeux de groupes et de rôles, les mises en place des pièces théâtrales ou de récitation par les enfants ou d'autres personnes ressources. La participation active à l'éducation civique se développe également à travers l'implication des enfants dans la gestion du Centre non seulement avec les groupes de travail chargés de l'entretien de l'environnement, de la propreté des locaux du Centre, mais aussi avec des représentants élus des enfants, comme un port parole, un responsable des locaux (dortoirs, sanitaires), un responsable des équipements de formation (salle polyvalente, ateliers).

Ces représentants sont les interfaces entre le directeur, les autres responsables et les enfants, ils aident à améliorer la communication et la circulation de l'information entre les responsables du Centre et les enfants.

Un programme d'éducation civique est conçu pour une période de base de douze mois avec les thèmes à aborder, les intervenants et les méthodologies pédagogiques d'accompagnement (ex. projection de films, lecture de livres).

18. L'alphabétisation et la scolarisation de l'enfant

L'alphabétisation des enfants placés au Centre ou leur scolarisation pour ceux qui sont déjà alphabétisés sont deux actions indispensables pour accompagner le bon déroulement de la réinsertion sociale, car la possession d'une capacité de base dans la lecture et l'écriture est une condition essentielle de connaissance des droits et devoirs et surtout un outil indispensable d'accès à d'autres connaissances et formations (ex. l'informatique).

Le Centre dispose d'un parcours d'alphabétisation qui est focalisé sur l'arabe et le français.

19. La formation professionnelle

La formation professionnelle repose sur les méthodes suivantes :

- Les contenus des cours et les méthodologies didactiques ;
- Le suivi de l'évolution de formation des enfants, notamment le système des registres de classe, des notes/appréciations et les réunions mensuelles des formateurs ;
- L'emploi du temps de la semaine.

Le Centre est doté de programmes écrits de formation dans tous les domaines, élaborés par ses formateurs.

Pour ce qui concerne l'emploi du temps de la semaine, les ateliers sont ouverts tout les après midi à partir de 14h30 jusqu'au 17h30 du lundi à jeudi cela non seulement pour des raisons de renforcement de la formation mais aussi pour une meilleure contribution et participation aux activités de production de recettes, pour une plus forte image productive du Centre.

Il est important de souligner que le Centre n'est pas un centre de formation professionnelle, mais un centre de réinsertion sociale où la formation professionnelle est un instrument et non une finalité. Cela signifie les formations doivent transmettre au enfant l'envie de connaître et de savoir, l'amour pour le travail et la confiance en ses propres moyens personnels, intellectuels et physique.

20. Projets individuels de réinsertion sociale (PIRS)

Les projets individuels de réinsertion sociale (PIRS) sont l'unité de mesure principale de l'état d'avancement de la mission du Centre. Cette mission consiste à éviter la prison à l'enfant , mais aussi a l'ambition de le réinsérer dans la société et l'aider à devenir un sujet conscient de ses droits et des ses devoirs, un citoyen responsable et respecté.

Pour ce faire, il est indispensable de réunir les conditions suivantes :

- une participation active, convaincue et sincère de l'enfant ;
- un système de mise en place du PIRS partagé par tous les acteurs intervenants ;
- une gestion basée sur l'implication et la responsabilisation de toutes les parties prenantes potentielles (Centre, Enfant, Famille Autorités, Communauté etc.) ;
- Des moyens humains, matériels et financiers à mettre en œuvre.

La mise en œuvre du PIRS se réalise en deux phases principales :

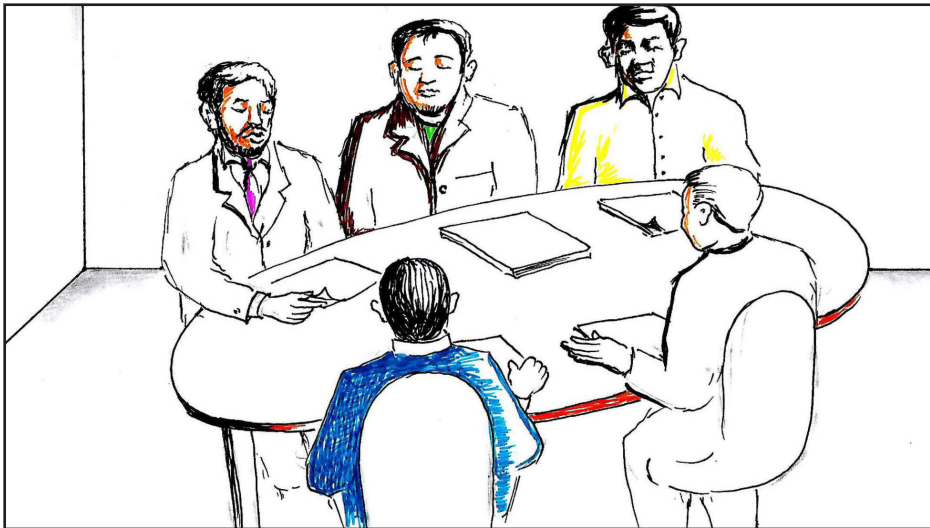
- une phase interne au centre (phase 1) ;
- une phase externe au centre (phase 2).

21. PIRS Phase 1

Toutes les données concernant les enfants sont collectées aux différents niveaux par différents acteurs du centre (éducateurs, assistants sociaux, Psychologue, surveillants, formateurs, autres personnels) et mises à profit pour préparer la phase interne du PIRS. Ces informations sont incluses dans le

dossier de l'enfant qui contient les fiches de notation des formateurs, les bilans de santé, les bilans psychologiques, les résultats des réunions périodiques, etc.

La Direction Générale du Centre recueille les informations et les avis du personnel du centre relatifs au comportement de l'enfant. Les résultats de ces vérifications sont analysés par la direction et par la coordination didactique, après avoir entendu l'avis du psychologue. L'avis de l'enfant est recueilli pour mieux l'impliquer dans le PIRS. Le responsable, sous la supervision de la coordination didactique et l'assistance juridique, définissent un programme de contacts, de rencontres au centre et des visites sur le terrain à la famille et au milieu social et relationnel, d'origine et actuel, de l'enfant, mais aussi aux autorités concernées (juge chargé du dossier, avocat s'il en existe, travailleur social qui a traité le dossier de l'enfant, police et /ou gendarmerie



qui est entrée en contact avec l'enfant et celle du terroir où le PIRS sera réalisé). A ce programme participent l'éducateur et le formateur concerné. L'enfant est inscrit dans le cours d'alphabétisation ou de scolarisation et devra dans les premiers trois mois de son séjour au Centre pouvoir suivre tous les ateliers et toutes les formations. Au cours de ses 3 premiers mois, la Coordination Didactique devra recueillir les avis des formateurs relatifs à la participation active et au comportement de l'enfant et sur son évolution dans l'apprentissage technique. La Direction Générale du centre recueille les

informations et les avis du personnel du centre relatifs au comportement de l'enfant . Les résultats de ces vérifications sont analysés par la Direction et par la Coordination Didactique, après avoir entendu l'avis du psychologue. Cette stratégie doit viser soit à aider L'enfant à se ressaisir soit à simplement l'encourager avec sa participation active. Cela doit lui être expliqué et son avis doit être recueilli pour une meilleure implication et une application efficiente de la stratégie.

Le responsable, sous la supervision de la coordination didactique et l'assistance juridique, définit un programme de contacts, de rencontres au Centre et des visites sur le terrain à la famille et au milieu social et relationnel, d'origine et actuel, de l'enfant , mais aussi aux autorités concernées (juge chargé du dossier, avocat s'il en existe, travailleur social qui a traité le dossier de l'enfant , police et/ou gendarmerie qui est entrée en contact avec l'enfant et celle du terroir ou le PIRS sera réalisé). A ce programme participent l'éducateur et le formateur concerné.

Une réunion mensuelle est organisée par la coordination didactique, l'Educateur, le Formateur technique concerné et le psychologue pour analyser l'état de l'évolution de l'enfant et vérifier si le PIRS peut être finalisé. Dans ce cas, le responsable présente, pour avis et/ou approbation, un document préliminaire contenant une proposition de PIRS à la réunion périodique qui au plus tard chaque deux mois regroupe la direction, l'éducateur, le psychologue, les formateurs et alphabétiseurs et le responsable de surveillance.

Le document préliminaire de PIRS, qui est conçu avec la participation active de l'enfant , présente les éléments suivants :

- état psycho éducatif de l'enfant qui décrit son comportement au Centre et indique ses aptitudes (par apport au travail, à l'école, à la famille) ;
- état des aptitudes de la famille et du milieu social et relationnel de l'enfant (le village, le quartier, les amis, l'association locales de solidarité) ;
- état des engagements des autorités locales pour leur appui au PIRS (juge, travailleur social, police, gendarmerie).

Le document définitif de PIRS est présenté avec les signatures des responsables concernés (responsable, éducateur, psychologue, le responsable de la sécurité et éventuellement le formateur concerné) et inclut les points suivants :

- bilan éducatif de l'enfant signé par l'éducateur qui décrit son compor-

tement au centre et identifie ses aptitudes au travail, à l'école, au retour en famille ;

- bilan psychologique de l'enfant , signé par le psychologue qui décrit l'état psychologique de l'enfant son évolution et ses résultats ;
- bilan de formation de l'enfant , signé par le formateur en charge de la formation spécifique qui décrit les acquis techniques de l'enfant , ses points forts et ses points faibles dans les connaissances techniques y compris sa capacité d'organisation et de gestion du travail (attention à l'entretien, gestion de l'équipement, de l'outillage, du matériel, tenue des documents administratifs);
- bilan social, signé par le directeur, l'éducateur et le psychologue destiné à faire apparaître les engagements de la famille et du milieu social et relationnel de l'enfant (maitre de stage, éventuelle entreprise de recrutement, le village, les amis, les associations locales de solidarité);
- Bilan institutionnel, signé par le directeur, destiné à faire ressortir les engagements éventuels des autorités locales pour leur appui au PIRS (juge, police, gendarmerie).

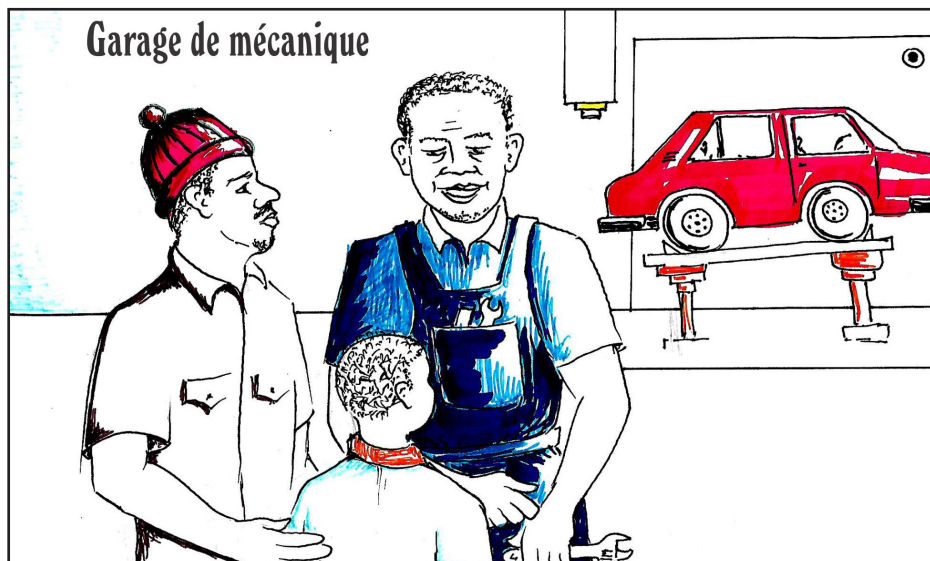
22. PIRS Phase 2

A la sortie du Centre l'enfant suit une période de stage dans un atelier choisi selon les attitudes révélées pendant la formation au Centre. Le stage a une durée minimum de six mois. La convention de stage engage quatre acteurs : le Centre, l'enfant , les parents de l'enfant et le maitre de stage.

L'enfant bénéficiaire s'engage à être présent ponctuellement et à se comporter sérieusement dans le lieu de stage, à communiquer à l'équipe du Centre tout problème qui pourrait empêcher le bon déroulement du PIRS. La famille de l'enfant s'engage à encourager l'enfant dans son activité et à lui faciliter la reprise de sa vie sociale dans son milieu d'accueil. Le maître de stage de l'enfant s'engage à garantir la sécurité de l'enfant et son perfectionnement professionnel basé sur les capacités technique et les vocations de l'enfant . La Coordination Didactique établit un programme de visites de suivis de l'enfant réinséré et effectué par l'éducateur chargé de la réinsertion professionnelle avec éventuellement la participation du psychologue et du formateur qui a suivi l'enfant dans la formation spécifique choisie au Centre.

Sur le plan administratif du suivi de l'enfant , le centre utilise les outils suivants:

- Une fiche de suivi qui sert de base pour celle de la banque de données informatisées et qui est remplie à la fin de chaque visite ;
- Un cahier de présences géré par le maître de stage et indiquant les jours, les horaires, la signature de l'enfant et les observations du responsable du PIRS, s'il s'agit d'un PIRS basé sur un stage de perfectionnement professionnel;
- Un rapport mensuel sur les déroulements des PIRS en cours hors du



centre, rédigé par le responsable et qui est présenté aux réunions périodiques du Centre avec la Coordination didactique et les autres responsables des services.

23. Le Personnel du Centre

a) Le Directeur

Ses tâches ont comme objectif de :

- Superviser les activités de l'ensemble du personnel et exécuter la décision du Conseil d'Administration relativement à la gestion du Centre ;
- Administrer le Centre ;
- Assurer le fonctionnement du Centre (établissement du programme d'activités hebdomadaires du Centre tel que l'horaire des activités du réveil au repos nocturne, tenue des réunions programmées, réunions mensuelles, sanctions, autorisations, permissions, notes de services) ;

-
- Assurer la gestion des enfants du Centre (ouverture et tenue des dossiers individuels des enfants) ;
 - Encadrement et suivi du personnel du Centre afin de contrôler l'accomplissement des tâches attribuées et la mise en œuvre des activités en programme et d'autres activités habituelles (visites médicales à l'arrivée, assistance sanitaire, suivi psychologique, état général de l'enfant en habillement, hygiène, relations de famille, procédures légales en cours) ;
 - Assurer la gestion des biens du Centre ;
 - Gestion des relations avec les autorités locales, religieuses et les populations environnantes ;
 - Accueil des visiteurs et gestion des visites (bailleurs des fonds, organisations partenaires, organes d'information, institution d'Etat).

b) La Coordination Didactique

La Coordination Didactique est chargée de la programmation et la mise en œuvre des activités éducatives du Centre (alphabétiseurs et formateurs des différents ateliers). Elle se charge aussi de:

- suivi éducatif et formatif de l'enfant depuis son admission dans le centre jusqu'à sa sortie et pendant son parcours de réinsertion sociale hors du centre ;
- assister et conseiller l'enfant dans l'élaboration de son projet personnel avec l'appui des formateurs et du psychologue. Elle est également chargée de l'élaboration des programmes d'alphabétisation, de culture générale, d'éducation civique et de l'animation des activités sportives et récréatives ;
- Collaborer avec le responsable, la section de la surveillance et le psychologue du centre pour l'échange d'information et d'opinions concernant la gestion éducative des enfants.

c) Alphabétiseurs en arabe et en français et formateurs en couture, informatique, mécanique, menuiserie.

Ils sont chargés de :

- L'enseignement de la matière qui leur est confiée sur la base d'un programme de formation qu'ils proposent ;
- L'application des techniques de formation et des méthodologies adaptés à des enfants dont les niveaux sont variables ;

-
- L'inscription quotidienne en langue arabe et française dans les registres de classes des thèmes traités pendant les cours ;
 - La tenue en arabe et en français des notes d'évaluation des enfants aux échéances demandées par le coordinateur didactique sur la base du système de notation en vigueur dans le centre ;
 - L'indication ponctuelle des besoins de matériel didactique et le contrôle de l'état de structure et des équipements mis à leur disposition pour la formation et l'alphabetisation ;
 - L'écoute et l'assistance des enfants pour les problèmes concernant l'apprentissage des cours ;
 - La rédaction et la conservation des pièces comptables relatives aux activités de production de recettes qu'ils devront superviser directement et les remettre automatiquement au comptable.

d) L'assistant social

Il est chargé de :

- Réaliser les enquêtes sociales ;
- Assurer l'écoute et l'accompagnement des enfants ;
- Identifier les besoins des jeunes repérés en situation difficile ;
- Assurer les visites à domicile en cas de besoin ;
- Organiser des séances de sensibilisation au profit des enfants et des parents.

e) La surveillance

Le service de surveillance et de sécurité est chargé d'assurer la surveillance des enfants et de veiller à la sécurité du Centre. Les surveillants sont confrontés à une double mission contradictoire de garde et de réinsertion sociale. La maîtrise de cette double mission de surveillance et de réinsertion des condamnés à la privation de liberté exige des aptitudes spécifiques que seule une formation adéquate pourrait apporter aux surveillants.

f) Surveillance des enfants

La surveillance des enfants consiste dans :

- Contrôle à vue des enfants pendant les activités au Centre : - réveil – rangements lits – douches/toilettes – gymnastique – cours – pauses – repas – repos – animations – récréations – visites – sport – corvées – dépla-

cements internes – retour dans les dortoirs ;

- Applications ou suivi des applications des mesures de contrôle et de discipline : - appels – sanctions – autorisations – permissions ;
- Accompagnements des enfants hors du Centre : - transferts judiciaires – visites aux familles – départs en stage – retours dans les familles – réintégrations dans le Centre – participation à des activités externes, sociales, sportives, culturelles – visites médicales et hospitalisations – audiences judiciaires.

g) Sécurité du Centre

- Ouverture et tenue d'un registre d'entrée pour l'enregistrement des enfants à l'arrivée et d'un registre de sortie pour les enfants en fin de séjour et tenue d'un registre des mouvements des personnes ;
- Accueils des visiteurs et enregistrement des matériels et fournitures livrés au Centre ou sorti du Centre ;
- Appui pour la gestion du magasin du Centre et la remise des matériels et des fournitures aux différents services ou usagers du Centre (personnel, enfants) ;
- Garde du Centre jour et nuit ;
- Défense de la sécurité des personnes et de l'intégrité du Centre ;
- Organisation de services d'entretien et de propreté du Centre (bâtiments, équipements, meubles) ;
- Entretien de l'environnement.

h) L'assistant sanitaire

L'assistant sanitaire est un infirmier diplômé d'Etat. Il est chargé d'assurer :

- Assistance sanitaire aux enfants (appui au médecin pour l'établissement d'un bilan de santé à l'arrivée de l'enfant , visite périodique hebdomadaire pour contrôle et prévention) ;
- Tenue des fiches de santé des enfants ;
- Tenue de la pharmacie du centre (Gestion du stock de base afin d'assurer une dotation de base de médicaments, matériel de santé, équipements, avec contrôle périodique de l'état de conservation, requête d'achat à transmettre au Directeur général du Centre, contrôle des nouvelles livraisons) ;
- Activités d'appui à l'éducation sanitaire (réunions d'information du per-

sonnel concernant les notions de base de la prévention sanitaire, la prévention et le traitement des maladies saisonnières, des maladies plus diffusées et plus dangereuses et des éventuelles épidémies en cours, séances de sensibilisation et d'information adressées aux enfants concernant les maladies les plus fréquentes, leur prévention et leur traitement et les normes de base d'hygiène personnelle...).

i) Le conseiller juridique

Il est chargé de :

- Préparer des plaidoyers adressés aux autorités judiciaires pour des solutions plus avantageuses pour les enfants, finalisées à leur réinsertion sociale et en conformité aux lois en vigueur ;
- Rédiger des rapports individuels sur la situation légale, judiciaire et juridique des enfants ;
- Rédiger des études et des statistiques sur le cas juridiques traités afin de faciliter une compréhension meilleure des problématiques juridiques relatives aux enfants en conflit avec la loi en Mauritanie ;
- Contribuer à l'identification des projets individuels de réinsertion sociale (PIRS) des enfants

j) Le secrétaire

Le secrétaire assure les tâches principales suivantes :

- Gestion du standard et des agendas téléphoniques et électroniques ;
- Réception et gestion de l'accueil des visiteurs ;
- Saisie et tenue du courrier (arrivée, départ, transmission) ;
- Rangement des dossiers.

k) Le comptable

Il est chargé du fonctionnement de l'appui comptable au Centre. Il assure les tâches suivantes :

- Suivi des échéances des paiements (salaires, honoraires, factures, etc.) ;
- Tenue de la comptabilité simple (classement des pièces justificatives, insertion et imputation budgétaire des dépenses et des recettes dans les fichiers informatiques) ;
- Rangement des dossiers ;
- Courses de services pour achats et pour autres commissions si nécessaire.

I) Les cuisiniers

- Assurent les repas prévus par le centre (petit déjeuner, déjeuner, dîner) sur la base du menu hebdomadaire proposé par le cuisinier et approuvé par la direction;
- Proposent un menu hebdomadaire diversifié, essentiellement basé sur la cuisine nationale, en quantité suffisante, dans le respect des normes hygiéniques fondamentales et réalisé avec ponctualité ;
- Font participer les enfants au service de la cantine, soit pour les opérations de nettoyage, soit pour la préparation et la distribution des repas ;
- Font une prévision hebdomadaire des besoins en vivres, en matériel de cuisine et autres biens nécessaires (bois, gaz, outils etc.), en indiquant avec précision les quantités et les prix d'achats ;
- Effectuent les achats des vivres de manière hebdomadaire;
- Veillent au bon état de conservation des vivres ;
- Assurent l'entretien, l'hygiène et le fonctionnement des équipements de cuisine ;
- Gèrent les tickets de cantine du personnel sur la base de la note de service du directeur
- Prévoient de réserves alimentaires et des vivres ;
- Tiennent à jour les fiches d'inventaire des stocks de vivres du magasin

En fonction de ses besoins, le Centre peut faire appel au personnel technique non permanent pour certaines actions. Il s'agit de l'avocat, du psychologue, du médecin, des animateurs, du coiffeur, du plombier, de l'électricien, de divers prestataires de services, des gardiens provisoires, etc.

Fiche d'identification

Matricule :	
Numéro identification nationale	
**Nom:	
Date de naissance :	
Lieu de naissance :	
**N° Dossier justice :	
**Date d'arrivée :	
**Présence : - Oui - Non	
Type d'arrivé :	
**Ancienneté : - 0 - 1 - 2 - 3 - 4 - 5	
Date de sortie :	
Type de sortie :	
**Juridiction compétente :	
**Délit:	
**Autorité judiciaire :	
Volet de PIRS :	
Observations :	

Fiche sociale

Nom :	
Matricule :	
Numéro identification nationale	
EDUCATION DE L'enfant	1-Analphabète ; 2-Primaire ; 3-Collège ; 4-Secondaire ; 5-Universitaire ; 6-Mahadra ; 7-Formation Professionnelle
A-t-il abandonné l'école ?	Oui Non
Quelles sont les raisons d'abandon des études ?	
Travaille-t-il ?	Oui Non
Si Oui quel est le travail ?	
Niveau d'étude à la fin du séjour au centre	1-Analphabète ! 2-Primaire ! 3-Secondaire ! 4-Mahadra ! 5-Formation Professionnelle
Parents de l'enfant	
Nom et prénom du père : Age : Tel :	
Nom et prénom de la mère : Age : Tel :	
Situation matrimoniale :	1-Vivant ensemble 2-Divorcés 3-Veuf ; 4-Veuve
Identité du Tuteur(Nom et Lien):	
Le père travaille-t-il ? Si Oui quel est son emploi ?	
La mère travaille-t-elle ? Si Oui quel est son emploi ?	
Situation socio-économique des parents	
Revenu Mensuel : et - Revenu journalier :	-
Composition de la famille	

- Nombre d'épouse : - Nombre d'enfants :	
Nom et Prénom : Age : Sexe :	- - -
Autres membres de la famille vivant au domicile de l'enfant :	
Description du contexte social et familial	
Description de domicile de l'enfant	
Type de logement	
Nombre de pièces	
Nombre de personnes	
Electricité	Oui Non
Propriété	1-Propriétaire. 2-Locataire. 3-GAZRA. 4-Autres
Situation sociale de l'enfant	
L'enfant est-il en rupture avec sa famille ?	Oui Non
Si Oui depuis quand?	
Raison de la rupture / Commen- taire :	

Fiche de santé à l'entrée

Nom :	
Matricule :	
Numéro identification nationale	
Poids :	
Taille :	
Tension :	
Antécédents de l'enfant :	
Vaccinations :	
Date de rédaction de fiche :	
Mesure à prendre :	
Observations et diagnostics :	

Fiche de santé à la sortie

Nom :	
Matricule :	
Numéro identification nationale	
Poids :	
Taille :	
Tension :	
Antécédents de l'enfant :	
Vaccinations :	
Date de rédaction de fiche :	
Mesure à prendre :	
Observations et diagnostics :	

Fiche d'analyse des besoins de formation

N° de matricule :
Numéro identification nationale
Prénom et Nom :
Niveau Scolaire :
Type et niveau de formation professionnelle avant l'arrivée au Centre :
Langue maternelle :
Langues parlées :
Langues écrites :
Besoins formatifs : alphabétisation (cochez) arabe français
scolarisation en classe
formation professionnelle
Coiffure
Couture
Cuisine
Electricité
Horticulture
Informatique
Maçonnerie
Mécanique
Menuiserie bois
Menuiserie métallique
Plomberie
Proposition de l'enfant
Décision pour la première insertion formative (premiers trois mois)
Date de rédaction de la fiche
Rédacteur de la fiche (Prénom et Nom – Fonctions)

Fiche de bilan final éducatif et formatif

N° de matricule :
Numéro identification nationale :
Prénom et Nom :
Comportement (discipline générale, respect du Règlement Intérieur) :
Participation aux activités de formation du Centre :
Implication dans la vie sociale au Centre :
Niveau d'apprentissage des matières suivies (note moyenne par chaque matière et synthèse des acquis techniques) :
Relations avec la famille et le milieu d'origine :
Projet individuel de réinsertion sociale (Type de projet, date prévue de sortie) :
Remis au juge (Date, raisons de la remise au juge) :
Fugue (Date, observations) :
Décès (Date, causes du décès):
Autres raisons de la sortie (Date, observations) :
Date de rédaction de la fiche :
Rédacteur de la fiche (Prénom et Nom – Fonctions) :
Signature du rédacteur de la fiche :

Fiche de bilan psychologique

N° de matricule :
Numéro identification nationale :
Prénom et Nom :
Bilan au début du séjour au Centre :
Date de rédaction :
Rédacteur de la fiche (Prénom et Nom – Fonctions) :
Signature du rédacteur :
Bilan à la sortie du Centre :
Date de rédaction :
Rédacteur de la fiche (Prénom et Nom – Fonctions) :
Signature du rédacteur :

Fiche de suivi du projet individuel de réinsertion sociale du mineur (PIRS)

N° de matricule :
Numéro identification nationale :
Prénom et Nom :
Date de sortie du Centre :
Type de PIRS (cochez/en gras) : Retour en famille ☐
Retour en famille et à l'école ☐
Retour en famille avec un emploi ☐
Retour en famille et formation professionnelle ☐
Réinsertion individuelle avec un emploi ☐
Réinsertion individuelle et scolarisation ☐
Réinsertion individuelle et formation professionnelle ☐
Insertion dans un autre Centre ou Communauté ☐
Type d'emploi (cochez/en gras): Autonome ☐
Employé ☐

Volet de formation professionnelle ou de l'emploi (cochez/en gras) :
☐ administration
☐ agriculture
☐ commerce
☐ couture
☐ cuisine
☐ électricité
☐ élevage
☐ horticulture
☐ hôtellerie et restauration
☐ informatique et secrétariat
☐ maçonnerie
☐ maraîchage
☐ mécanique
☐ menuiserie bois
☐ menuiserie métallique
☐ navigation maritime
☐ pêche
☐ plâtre
☐ plomberie
☐ transport
Date de la visite :
Appréciation de la famille ou du milieu d'accueil :
Appréciation de l'employeur de l'enfant ou du maître de stage de formation professionnelle ou du responsable de l'établissement scolaire :
Avis du mineur :
Observations (avis et propositions) du chargé de la visite de l'enfant :
Date de rédaction :
Rédacteur de la fiche (Prénom et Nom – Fonctions) :
Signature du rédacteur de la fiche :

Statistiques CARSEC de Nouakchott 2010-2016

La population en Mauritanie est estimée à 3 537 368 d'habitants (2013). Plus de la moitié de la population a moins de 20 ans, l'âge médiane de la population totale est 20.1ans, la population urbaine représente plus de 59%.

Âge médian	
Hommes	18,6 ans
Femmes	20,4 ans
Structure par âge	
0-14 ans	40,4 %
15-64 ans	56,2 %
65 ans et plus	3,5 %

Le Centre a accueilli 415 mineurs en conflits avec la loi entre août 2010 et juin 2016. Le tableau suivant indique le nombre d'enfants qui ont été accueillis dans le Centre par année.

Année	Nombres des mineures	%
2010	29	7%
2011	48	12%
2012	73	18%
2013	71	17%
2014	81	19%
2015	84	20%
01/ 2016 à 6/2016	30	7%

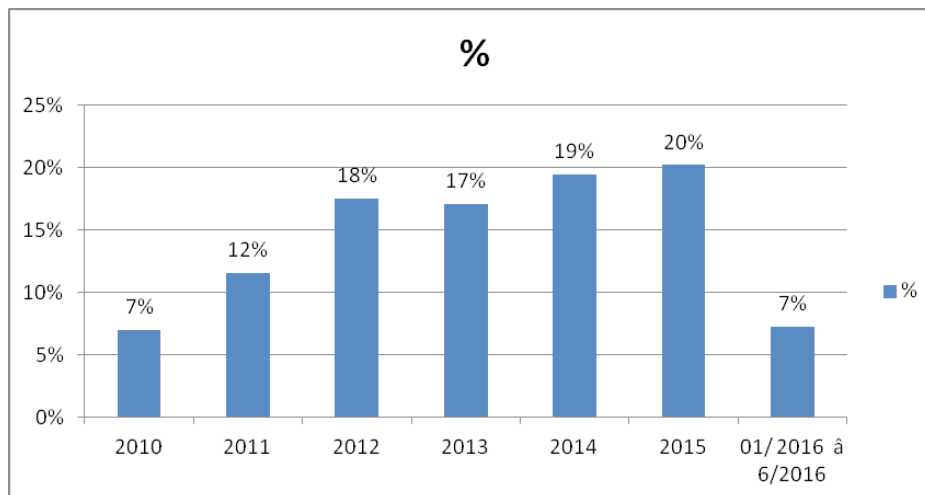


Tableau1- Répartition des enfants au CARSEC par Age (échantillon 228 mineurs)

Age	Effective	%
8	1	0%
10	1	0%
11	6	3%
12	10	4%
13	23	10%
14	26	11%
15	54	24%
16	51	22%
17	30	13%
18	25	11%

La structure d'âge des enfants poursuivis est très particulière : le 91 % entre 13 et 18 ans, le 70 % plus de 14 ans, le 7% moins de 13 ans, le 24 % 15 ans.

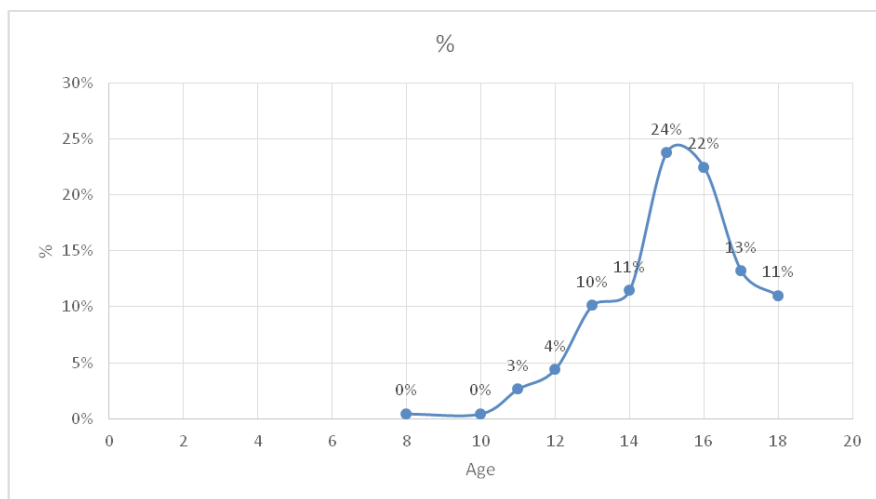


Tableau2- Répartition des enfants au CARSEC par sexe

SEXE	Nombre	%
Garçons	348	94%
Filles	23	6%

94% des enfants au CARSEC sont des garçons et 6% des filles.

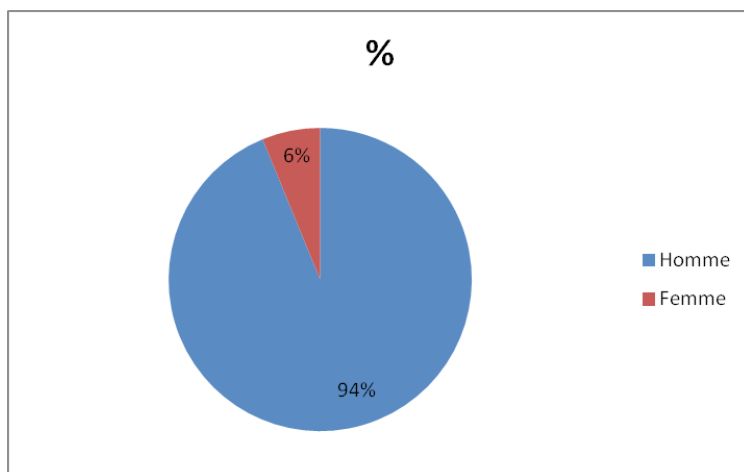
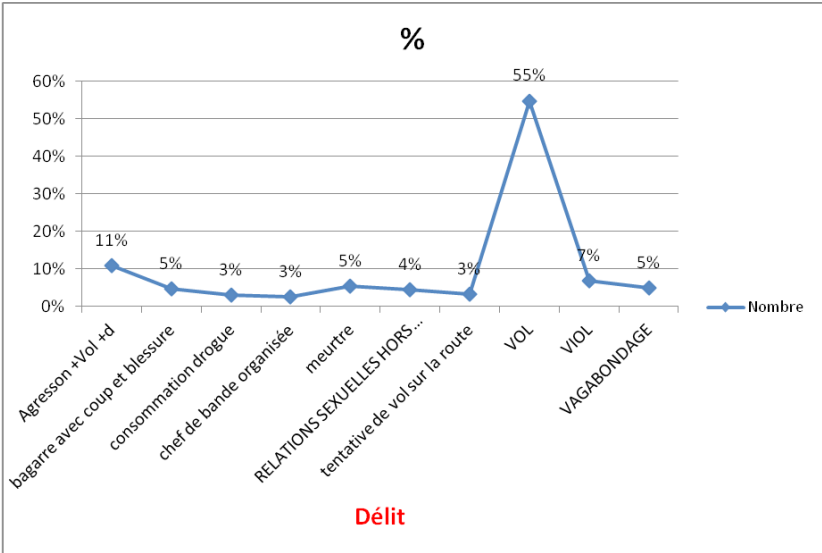


Tableau3 : Répartition des enfants au CARSEC par son infraction (Délit)

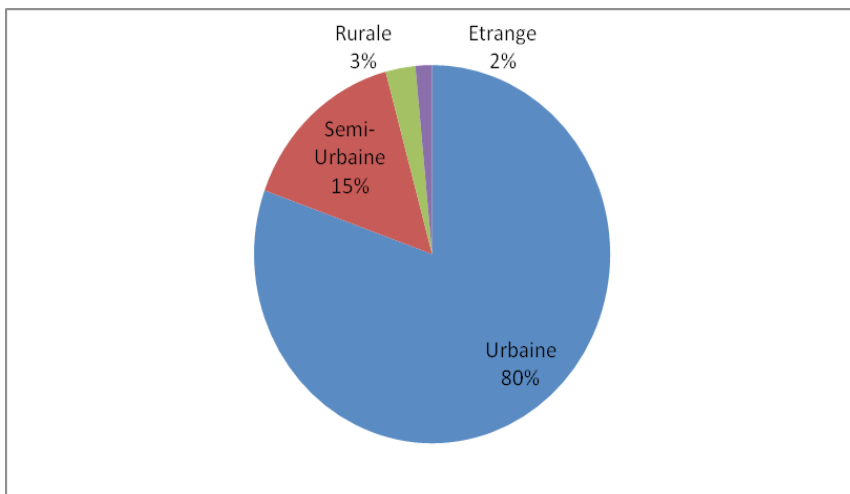
Délit	Nombre	%
Agressons + Vol	43	11%
Bagarre avec coup et blessure	18	5%
Consommation drogue	12	3%
Chef de bande organisée	10	3%
Meurtre	21	5%
Relations sexuelles hors mariage	17	4%
Tentative de vol sur la route	13	3%
Vol	218	55%
Viol	27	7%
Vagabondage	19	5%

Le vol est la première infraction reprochée aux mineurs de Centre, représente le 55% des infractions totales, et la deuxième infraction est l'agression avec l'11%



- **Tableau 3 : Répartition des enfants au CARSEC par lieu de naissance**

Provenance	Nombre	%
Urbaine	268	80%
Semi-Urbaine	51	15%
Rurale	9	3%
Etrange	5	2%

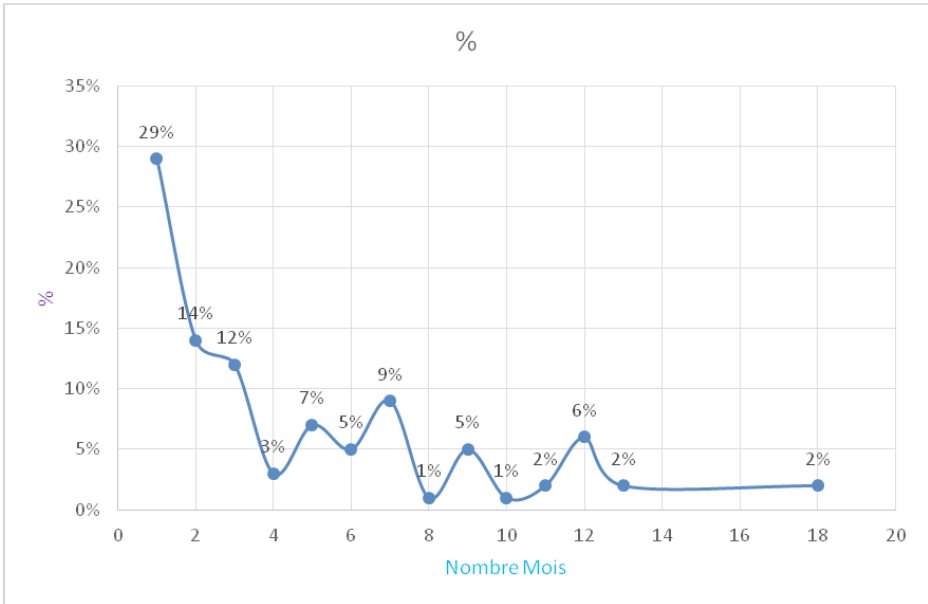


- **Tableau 4 : La durée de séjour des enfants à l'intérieur du Centre par Mois**

Nombre de Mois	Effective	%
1	63	29%
2	31	14%
3	26	12%
4	7	3%
5	16	7%
6	11	5%
7	19	9%

8	3	1%
9	11	5%
10	3	1%
11	5	2%
12	12	6%
13	4	2%
18	4	2%

Moyenne	4,62325581
Minimum	1
Maximum	28
Nombre d'échantillons	215



Statistiques prison de Nouakchott

Nombre d'enfants qui sont présents par année

Année	Nombre	%
2014	6	9,7%
2015	32	51,6%
2016	24	38,7%
Total	62	

• Tableau1 : Répartition des enfants a la prison civil par son infraction (Délit)

Délit	Nombre	%
bagarre avec coup et blessure	4	6%
consommation drogue	7	11%
chef de bande organisée	16	26%
meurtre	3	5%
vol	27	44%
viol	5	8%
Total	62	100%

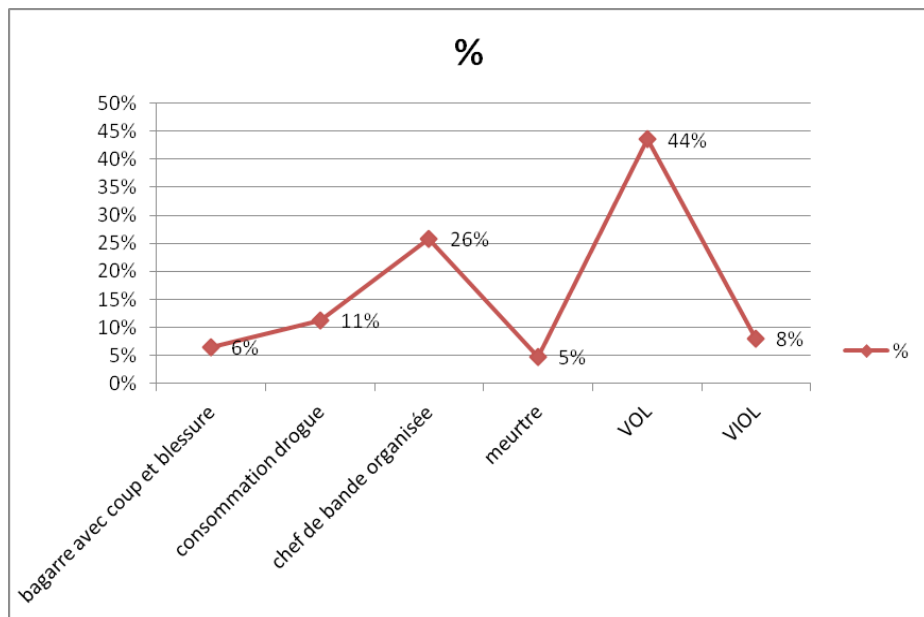


Tableau2 : Répartition des enfants à la prison civile par âge

Age	Effective	%
15	6	10%
16	18	29%
17	25	40%
18	13	21%
Total	62	

Statistiques dernière période (aout 2015 – juillet 2017)

- Tableau1 : période aout-2015 / juillet-2017 CARSEC NOUAKCHOTT

2015				
Mois	Nombres d'enfants arrivés	%	Nombres des en- fants sortis	%
août-15	8	19%	1	6%
sept-15	7	16%	3	18%
oct-15	7	16%	0	0%
nov-15	11	26%	8	47%
déc-15	10	23%	5	29%
Total 2015	43	100%	17	100%
2016				
janv-16	9	13%	6	8%
févr-16	4	6%	7	9%
mars-16	2	3%	5	7%
avr-16	5	7%	9	12%
mai-16	5	7%	6	8%
juin-16	4	6%	7	9%
juil-16	6	9%	4	5%
août-16	10	14%	6	8%
sept-16	13	19%	7	9%
oct-16	2	3%	6	8%
nov-16	4	6%	9	12%
déc-16	5	7%	2	3%
Total 2016	69	100%	74	100%

2017				
janv-17	3	10%	3	7%
févr-17	2	7%	11	26%
mars-17	6	21%	8	19%
avr-17	4	14%	5	12%
mai-17	8	28%	4	10%
juin-17	2	7%	6	14%
juil-17	4	14%	5	12%
Total 2017	29	100%	42	100%
Juillet2015	TOTAL ARRIVES		TOTAL SORTIS	
Aout 2017	141		133	

- On remarque que par rapport à la période janvier-juillet 2016 le nombre d'enfants arrivés de la période janvier-juillet 2017 est diminué du 20% (2016 : 35 mineurs - 2017 : 29 mineurs).
- On remarque que pour l'année 2016 les mineurs sortis sont plus que les mineurs entrés (74 – 69)

Arrivées : Mineurs/mois			Sortis : Mineurs/mois	
Moyenne	7		Moyenne	6
Max	13		Max	11
Min	2		Min	0

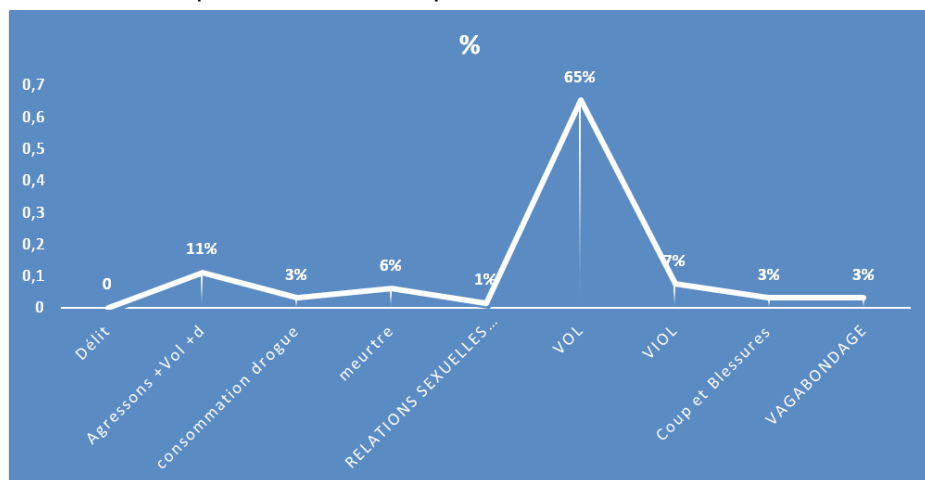
- Tableau 2- Répartition des enfants par sexe**

Sexe	Nombre	%
Garçons	137	97%
Filles	4	3%

• **Tableau3 : Répartition des enfants par infraction aout/2015 – juillet/2017**

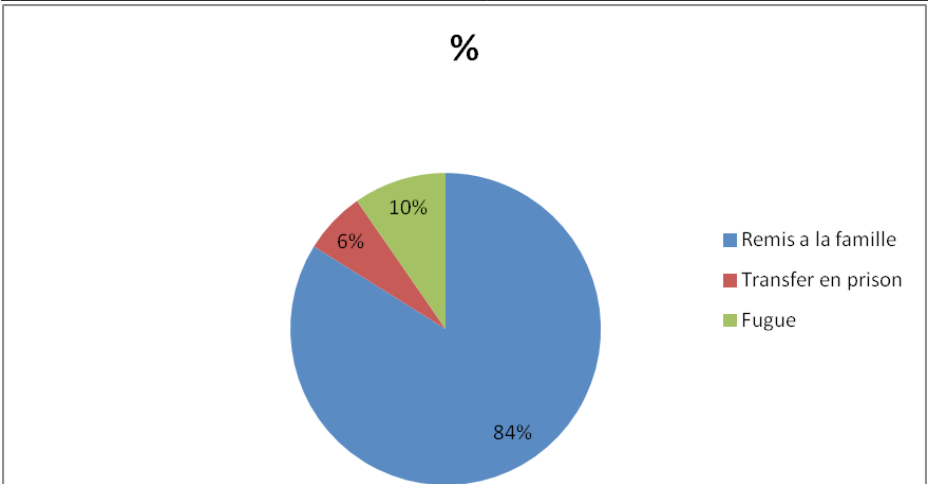
<i>Infraction</i>	<i>Nombre mineurs</i>	<i>%</i>
Agressions + Vol	15	11%
Consommation drogue	4	3%
Meurtre	8	6%
Relations sexuelles hors mariage	2	1%
Vol	93	65%
Viol	10	7%
Coup et Blessures	5	4%
Vagabondage	4	3%
Total	141	100%

- Le vol est la première infraction reprochée aux mineurs du Centre avec le 65%



• **Tableau 4 : Répartition des enfants par type de sortie**

Type de sortie	Nombre	%
Remis à la famille	111	83%
Transfer en prison	8	6%
Fugue	14	11%
Total	133	100%



• **Tableau 5 : Répartition des enfants par lieu de naissance**

Provenance	Nombre mineurs	%
Urbaine	102	72%
Semi-Urbaine	28	20%
Rurale	7	5%
Etranger	4	3%
Total	141	100%

- **Tableau 6 : Récidive**

Situation	N. d'enfants	%
Récidives	14	10%
Non Récidives	127	90%
Total	141	100%

- **Tableau 7 : type de la récidive**

Type de la récidive	Nombres des récidives
1^{ère} récidive	11
2^{ème} récidive	3
Total	14

- **Tableau 7: situation judiciaire des enfants placés au CARSEC**

Situation	Sous-instruction	Jugés	Total
Nombre mineurs	17	124	141
%	9%	91%	100%

- **Tableau8 : La durée de Séjours au CARSEC par Moi période (aout/2015 – juillet/2017)**

Nombre de Mois	Nombre des enfants	%
1	27	25%
2	12	11%
3	12	11%
4	9	8%
5	6	6%
6	9	8%
7	2	2%
9	10	9%
12	13	12%
14	3	3%
16	1	1%
18	1	1%
24	3	3%

- Les statistiques suivantes représentent la moyenne du Séjour au Centre.

Statistiques	Mois
Moyenne	9,3
Minimum	1
Maximum	24

Statistiques CARSEC Nouadhibou

- **Tableau1 : période novembre-2016 / juillet-2017 CARSEC Nouadhibou**

2016				
Mois	Nombres des enfants arrivés	%	Nombres des enfants sortis	%
nov-16	7	50%	4	67%
déc-16	7	50%	2	33%
Total 2016	14	100%	6	100%
2017				
janv-17	0	%	2	%
févr-17	8	58%	2	%
mars-17	1	7%	5	%
avr-17	0	%	4	%
mai-17	1	7%	1	%
juin-17	0	%	1	%
juil-17	4	28%	3	%
Total 2017	14	100%	18	100%
Total 16-17	28		24	

Arrivées : Mineurs/ mois		Sortis : Mineurs/mois	
Moyenne	3	Moyenne	3
Max	9	Max	6
Min	0	Min	1

- **Tableau 2- Répartition des enfants par sexe**

Sexe	Nombre	%
Garçons	28	100%
Filles	0	

• **Tableau 3 : Répartition des enfants par infraction novembre 2016 – juillet 2017**

<i>Infraction</i>	<i>Nombre mineurs</i>	<i>%</i>
Association des malfaiteurs	4	14,2%
Détention Drogue	1	3,6%
Vol	15	53,6%
Coup Et Blessures	6	21,4%
Assaut et batterie	1	3,6%
Consommation Alcool Et Drogue	1	3,6%
Total	28	100%

• **Tableau 4 : Répartition des enfants par type de sortie**

Type de sortie	Nombre des enfants	%
Remis à la famille	17	71%
Transfer en prison	1	5%
Fugue	6	24%
Total	24	100%

• **Tableau 5 : Répartition des enfants par lieu de naissance**

Provenance	Nombre mineurs	%
Urbaine	25	89%
Semi-Urbaine	0	
Rurale	2	7%
Etranger	1	4%
Total	28	100%

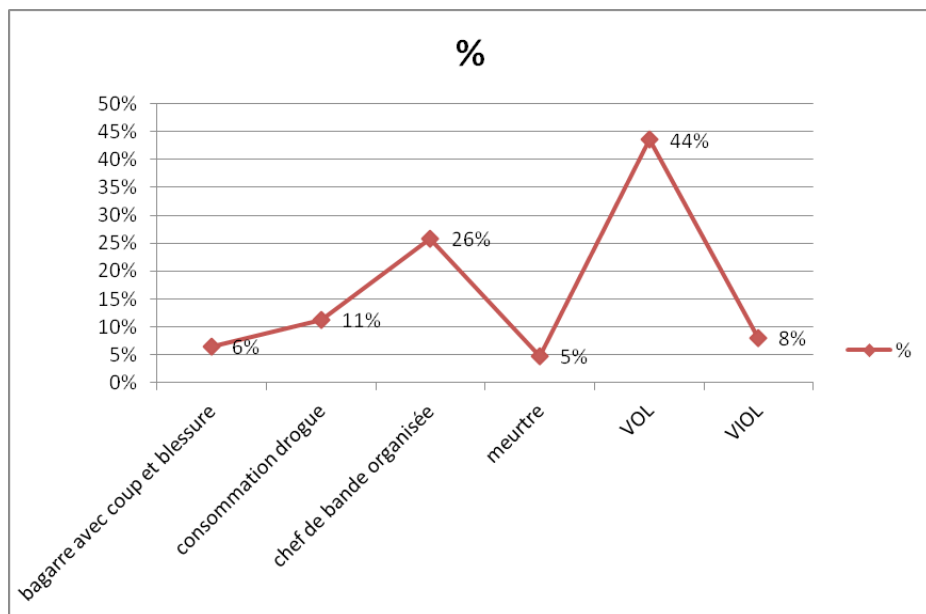
Statistiques prison de Nouakchott

Nombre d'enfants qui sont présents par année

Année	Nombre	%
2014	6	9,7%
2015	32	51,6%
2016	24	38,7%
Total	62	

**Tableau1 : Répartition des enfants à la
Prison civile par son infraction (Délit)**

Délit	Nombre	%
bagarre avec coup et blessure	4	6%
consommation drogue	7	11%
chef de bande organisée	16	26%
meurtre	3	5%
Vol	27	44%
viol	5	8%
Total	62	100%



- Tableau2 : Répartition des enfants à la prison civile par âge**

Age	Effective	%
15	6	10%
16	18	29%
17	25	40%
18	13	21%
Total	62	

Juvenile justice in Mali. BICE. 2014.

Les chiffres-clés de la justice 2015. Ministère de la justice. 2015

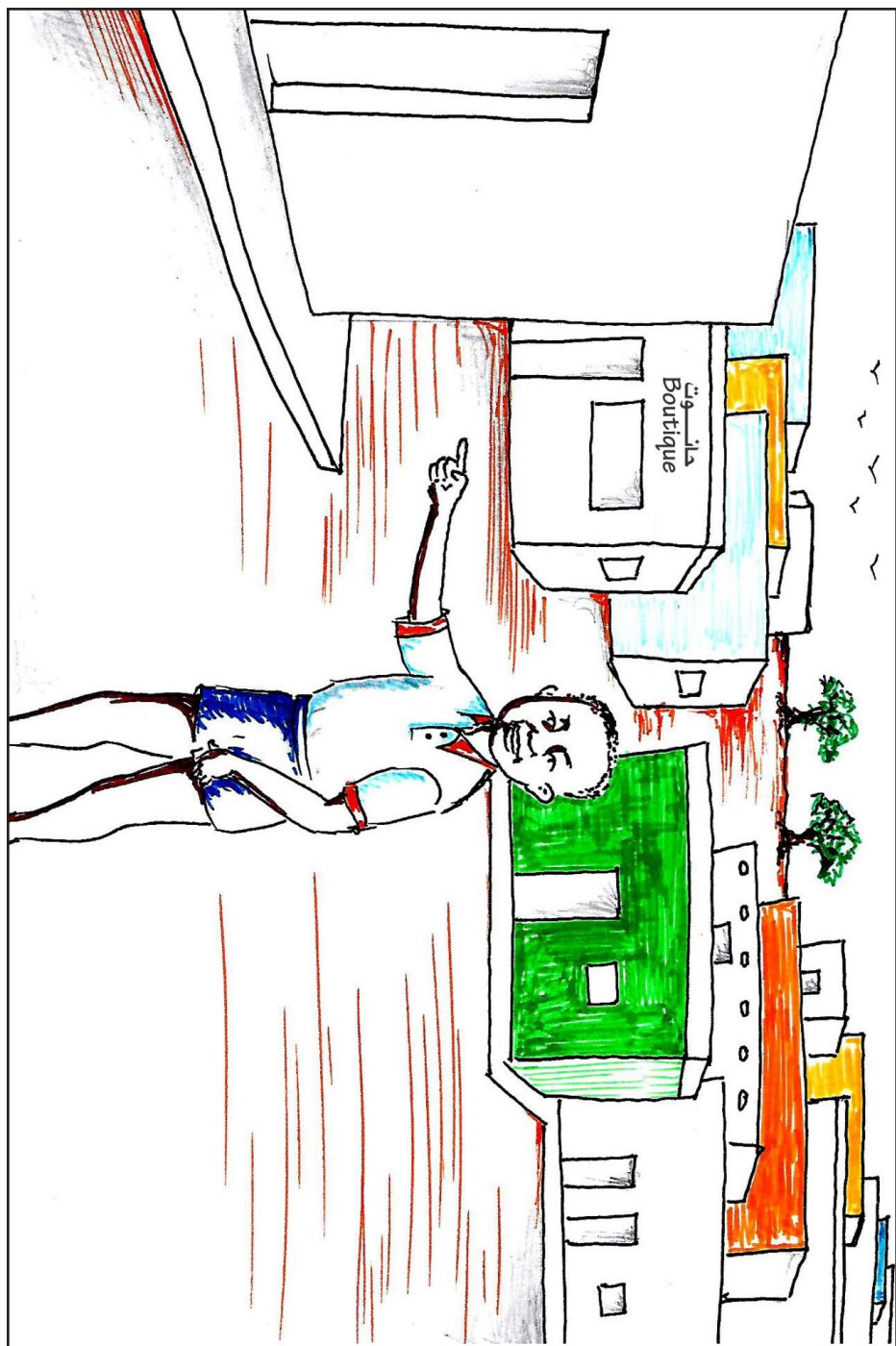
I servizi della giustizia minorile : dati statistici. Ministero della giustizia. 11 aprile 2016.

Bibliographie

- Organisation International de la francophonie
- Institut international de droit de l'enfant
- Règlement Intérieur CARSEC pour l'accueil et la réinsertion sociale des enfants en conflit avec la loi en Mauritanie
- Cahier des procédures de gestion du CARSEC
- Arrêté n. 015 24 du 09/09/2003 portant règlement intérieur des centres de rééducation des enfants en conflit avec la loi en Mauritanie
- Paul Mbanzoulou - La réinsertion sociale des détenus – Ed. L'harmattan 2000
- OMS – Organisation Mondiale de la Santé
- V.R. SCHMELCK et G.PICCA, Pénologie et droit pénitentiaire, Cujas, 1967
- V.GERMAIN, Eléments de science pénitentiaire, Cujas, 1959
- V.R. GASSIN, Criminologie, 3e éd
- V.J. PINATEL, Traité élémentaire de Science pénitentiaire et de défense sociale, Ed. Sirey, 1950
- V.E. MAUREL, De l'insertion sociale, R.D.S.S., 1989
- V.M. CUSSON, Fondements empiriques de la réinsertion, Ed. des Presses de l'Université de Montréal, 1974
- V.B. SCHNAPPER, Le récidivisme, Rapport et communications, PUF, 1983, p.32

Textes suggérés pour approfondissement

- Mactar Diassi : Rapport d'évaluation de l'application de l'ordonnance portant protection pénale de l'enfant , UNICEF MAURITANIE 2009
- Carol Watson et Ould Brahim Ould Jiddou FAH : étude sur la protection sociale en Mauritanie : Analyse de la situation et Recommandations Opérationnelles, UNICEF Mars 2010
- Pr Haimoud Ramdan : Introduction aux principes de protection des enfants en conflit avec la loi en Mauritanie, 2008.
- Pr Haimoud Ramdan : Mémoire du 2ème cycle de formation sur la justice juvénile, 2010
- Pr Haimoud Ramdan : Rapport sur l'Atelier d'échange d'informations et d'expériences dans le domaine de la justice juvénile dans le ressort de la cour d'appel de Nouakchott, 2011
- Commissariat aux Droits de l'Homme, l'Action Humanitaire et les relations avec la Société Civile : La protection sociale en Mauritanie, 2013
- Fatimetou Mohamed Lemine Abdallahi : l'application de la convention des nations unies relative aux droits de l'enfant en Mauritanie, Université de Nouakchott 2015.
- Nevissa Habiboullah : Le traitement juridique et judiciaire des enfants en conflit avec la loi en Mauritanie, université de Nouakchott 2015
- Pr Haimoud Ramdan : Enfants sans encadrement parental, UNICEF 2009
- Pr Haimoud Ramdan La lutte contre la précarité des enfants en Mauritanie, Penant: revue de droit des pays d'Afrique 2008, p. 118 et suivantes.
- Ministère des Affaires Economiques et du Développement : Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté, Bilan de la mise en œuvre du CSLP 2011-2015
- Ministère de l'Economie et des Finances : Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée 2016-2030 «
- Ministère des Affaires Sociales de l'Enfance et de la famille : Centre de protection et d'Intégration sociale de l'enfant ,2017.



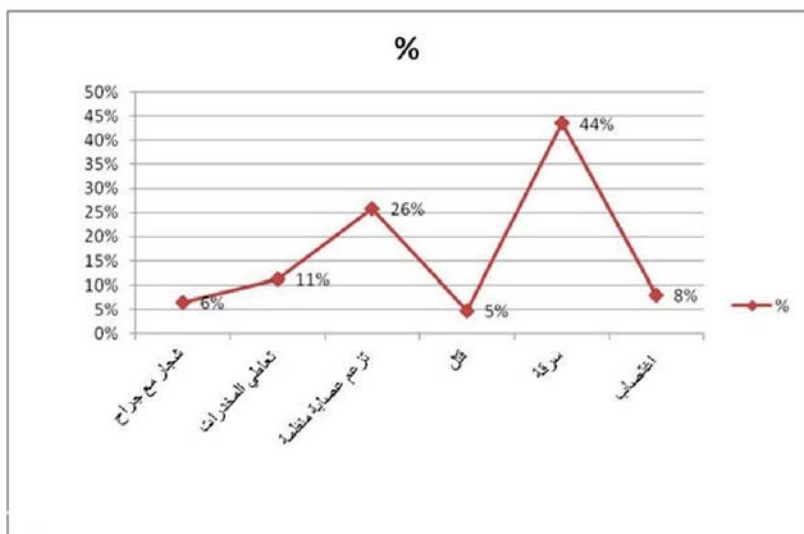
نصوص مقترحة من أجل التعميق

- * مختار دياشي: التقرير التقييمي حول تطبيق الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل، يونيو 2009
- * كارول واتسون وولد إبراهيم ولد جدو فاه: دراسة حول الحماية الاجتماعية في موريتانيا: تحليل الوضعية وتوصيات عملية، يونيو 2010
- * بروفييسور حيمود رمضان: مقدمة إلى مبادئ حماية الأطفال المتنازعين مع القانون موريتانيا، 2008
- * بروفييسور حيمود رمضان: تقرير حول ورشة تبادل المعلومات والتجارب في مجال القضاء المتعلق بالأطفال ضمن اختصاص محكمة الاستئناف بنواكشوط، 2011
- * مفوضية حقوق الإنسان والعمل الإنساني والعلاقات مع المجتمع المدني: الحماية الاجتماعية في موريتانيا، 2013
- * فاطمة محمد الأمين عبد الله: تطبيق معاهدة الأمم المتحدة المتعلقة بحقوق الطفل في موريتانيا، جامعة نواكشوط 2015
- * نفيسة حبيب الله: المعاملة القانونية والقضائية للأطفال المتنازعين مع القانون موريتانيا، جامعة نواكشوط 2015
- * بروفييسور حيمود رمضان: الأطفال دون تأطير أبوي، يونيو 2009
- * بروفييسور حيمود رمضان: محاربة هشاشة الأطفال في موريتانيا، Penant: مجلة القانون في بلدان إفريقيا، 2008، ص. 118 وما يليها
- * وزارة الشؤون الاقتصادية والتنمية: الإطار الإستراتيجي لمكافحة الفقر، حصيلة تنفيذ الإطار الإستراتيجي 2011-2015
- * وزارة الاقتصاد والمالية: إستراتيجية النمو المتسارع والرخاء المشترك 2016-2030
- * وزارة الشؤون الاجتماعية والطفل والأسرة: مركز الإيواء والتأهيل الاجتماعي للطفل 2017

المراجع

- المنظمة الدولية للفرانكفونية؛
- المعهد الدولي لحقوق الطفل؛
- النظام الداخلي لمركز الإيواء والتأهيل الاجتماعي للقصر الخاص بالأطفال المتنازعين مع القانون في موريتانيا؛
- دفتر إجراءات تسيير مركز الإيواء والتأهيل الاجتماعي للقصر؛
- مقرر رقم 015 - 24 بتاريخ 09 - 2003 المتضمن النظام الداخلي لمراكز إعادة تأهيل الأطفال في حالة نزاع مع القانون بموريتانيا؛
- بول مازولو - إعادة الاندماج الاجتماعي للسجناء - منشورات دار ماثان 2000؛
- ف. ر. اشميلك و ج. بيكا، علم الجنايات وقانون السجون، كوجاس، 1967؛
- ف. جيرمان، عناصر علم السجون، كوجاس 1959؛
- ف. ر. غاسان، علم الجريمة، الطبعة الثالثة؛
- ف. ج. بيناتيل، المعاهدة الأساسية لعلم السجون والحماية الاجتماعية، منشورات دار سيراي، 1950؛
- ف. ي. موريل، حول التأهيل الاجتماعي، 1989؛
- ف. م. كوسون، الأسس العامة لإعادة الاندماج، منشورات ابريس الجامعية مونتريال، 1974؛
- ف. ب. اشنابر، ظاهرة التكرار، تقرير وعروض، 1983، PUF، ص. 32؛
- القصر المتنازعين مع القانون في السنغال: حقيقة تستحق الاكتشاف. أرقام محورية للقضاء - 2003. م. أنجاي ون. روبين. وزارة العدل السنغالية، 2006؛
- الأطفال في المؤسسات بالمغرب: دراسة حالة. يونسيف، 2006؛
- قضاء الأطفال في مالي 2014، BICE؛
- الأرقام المحورية للقضاء 2015. وزارة العدل، 2015؛
- في خدمة عدالة القصر: معطيات إحصائية. وزارة العدل، 11 أبريل 2016.

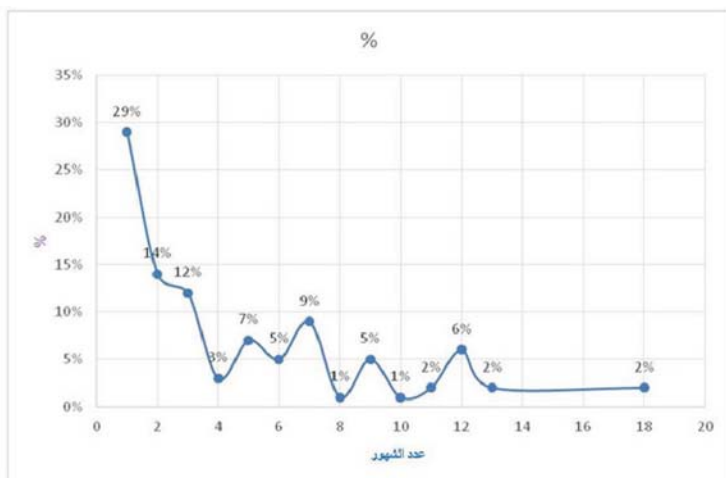
6%	4	شجار مع جراح
11%	7	تعاطي المخدرات
26%	16	تزعم عصابة منظمة
5%	3	قتل
44%	27	سرقة
8%	5	اغتصاب
100%	62	المجموع



الجدول 2: توزيع القصر في السجن المدني حسب العمر

العمر	العدد	%
15	6	10%
16	18	29%
17	25	40%
18	13	21%
المجموع	62	

متوسط	4,62325581
حد أدنى	1
حد أقصى	28
عدد العينات	215

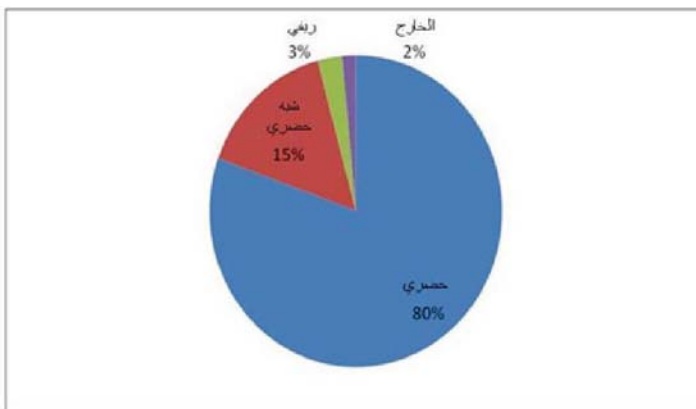


إحصائيات سجن انوكشوط
عدد القصر المتواجدين حسب السنوات

السنة	العدد	%
2014	6	9,7%
2015	32	51,6%
2016	24	38,7%
المجموع	62	

الجدول 1: توزيع القصر في السجن المدني حسب المخالفة (الجنحة)

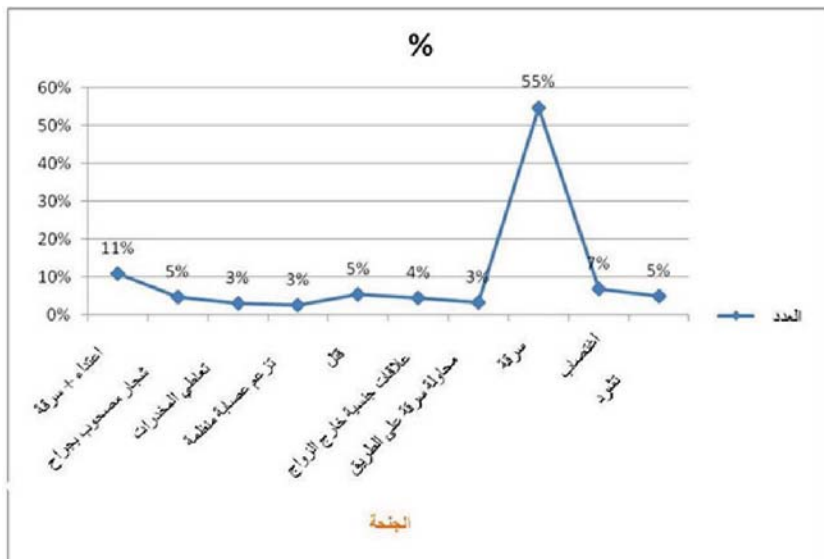
الجنحة	العدد	%
--------	-------	---



الجدول 4: فترة إقامة القصر داخل المركز حسب عدد الشهور

عدد الشهور	العدد	%
1	63	29%
2	31	14%
3	26	12%
4	7	3%
5	16	7%
6	11	5%
7	19	9%
8	3	1%
9	11	5%
10	3	1%
11	5	2%
12	12	6%
13	4	2%
18	4	2%

تشكل السرقة المخالفة الأولى الموجهة للقصر في المركز، وهو تمثل نسبة 55% من مجموع المخالفات، والمخالفة الثانية هي الاعتداء بنسبة 11%.



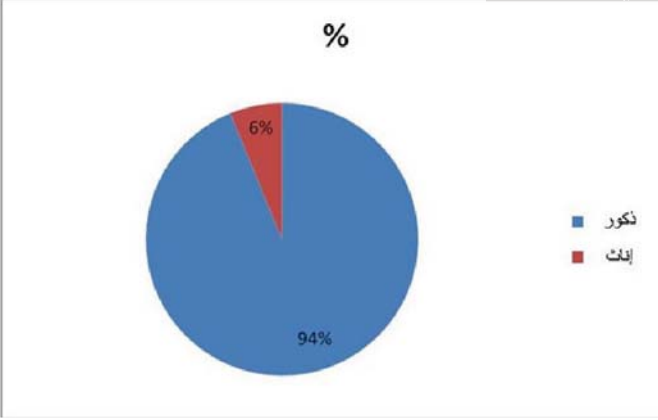
الجدول 3: توزيع القصر في المركز حسب مكان الميلاد

جهة القدوم	العدد	%
حضري	268	80%
شبه حضري	51	15%
ريفي	9	3%
خارج	5	2%

الجدول 2: توزيع القصر في المركز حسب الجنس

الجنس	العدد	%
ذكور	348	94%
إناث	23	6%

94% من القصر في المركز ذكور و6% إناث.



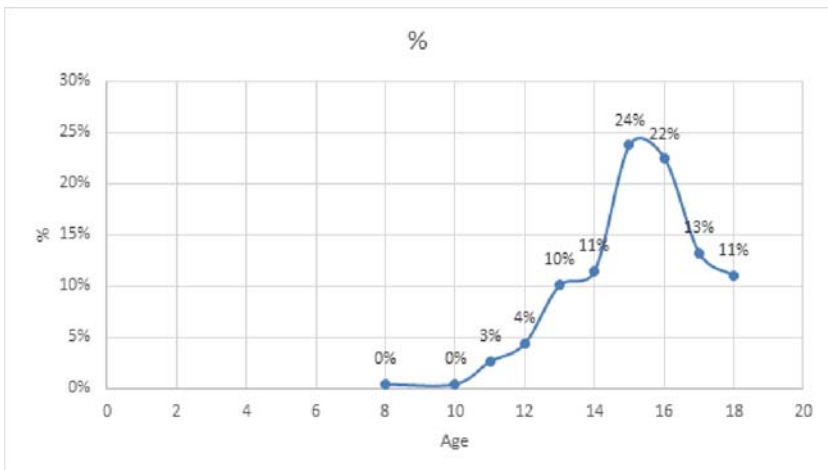
الجدول 3: توزيع القصر في المركز حسب المخالفة (الجنحة)

الجنحة	العدد	%
اعتداء + سرقة	43	11%
شجار مصحوب بجراح	18	5%
تناول مخدرات	12	3%
رئيس عصابة منظمة	10	3%
قتل	21	5%
علاقات جنسية خارج الزواج	17	4%
محاولة سرقة على الطريق	13	3%
سرقة	218	55%
اغتناب	27	7%
تشرد	19	5%

الجدول 1 - توزيع القصر في المركز حسب السن (عينة من 228 قاصر)

العمر	العدد	%
8	1	0%
10	1	0%
11	6	3%
12	10	4%
13	23	10%
14	26	11%
15	54	24%
16	51	22%
17	30	13%
18	25	11%

الفئة العمرية المتبعة خاصة جدا: 91% بين 13 و 18 سنة، 70% فوق 14 سنة 7% أقل من 13، 24% 15 سنة.

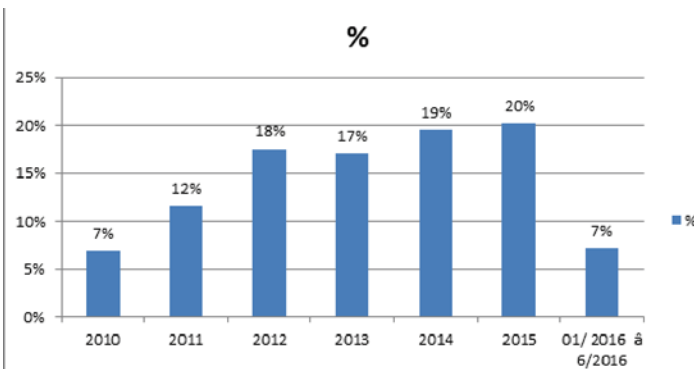


يقدر عدد السكان في موريتانيا بنحو 3.537.368 نسمة (2013). وتقل أعمار ما يزيد على نصف هؤلاء السكان عن 20 سنة، ويهمل سكان الوسط الحضري أكثر من 59%.

السن الانتقالي	
ذكر	18,6 سنة
أنثى	20,4 سنة
الهيكل حسب العمر	
0 - 14 سنة	40,4 %
15 - 64 سنة	56,2 %
65 سنة فما فوق	3,5 %

يستقبل المركز 415 قاصرا في حالة نزاع مع القانون بين أغسطس 2010 ويونيو 2016. ويبين الجدول التالي عدد الأطفال الذين تم إيواؤهم في المركز كل سنة.

السنة	عدد القصر	%
2010	29	7%
2011	48	12%
2012	73	18%
2013	71	17%
2014	81	19%
2015	84	20%
2016 /01 à 6 /2016	30	7%



✖ زراعة
✖ تجارة
✖ خياطة
✖ طبخ
✖ كهرباء
✖ بيطرية
✖ بستنة
✖ فندقية وأعمال مطاعم
✖ معلوماتية وسكرتاريا
✖ بناء
✖ زراعة
✖ ميكانيكا
✖ نجارة خشب
✖ نجارة معدنية
✖ ملاحه بحرية
✖ صيد
✖ جبس
✖ إصلاح أنابيب
✖ نقل

تاريخ الزيارة
تقييم العائلة أو الوسط المستقبل
تقييم رب العمل للطفل أو متعهد التكوين المهني أو مسؤول المؤسسة الاجتماعية
رأي القاصر
ملاحظات (آراء ومقترحات) المكلف بزيارة الطفل
تاريخ الكتابة
محرر الكشف (الاسم الشخصي والعائلي - الوظيفة)
توقيع محرر الكشف

إحصائيات مركز الإيواء وإعادة الاندماج الاجتماعي للأطفال المتنازعين مع القانون
بانواكشوط 2010 - 2016

كشف الحالة النفسية

الرقم التسلسلي
الاسم الشخصي والعائلي
الحصيلة عند بداية الإقامة في المركز
تاريخ الكتابة
محضر الكشف (الاسم الشخصي والعائلي - الوظيفة)
توقيع المحرر
الحصيلة عند الخروج من المركز
تاريخ الكتابة
محضر الكشف (الاسم الشخصي والعائلي - الوظيفة)
توقيع المحرر

كشف متابعة المشروع الفردي لإعادة الاندماج الاجتماعي للقاصر

الرقم التسلسلي
الاسم الشخصي والعائلي
تاريخ الخروج من المركز
نموذج المشروع الفردي لإعادة الاندماج الاجتماعي (ضع إشارة - مغلظ) العودة إلى العائلة □
العودة إلى العائلة والمدرسة □
العودة إلى العائلة مع شغل □
العودة إلى العائلة والتكوين المهني □
إعادة الاندماج الفردي مع شغل □
إعادة الاندماج الفردي ومسار التمدد □
إعادة الاندماج الفردي والتكوين المهني □
الاندماج في مركز آخر أو مجموعة □
نموذج الشغل (ضع إشارة / مغلظ) مستقل □
عامل □
جانب التكوين المهني أو التشغيل (ضع إشارة / مغلظ) □ إدارة

كشف الحصيلة النهائية التربوية والتكوينية

الرقم التسلسلي
الاسم الشخصي والعائلي
السلوك (الانضباط العام، احترام النظام الداخلي)
المشاركة في أنشطة التكوين بالمركز
الانخراط في الحياة الاجتماعية بالمركز
مستوى تعلم المواد المقدمة (المعدل بالنسبة لكل مادة وخلاصة التحصيل الفني)
العلاقات مع العائلة والوسط الأصلي
المشروع الفردي لإعادة الاندماج الاجتماعي (نموذج مشروع، التاريخ المتوقع للخروج)
التسليم للقاضي (تاريخ أسباب التسليم للقاضي)
الهروب (التاريخ، الملاحظات)
الوفاة (التاريخ، أسباب الوفاة)
أسباب أخرى للخروج (تاريخ، ملاحظات)
تاريخ إعداد هذا الكشف
محرر الكشف (الاسم الشخصي والعائلي - الوظيفة)
توقيع محرر الكشف

كشف تحليل حاجيات التكوين

الرقم التسلسلي
الاسم الشخصي والعائلي
المستوى الدراسي
نوع ومستوى التكوين المهني قبل الوصول إلى المركز
اللغة الأم
لغة التخاطب
لغة الكتابة
حاجيات التكوين: محو الأمية (ضع إشارة) عربية - فرنسية
المسار الدراسي في الفص
التكوين المهني
حلاقة
خياطة
طبخ
كهرباء
بستنة
معلوماتية
بناء
ميكانيكا
نجارة خشب
نجارة معدنية
تصليح أنابيب
مقترح الطفل
قرار من أجل أو اندماج تكويني (الأشهر الثلاثة الأولى)
تاريخ إعداد هذا الكشف
محرر الكشف (الاسم الشخصي والعائلي - الوظيفة)

كشف صحي عند الدخول

	الاسم
	الرقم التسلسلي
	الوزن
	القامة
	الضغط
	سوابق الطفل
	عمليات التلقيح
	تاريخ إعداد الكشف
	إجراءات ينبغي اتخاذها
	ملاحظات وتشخيص

كشف صحي عند المغادرة

	الاسم
	الرقم التسلسلي
	الوزن
	القامة
	الضغط
	سوابق الطفل
	عمليات التلقيح
	تاريخ إعداد الكشف
	إجراءات ينبغي اتخاذها
	ملاحظات وتشخيص

-	الاسم الشخصي والاسم العائلي:
-	العمر
-	الجنس
	أفراد آخرون من الأسرة يعيشون في مسكن الطفل
	وصف السياق الاجتماعي والعائلي
	وصف مسكن الطفل
	نوع المسكن
	عدد الغرف
	: عدد الأشخاص
نعم لا	الكهرباء
	الملكية
	الحالة الاجتماعية للطفل
نعم لا	هل الطفل منفصل عن أسرته؟
	إذا كان الجواب بنعم منذ متى؟
	سبب الانفصال / تعليق

كشف اجتماعي

الاسم:	
الرقم التسلسلي	
تعليم وتربية الطفل	1- محو الأمية 2- أساسي; 3- إعدادي 4- ثانوي 5- جامعي ; 7 - تكوين مهني
هل هجر المدرسة ؟	نعم لا
ماهي أسباب هجر/ترك المدرسة؟	
وهل يعمل؟	? - نعم - لا
وإذا كان الجواب نعم، فما هو هذا العمل؟	
المستوى الدراسي عند النهاية	
والدا الطفل	
الاسم الشخصي والعائلي للأب العمر رقم الهاتف	
الاسم الشخصي والعائلي للأم العمر رقم الهاتف	
الحالة العائلية	1- يعيشان معا 2-مطلقان 3-أرمل 4-أرملة
من هو وكيل الطفل الإسم والقرابة	
هل يعمل الأب؟	
إن كان الجواب بنعم ما هو عمله؟	
هل تعمل الأم؟	
إذا كان الجواب بنعم ما هو عملها؟	
الحالة الاجتماعية والاقتصادية للأهل	
دخل شهري: دخل يومي:	-
تكوين الأسرة	
عدد الزوجات	-
عدد الأطفال	-

ي. السكرتير

يتولى السكرتير المهام الرئيسية التالية:

- تسيير المقياس والجداول الهاتفية والالكترونية؛
- استلام وتسيير استقبال الزوار؛
- صياغة وضبط المراسلات الواردة، الصادرة والحوالة؛
- ترتيب الملفات.

ك. المحاسب

محاسب يسير الدعم المحاسبي للمركز ويتولى المهام التالية:

- متابعة استحقاقات التسديد (رواتب، تعويضات، فواتير، الخ)؛
- ضبط المحاسبة العادية (حفظ الوثائق التبريرية، الدمج والاقتطاع المحاسبي للنفقات والمداخيل في ملفات معلوماتية)؛
- ترتيب الملفات؛
- المشاوير الخدمية لعمليات الشراء والمهام الأخرى عند الضرورة.

ل. عمال الطبخ

- يؤمنون الوجبات المبرمجة في المركز (فطور، غداء، عشاء) على أساس نظام أسبوعي يقترحه الطباخ وتقره الإدارة؛
- يقترحون تشكيلة غذائية أسبوعية متنوعة تقوم أساسا على طبخة المطبخ الوطني بكمية كافية، ضمن احترام النظم الصحية الأساسية وتعد بانتظام؛
- يشركون الأطفال في الخدمة المتواصلة، سواء بالنسبة لعمليات النظافة أو تحضير وتوزيع الوجبات؛
- يوفرّون احتياطا أسبوعيا من حاجيات الموارد الغذائية والمعدات المطبخية والأمور الضرورية الأخرى (حطب، غاز، أدوات، الخ)، مع تحديد دقيق للكميات وأسعار الشراء؛
- يقومون بعمليات شراء المواد الغذائية بشكل أسبوعي؛
- يسهرون على جودة حفظ الموارد الغذائية؛
- يؤمنون صيانة ونظافة وتشغيل التجهيزات المطبخية؛
- يسيرون بطاقات الكفالات الخاصة بالعمال على أساس مذكرة عمل من المدير؛
- يضعون احتياطات غذائية ومن المواد الغذائية؛
- يضبطون تحيين ملفات الجرد الخاصة بمخزون المواد الغذائية داخل المخزن على أساس هذه الاحتياجات، يمكن للمركز الاستعانة بعمالة فنية غير دائمة لبعض الأعمال من ذلك المحامي، الخبير النفسي، الطبيب، المنعشون، الحلاق، مصلح الأنابيب، الكهربائي، موفد وخدمات مختلفة حراس مؤقنون، الخ.

- عمليات تطبيق أو متابعة تطبيق، مقاييس الرقابة والانضباط: النداء، العقوبات، الرخص، الأذون؛
- مرافقة القصر خارج المركز، الحالات القضائية، الزيارات للعائلات الذهاب للتدريب، العودة داخل العائلات، إعادة الاندماج في المركز، المشاركة في أنشطة خارجية، اجتماعية، رياضية، ثقافية، زيارات طبية واستشفائية جلسات استماع قضائية؛

ز. أمن المركز

- فتح وضبط سجل للدخول من أجل تسجيل القصر لدى الدخول، وسجل خروج للقصر عند انتهاء إقامتهم وضبط سجل تحركات الأشخاص؛
- استقبال الزوار وتسجيل المعدات والأثاث المسلم للمركز أو الخروج من المركز؛
- الدعم لتسيير مخزن المركز وتقديم المعدات والأثاث لمختلف المصالح أو المستخدمين بالمركز (عمال، قصر)؛
- نظام المركز في الليل والنهار؛
- الدفاع عن أمن الأشخاص وعن كرامة المركز؛
- تنظيم خدمات الصيانة ونظافة المركز (بنية، تجهيزات، أثاث)؛
- الحفاظ على البيئة.

ح. المساعد الصحي

- المساعد الصحي ممرض دولة ذو شهادة، وهو مكلف بتأمين:
- الرعاية الصحية للأطفال (دعم الطبيب للقيام بكشف صحي عند وصول الطفل، الزيارة الدورية الأسبوعية للرقابة والوقاية)؛
- ضبط الكشوف الصحية للأطفال؛
- ضبط صيدلية المركز (تسيير المخزون الأساسي من أجل تأمين كمية قاعدية من الأدوية المعدات الطبية، التجهيزات مع رقابة دورية لحالة الحفظ، طلب شراء يرسل للمدير العام للمركز، مراقبة الدفعات الجديدة)؛
- تفعيل الدعم للتربية الصحية (اجتماعات لإعلام العمال بخصوص المفاهيم الأساسية للوقاية الصحية الوقاية وعلاج الأمراض الموسمية، والأمراض الأكثر انتشارا والأكثر خطورة والأوبئة المحتملة، جلسات تحسيسية وإعلامية موجهة للأطفال بخصوص الأمراض الأكثر شيوعا، الوقاية منها وعلاجها والنظم الأساسية للنظافة الشخصية...).

ط. المستشار القانوني

مكلف بـ:

- إعداد ملتمسات موجهة للسلطات القضائية من أجل حلول أكثر فائدة بالنسبة للأطفال، يتم اكتمالها عند إعادة اندماجهم الاجتماعي وطبقا للقوانين المعمول بها؛
- صياغة تقارير فردية حول الوضع الشرعي القضائي والقانوني للأطفال؛
- صياغة دراسات وإحصائيات حول الحالات القانونية التي تمت معالجتها من أجل تسهيل فهم أفضل للإشكالات القانونية المتعلقة بالأطفال في حالة نزاع مع القانون في موريتانيا؛
- الإسهام في تحديد المشاريع الفردية لإعادة الاندماج الاجتماعي للأطفال.

في إعداد مشروعه الشخصي بدعم من المكونين والخبير النفسي، كما أنها مكلفة بإعداد برامج لمحو الأمية والثقافة العامة، والتربية المدنية وإنعاش الأنشطة الرياضية والترفيهية؛

- التعاون مع المسؤول، مقسم الرقابة، والخبير النفسي للمركز بغية تبادل المعلومات والآراء بخصوص التسيير التربوي للأطفال.

ج. مدرسو محو الأمية بالعربية والفرنسية، والمكونون في مجالات الخياطة، المعلوماتية، الميكانيكا والنجارة.

مكلفون بـ:

- تعليم المادة الموكلة لهم على أساس برنامج تكويني يقترحونه؛
- تطبيق تقنيات التكوين ومناهج ملائمة للأطفال من مستويات متفاوتة؛
- التسجيل اليومي باللغة العربية والفرنسية في سجلات الفصول بالنسبة للمواضيع المثارة خلال الدرس؛
- ضبط علامات تقييم الأطفال باللغة العربية والفرنسية للاستحقاقات التي يطلبها المنسق التربوي على أساس نظام التنقيط المعمول به في المركز؛
- الإشادة بشكل منتظم للحاجيات في مجال المعدات الدراسية ورقابة حالة الهيئة والتجهيزات التي تم توفيرها للتكوين ومحو الأمية؛
- الاستماع للأطفال ومساعدتهم في المشاكل المتعلقة بالتعليم الجاري؛
- تحرير وحفظ الوثائق المحاسبية المتعلقة بأنشطة إنتاج المداخيل والتي عليه الإشراف عليها مباشرة، ثم تسليمها للمحاسب.

د. المساعد الاجتماعي

مكلف بـ:

- إنجاز التحقيقات الاجتماعية؛
- ضمان الاستماع ومواكبة القصر؛
- تحرير احتياجات الشباب الذين يتم التعرف عليهم في وضعية صعبة؛
- ضمان الزيارات المنزلية في حالة الحاجة؛
- تنظيم حسابات للتحسيس لصالح القصر والأهالي.

هـ. رقابة

مصلحة الرقابة والأمن مكلفة بضمان رقابة القصر والسهل على أمن المركز. ويواجه المراقبون مهمة مزدوجة ومتناقضة في حراسة وإعادة الاندماج الاجتماعي. ويستوجب التحكم في هذه المهمة المزدوجة في الرقابة وإعادة دمج المدانين بالمنع من الحرية قدرات خاصة لا يمكن تكوين ملائم أن يقدمه للمراقبين.

و. رقابة القصر

تتمثل الرقابة على القصر في:

- المراقبة النظرية للقصر أثناء الأنشطة في المركز: الاستيقاظ، ترتيب الأسرة، غرف الاستحمام / المراحيض الجمبازي، الدروس، الاستراحة، الوجبات، الراحة، الإنعاشات، الفواصل، الزيارات، الرياضة، الجولات، التنقلات الداخلية، العودة إلى غرف النوم؛

عند الخروج من المركز، يتابع الطفل فترة تدريب في ورشة يتم اختيارها حسب المواقف المسجلة خلال التكوين في المركز. ولا تقل هذه التدريبات عن ستة أشهر. وتلزم معاهدة التدريب أربعة فاعلين: المركز، الطفل، الأهل، ومتعهد التدريب. ويلتزم الطفل المستفيد بالحضور في الوقت وبالتصرف بشكل جدي في مكان التدريب وإبلاغ فريق المركز بأية مشكلة قد تعيق حسن سير المشروع الفردي لإعادة الاندماج الاجتماعي. وتلتزم أسرة الطفل بمواكبته في عمله ومساعدة في حياته الدراسية داخل وسط إيوائه، ويلتزم متعهد تدريب الطفل بضمان سلامة الطفل وتحسين خبرته المهنية القائمة على أساس القدرات الفنية ومواهب هذا الأخير. تعد المنسقية التربوية برنامج زيارات لمتابعة القاصر أثناء التكوين الخاص الذي يختاره في المركز.

وعلى الصعيد الإداري لمتابعة الطفل، يستخدم المركز الآليات التالية:

- كشف للمتابعة يستخدم القاعدة لبنك المعلومات المخزنة إلكترونياً وتتم تعبئتها عند نهاية كل زيارة؛

- دفتر حضور يسيره متعهد التكوين وبين الأيام والساعات وتوقيع الطفل وملاحظات مسؤول المشروع الفردي لإعادة الاندماج الاجتماعي إذا كان مشروعاً قائماً على التدريب وتحسين الخبرة المهنية؛
- تقرير شهري حول سير المشروع الجاري خارج المركز مع المنسقية التربوية يحدده المسؤول ويقدم أمام الاجتماعات الدورية للمركز مع المنسقية التربوية والمسؤولين الآخرين بالمصالح.

23. عمال المركز

أ. المدير

تهدف مهامه إلى:

- الإشراف على أنشطة مجموع العمال وتنفيذ قرار مجلس الإدارة المتعلق بتسيير المركز؛
- إدارة المركز؛
- ضمان تشغيل المركز (إقامة برنامج الأنشطة الأسبوعية للمركز مثل مواقيت الأنشطة من الاستيقاظ حتى الاستراحة الليلية، عقد الاجتماعات المبرمجة، الاجتماعات الشهرية، العقوبات، الأذون، الرخص، مذكرات العمل)؛

- ضمان تسيير القصر بالمركز (فتح وضبط الملفات الفردية للقصر)؛
- تأطير ومتابعة عمال المركز من أجل أداء المهام الممنوعة وتنفيذ الأنشطة المدرجة في البرنامج والأنشطة المعهودة الأخرى (زيارات طبية عند الوصول، مساعدة صحية، متابعة نفسية، الحالة العامة للقاصر في مجال الملبس والنظافة والعلاقات مع العائلة والإجراءات القانونية الجارية)؛

- ضمان تسيير ممتلكات المركز؛
- تسيير العلاقات مع السلطات المحلية الرئيسية وسكان الجوار؛
- استقبال الزوار وتسيير الزيارات (ممولون، منظمات شريكة، هيئات إعلامية، مؤسسات الدولة).

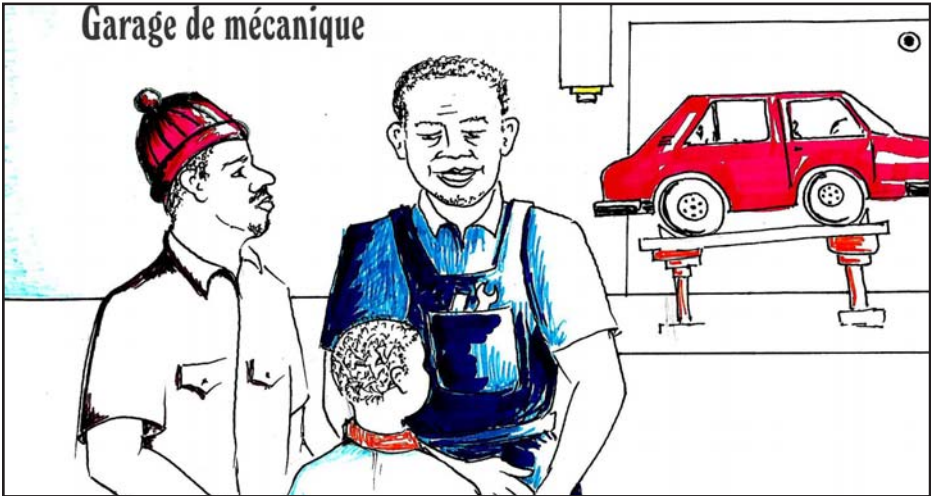
ب. المنسقية التربوية

المنسقية التربوية مكلفة بمرمجة وتنفيذ الأنشطة التربوية للمركز (مدرسو محو الأمية والمكونون بمختلف الورشات) وهي مكلفة أيضاً:

- المتابعة التربوية والتكوينية للطفل من قبله داخل المركز حتى خروجه، وتقديم النصح للطفل

- تقدم الوثيقة الأولى، المعدة بمشاركة نشطة من الطفل، العناصر التالية:
- الحالة النفسية والتربوية للطفل والتي تصف سلوكه في المركز وتظهر قدراته (من حيث العمل في المدرسة، في العائلة)؛
- حالة قدرات الطفل بالنسبة للعائلة والوسط الاجتماعي والعلاقات (القرية، الحي، الأصدقاء، الجمعية المحلية للتضامن)؛
- حالة التزامات السلطات المحلية بدعم المشروع الفردي لإعادة الاندماج الاجتماعي (القاضي، العامل الاجتماعي، الشرطة، الدرك).
- يتم تقديم الوثيقة النهائية للمشروع مع توقيع المسؤولين المعنيين (المسؤول، المربي، الخبير النفسي، مسؤول الأمن، والمكون المعني عند الاقتضاء) وتتضمن العناصر التالية:
- الكشف التربوي للطفل موقع من طرف المربي ويبين سلوكه في المركز ويحدد قدراته في العمل، في المدرسة، وعند العودة للأسرة؛
- كشف الحالة النفسية للطفل موقع من طرف الخبير النفسي، ويصف الحالة النفسية للطفل وتطوره ونتائجه؛
- كشف حول تكوين الطفل، موقع من طرف المكون المكلف بالتكوين الخاص، يحدد المكاسب الفنية للطفل، نقاط قوته ونقاط ضعفه في مجال المعارف الفنية بما في ذلك قدرته على تنظيم وإدارة العمل (الانتباه عن الصيانة، تسيير التجهيزات، أدوات العمل، المعدات الزي والوثائق الإدارية)؛
- كشف اجتماعي موقع من طرف المدير، المربي، والخبير النفسي موجه لإظهار التزامات الأسرة والوسط الاجتماعي للقاصر (معهد التدريب، مقالة الاكتتاب المحتملة القرية، الأصدقاء، الجمعيات المحلية للتضامن)؛
- كشف مؤسسي موقع من طرف المدير وموجه لإبراز الالتزامات المحتملة للسلطات المحلية بدعمها للمشروع الفردي لإعادة الاندماج الاجتماعي (القاضي، الشرطة، الدرك).

22. المشروع الفردي لإعادة الاندماج الاجتماعي – المرحلة 2



المركز المتعلقة بسلوك الطفل، ويتم تحليل نتائج هذه التحقيقات من طرف الإدارة ومن طرف المنسقية التربوية بعد الاستماع لرأي الخبير النفسي ويتم أخذ رأي الطفل لإشراكه بشكل أفضل في المشروع الفردي للاندماج الاجتماعي، ويحدد المسؤولية بإشراف من المنسقية التربوية والمساعدة القضائية، برنامجا للتواصل واللقاءات في المركز وزيارات للعائلة والوسط الاجتماعي الأصلي والحالي للطفل وكذا للسلطات المعنية (القاضي المكلف بالملف، المحامي إن وجد، العامل الاجتماعي الذي تعامل مع ملف الطفل، الشرطة أو الدرك حسب الجهة الأمنية التي بدأت الصلة بالطفل وتلك التي يتبع لها الحيز الترابي للمشروع الفردي لإعادة الاندماج الاجتماعي) يشارك في هذا البرنامج كل من المرابي والمكون المعنيين.

يتم تسجيل القاصر في دروس محو الأمية أو الدراسة وينبغي أن يكون قادرا في غضون الأشهر الثلاثة الأولى من إقامته في المركز على متابعة جميع الورشات والتكوينات. ومن خلال أشهره الثلاثة الأولى تقوم المنسقية التربوية بجمع آراء المكونين المتعلقة بالمشاركة النشطة وبسلوك القاصر وحول تطوره في التعلم الفني. وتجمع الإدارة العامة للمركز المعلومات وآراء عمال المركز ذات الصلة بسلوك الطفل. ويتم تحليل نتائج هذه التحقيقات من طرف الإدارة العامة والمنسقية التربوية، بعد الاستماع لرأي الخبير النفسي. هذه الاستراتيجية يجب أن تستهدف إما مساعدة القاصر على مراجعة نفسه وإما تشجيعه ببساطة عن طريق



المشاركة النشطة، وينبغي أن يشرح له ذلك ويؤخذ رأيه من أجل إشراكه بشكل أفضل ومن أجل التطبيق الأنجع للاستراتيجية.

تنظم المنسقية التربوية اجتماعا شهريا مع المرابي والمكون الفني والخبير النفسي من أجل تحليل حالة تطور الطفل والتحقق من أن المشروع الفردي لإعادة الاندماج الاجتماعي يمكن إكماله. وفي هذه الحالة يقدم المسؤول وثيقة أولية تضم مقترح المشروع الفردي لإعادة الاندماج الاجتماعي لعرضه على الاجتماع الشهري الذي يجمع كل شهرين على أبعد الأجل كلا من المدير والمرابي والخبير النفسي والمكونين ومدرسي محو الأمية ومسؤول الرقابة، وذلك لإبداء الرأي والمصادقة عند الاقتضاء.

19. التكوين المهني

يقوم التكوين المهني على المنهجيات التالية:

- مضامين الدروس والمنهجيات التربوية؛
- متابعة وتقييم تكوين القصر، خاصة نظام السجلات المرتبة ومذكرات التقييم والاجتماعات الشهرية للمكونين.

المركز مزود ببرامج مكتوبة للتكوين في جميع المجالات أعدت من طرف المكونين. فيما يتعلق بالجدول الزمني الأسبوعي، تفتح الورشات في ظهير كل يوم اعتبارا من تاريخ الساعة الثانية وثلاثين دقيقة (14:30) عصرا من الاثنين إلى الخميس. وهذا ليس لأسباب تتعلق بتعزيز التكوين فحسب، بل من أجل مساهمة أفضل ومشاركة أقوى في أنشطة الإنتاج المدرة، سبيلا إلى خلق صورة إنتاجية جيدة للمركز.

تجدر الإشارة إلى أن المركز ليس مركز تكوين مهني لكن مركز لإعادة الاندماج الاجتماعي يعتبر التكوين فيه وسيلة وليس غاية. هذا يعني أن التكوينات ينبغي أن تجعل الطفل يرغب في المعرفة والتحصيل، وحب العمل، والثقة في قدراته الشخصية، الفكرية والجسدية.

20. المشاريع الفردية لإعادة الاندماج الاجتماعي

تشكل المشاريع الفردية للانندماج الاجتماعي وحدة القياس الرئيسية لمعرفة حالة تقدم مهمة المركز. تلك المهمة المتمثلة في تجنيد الطفل السجن، وكذلك طموح الاندماج في المجتمع ومساعدته كي يصبح فاعلا واعيا بحقوقه وواجباته مواطنا مسؤولا ومحترما.

من أجل ذلك لابد من اجتماع الشروط التالية:

- المشاركة النشطة للطفل عن قناعة وصدق؛
- نظام لإقامة المشاريع الفردية للانندماج الاجتماعي يتقاسمها جميع الفاعلين المتدخلين؛
- تسيير قائم على إشراك وتحميل المسؤولية لكافة الأطراف الفاعلة المحتملة (المركز، الطفل، الأسرة، السلطات، المجموعة، الخ)؛

- الوسائل البشرية المادية والمالية المطلوبة توفيرها.

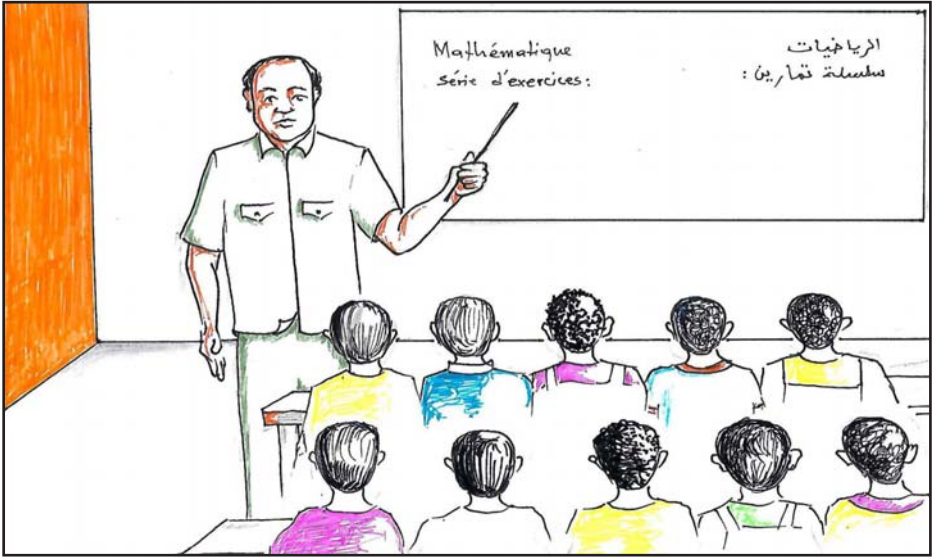
يتم إيجاد تنفيذ المشروع الفردي للانندماج الاجتماعي على مرحلتين:

- مرحلة داخلية في المركز (المرحلة 1)؛
- مرحلة خارجية على المركز (المرحلة 2).

21. المشروع الفردي للانندماج الاجتماعي – المرحلة 1

يتم جمع كافة المعطيات المتعلقة بالأطفال بمستويات مختلفة من قبل فاعلين مختلفين بالمركز (مربون، مساعدون اجتماعيون خبراء نفسيون، مراقبون، مكونون، عمال آخرون) ويتم استثمارها لإعداد المرحلة الداخلية من المشروع الفردي للانندماج الاجتماعي.

توضع هذه المعلومات في ملف الطفل الذي يضم كشوف تنقيط المكونين والفحوصات الصحية، والفحوصات النفسية ونتائج الاجتماعات الدورية، الخ. وتجمع الإدارة العامة للمركز المعلومات وآراء عمال



يوفر المركز من خلال دروس التربية المدنية، فرصة للتفكير وتبادل الآراء والتجارب بين القصر بقيادة المربي الذي يتولى تسيير النقاش، بدعم من شخصيات مرجعية أخرى من داخل المركز أو من خارجه، وينبغي أن يطور المربي بحجج وجهيه للإقناع ويقترح نظاما للقيم يناسب نظام البيئة الاجتماعية المرجعية للطفل.

ولكي يجد هذا المسار أفضل حظوظ النجاح، يعتمد البرنامج على المشاركة النشطة والدائمة للقصر باستخدام طرق ووسائل قادرة على إثارة اهتمام القاصر مثل الشهادات الثقافية للشخصيات المرجعية (شخصيات، خبراء، قصر سابقون أو أطفال متسربون سابقون)، عرض أفلام، الألعاب الجماعية والأدوار، إقامة لقطات مسرحية وأناشيد من طرف القصر وشخصيات مرجعية أخرى.

تتطور المشاركة النشطة في التربية المدنية أيضا عبر إشراك القصر في تسيير المركز. ليس مع مجموعات العمل المكلفة بالصيانة والبيئة ونظافة مباني المركز فحسب، وإنما أيضا مع ممثلين منتخبين عن القصر مثل ناطق باسمهم ومسؤول المباني (الغرف، المراحيض)، ومسؤول التجهيزات والتكوين (القاعة متعددة لاستخدامات الورشات).

هؤلاء الممثلون هم الواجهة الوسطى بين المدير والمسؤولين الآخرين من جهة، وبين القصر من جهة ثانية، وهم يساعدون في تحسين التواصل ونقل المعلومات بين مسؤولي المركز والقصر. تتم صياغة برنامج تربوي لفترة أساسية مدتها اثنا عشر شهرا بالمواضيع التي ستثار والمتدخلين والمنهجيات التربوية المصاحبة (مثال: عرض أفلام، قراءة كتب).

18. محو الأمية وتعليم القاصر

يعتبر محو الأمية عن القصر المتواجدين في المركز أو تدريسهم بالنسبة لمن تحرروا من الأمية من قبل، عمليتين لا غنى عنهما كمواكبة السير الحسن لإعادة الاندماج الاجتماعي، ذلك أن امتلاك القدرة الأساسية على القراءة والكتابة شرط محوري لمعرفة الحقوق والواجبات وفوق ذلك أداة لا غنى عنها للولوج إلى معارف أخرى ومجالات للتكوين (مثال: المعلوماتية)، ويتوقف المركز على مسار محو الأمية يتمحور حول اللغتين

ينبغي أن يتوفر المركز على مشروع تربوي صلب يعرض الأهداف المراد بلوغها مع الأطفال والمقاربات المعدة لهذا الغرض، ويتم فيه تبيان كافة الأنشطة التي تساهم في إعادة التربية والتأهيل الاجتماعي للأطفال.

يجب أن يركز البرنامج التربوي على إعادة التربية ومسار إعادة الاندماج الاجتماعي والعائلي، التربوي والمهني، مع الإشراف الفعلي للأهل.

وهكذا، ومن أجل إعطاء قيمة تربوية، يجب أن تأخذ صياغة المشروع التربوي في الحسبان جملة من المبادئ تتمثل في:

- مواءمة المقاربات والأنشطة مع متطلبات الحياة الاجتماعية للمركز ومع خصوصيات واحتياجات القصر قيد الإيواء؛
- مطابقة البرنامج مع متطلبات الحياة الاجتماعية في وسط إعادة الاندماج مع تفادي إنشاء وسط اصطناعي بعيد جدا عن واقع الوسط الطبيعي لحياة الأطفال؛
- ينبغي أن تكون وتيرة أنشطة الطفل متوازنة بين التعلم الحازم (محو الأمية أو الدراسة، التكوين المهني.. الخ) وبين تلك الأكثر خفة (ألعاب، ترفيه). بين أوقات التركيز الفكري (داخل القاعة) والأنشطة البدنية (رياضة، تسلية)؛
- ينبغي أن يأخذ الجدول الزمني في الحسبان ثنائية وتيرة الأطفال حسب سنهم؛
- مكانة واسعة للتعبئة وترقية النشاط، والمشاركة والمسؤولية لدى الأطفال وتربيتهم وتكوينهم؛
- تنمية روح المبادرة والإبداع لدى القصر؛
- تتم مراجعة البرنامج وتقييمه حسب الدورية المحددة مع الأخذ في الحسبان نتائج إعادة التربية، والتيارات التربوية الجديدة أو القوانين، والمبادئ والمنهجيات المتعلقة بإعادة التربية وإعادة الاندماج الاجتماعي للأطفال غير المنسجمين اجتماعيا.
- تقوم الروح التربوية التي يجب أن تلهم عمل جميع المدرسين وجميع المكونين على أساس التهذيب الاجتماعي وغرس المسؤولية الفردية الواجب توفيرها للقاصر لتفادي عودته للانحراف، ومن المهم تكوين ميكانيكيين جيدين وعمال نجارة، الخ... لكن الأهم هو تكوين مواطنين حقيقيين.

16. التكوين

تشمل أنشطة التكوين في المركز:

- التربية المدنية، الأخلاقية والدينية، في جوانبها التطبيقية واليومية كشكل من أشكال المشاركة النشطة في حياة المركز، محو الأمية ومدرس الطفل؛
 - التكوين المهني (خياطة، معلوماتية، ميكانيكا، أعمال المجاري، نجارة)؛
 - الفن والإبداع؛
- من أجل توزيع الأنشطة يوضع جدول زمني أسبوعي بشكل مشترك.

17. التربية المدنية

تشكل التربية المدنية وسيلة لقياس اهتمام القاصر بتصحيح مسار حياته، ومراجعة نفسه وإعادة توافقه إزاء الظرفية الاجتماعية التي عليه أن يعيش فيها إن أراد تجنب العودة للانحراف والعقوبات التي تحد من الحرية.

البيئة، مما يشجع، امتلاك قدرات الاستعداد للخدمة من ناحية الواجب واللباقة تجاه الغير. يمكنها تشجيع وعيه بالمسؤولية والمساهمة في الاقتصاد العائلي والوطني، ويمكن أن تساعد في استيعاب مفاهيم وممارسات الصحة الفردية والجماعية، وتشجع التحلي بروح المواطنة ومعرفة النظام الاجتماعي والقوانين. تتيح الأنشطة الرياضية والثقافية:

- محاربة الكسل؛
- التأهيل الجسدي والذهني للطفل؛
- التمكن من التحكم في جسده وتشجيع إنفاق فائض الطاقة؛
- تخليص الطفل من التعب، والهموم، وفتح ذهنه على آفاق جديدة؛



- تشجيع تبادل الروابط، ووتيرة وأتمات التعارف؛
- تمكين الطفل من مشاركة اجتماعية أوسع وأكثر حرية؛
- تشجيع التطور المنسجم للجسم، والحساسية والمنطق؛
- توفير إمكانيات جديدة للطفل في مجالات الاندماج في حياة المجموعات الإبداعية والثقافية والاجتماعية؛

- إتاحة معارف جديدة تطبيقية وفنية؛
- حمل الطفل على تقبل واحترام قواعد اللعبة (القانون، والتحلي بروح العدالة وتنمية الثقة بذاته، واكتشاف مواهبه وتطوير روح الفريق والتعاون)؛
- تتيح الأنشطة الدراسية ومحو الأمية والتكوين المهني؛
- إبقاء الطفل داخل النظام الدراسي؛
- تأمين التكميل الدراسي لتمكينه من إعادة الاندماج في النظام المدرسي؛
- خفض درجة الأمية لدى الطفل، ومنحه إعادة اندماج؛
- التكوين على ممارسة مهنة عبر الحصول على معارف وتقنيات.

15. البرنامج التربوي للمركز

وضع فيه وتتم متابعته من طرف طاقم الرقابة. عندما تتطلب أسباب عمل طارئة أن يتم إرسال الطفل خارج المركز، لا يمكن أن يتم ذلك إلا بترخيص من المدير العام أو من مسؤول الرقابة، وفي هذه الحالة يجب أن يكون الطفل مصحوبا بأحد أفراد الطاقم العمالي بالمركز.

ينبغي أن لا يحصل الطفل المشارك في صيانة أو تنظيف أو تشغيل تجهيزات أو معدات في المركز على المفاتيح أو الأدوات الأخرى للتشغيل والولوج أو الصيانة أو تسيير تلك التجهيزات. تحظر حيازة، أو استهلاك أو تداول مواد ممنوعة (مخدرات، كحول، تبغ، أو منشورات خلية)، ويمنع استخدام أو حيازة الأسلحة بكافة أنواعها على الأطفال. ومن المهم التنويه إلى أن التعايش الاجتماعي بين الفتيات والفتيان أمر أساسي من الناحية التربوية وإعادة الاندماج؛ ذلك أن التعايش الاجتماعي ينمي الاحترام بين الجنسين، والقدرة على الاستماع، والصبر، ونظم السلوك وروح المسؤولية.

13. حقوق وواجبات الطفل

للطفل الحق في:

- الغذاء المتوازن؛
- الملابس العادية وتلك الخاصة بالتكوين، الرياضة، الترفيه، والراحة؛
- العلاجات المجانية؛
- المواد الضرورية للنظافة؛
- الاستحمام، مرة في اليوم على الأقل وكلما كان ذلك ضروريا؛
- المعدات المدرسية المتعلقة بالدراسة والتكوين؛
- زيارة عائلية مباشرة وفي مكان مخصص لهذا الغرض؛
- تلقي هدايا، ظروف، ملابس تأتي من عائلته؛
- المراسلة تحت رقابة مسؤوله التربوي المباشر؛
- مقابلة مدير المؤسسة.

يجب على الطفل:

- احترام كافة النظم المعمول بها في المركز؛
- التقيد بواجبات العمل الدراسي فيما يخص تحضير الواجبات بشكل مستمر؛
- الحفاظ على نظافة جسمه وزيه وأثاث غرفته، ومعدات وتجهيزات ورشات التكوين وقاعات الدراسة وأندية الإنعاش؛
- احترام المربي وكافة الطاقم العامل في المركز وطاعة أوامرهم؛
- احترام زملائه وتجنب اللجوء للطفل أو ممارسة الألعاب الممنوعة؛
- مواءمة نفسه مع نظام سير الدروس، سواء داخل قاعات الدراسة أو في الورشات، واحترام جميع النظم ذات الصلة بذلك.

14. مشاركة القاصر في أنشطة المركز

تتيح الأنشطة الاجتماعية والتربوية للطفل التعلم والتخلي بالنظافة الجسدية ونظافة الملبس، ونظافة

يتم ضبط وحفظ نسخ من أذن الزيارة وتراخيص الخروج في ملف فردي للطفل، يكون تحت تصرف القاضي المكلف بالملف.

كما أن الإدارة العامة يمكنها، في إطار إعادة اندماج الطفل المودع لدى المركز أن تأذن بحالات خروج خلال عطل نهاية الأسبوع/ ولتشجيع الروابط مع الأسر، يمكن للقصر إرسال وتلقي المراسلات تحت رقابة المركز.

إن إمكانية لقاء أهل في غاية الأهمية إذ أن ذلك يتيح إرساء أو تدعيم الروابط العائلية للطفل، والتعرف على نقاط القوة وعلى الصعوبات المتعلقة بإعادة اندماجه وتحديد إعادة اندماجه مع أهله.

12. نظم السلوك في المركز

يكون القاصر ملزماً بالمشاركة في كافة أنشطة المركز ذات الصلة بالتربية، وهو معني فقط لأسباب صحية تكون معروفة لطاخم الرقابة بالمركز ويؤكدها عمال الصحة، ويكلف طاخم الرقابة بإبلاغ المنسقية التربوية بغياب الطفل.

في حالة هروب الطفل ولو عاد إلى المركز، يتم إعداد تقرير ظرفي يلحق بتقارير المراقب المكلف بالطفل ساعة الهروب.

وفي حالة هروب بلا عودة إلى المركز، يتم إرسال التقرير من قبل الإدارة العامة لمركز الإيواء إلى القاضي المكلف بملف الطفل، وإلى وكيل النيابة بمحكمة الولاية.



بإمكان الطفل أن يطلب وقف حضوره لدرس أو نشاط بسبب حاجة جسدية أو لأسباب صحية، ويقرر مسؤول الدرس أو النشاط في طلب الطفل وعند الموافقة على الطلب يتأكد بأن الطفل مرفوق بمراقبين ولا يمكن أن يذهب الطفل أو يرسل خارج المساحة المبنية للمركز. يتم الترخيص لتنقلاته، لدوافع الخدمة، داخل المساحة المبنية للمركز، من طرف مسؤول النشاط الذي

تكميلة:

- 100 غ من الخبز؛
- 50 غ من اللحم، السمك أو البيض؛
- 5 غ من السكر (ملعقة قهوة واحدة)؛

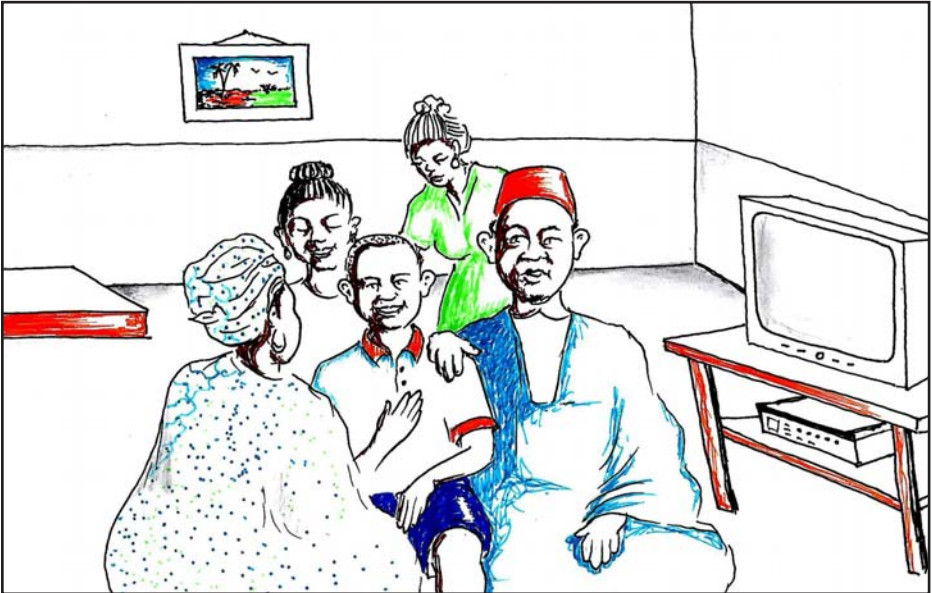
عشاء:

- 200 غ من النشويات المطبوخة: بطاطس أو معجنات أو أرز أو حساء بالخضروات (عدس، فاصوليا، بقوليات)؛
- خضروات مطبوخة أو مقلية؛
- 250 مل من الحليب الكامل؛
- 50 غ من الخبز.
- 1 فاكهة

يتطلب إعداد الوجبات استخدام زيت الطعام أو السوجا كخيار أفضل، غني بالأحماض الدسمة الأساسية بنسبة 3 أوميغا.

11. العلاقات الاجتماعية

ينظم المركز ويواكب زيارات الأطفال للعائلات وفق برنامج يقترحه المسؤول وتقره إدارة المركز يتلقى الأطفال زيارة ذويهم المقربين وأصدقائهم وتخضع الزيارة للتخييص من طرف الإدارة العامة للمركز. يصحب الطفل الذي ما يزال ملفه قيد المتابعة لدى هيئة تحقيق عند وصوله للمركز بكشف يشمل البيانات والمعلومات الدقيقة من القاضي المكلف بالملف، حول تسيير إقامته في المركز، خاصة الزيارات، التراخيص، الخروج، المراسلات، الخ...



- 200 غ من النشويات المطبوخة: بطاطس، أو معجونات أو أرز أو حساء بالخضروات (عدس، فاصوليا جافة، الخ)؛

- خضروات مطبوخة أو مقلية؛

- 100 غ من اللحم، السمك أو البيض؛

- 1 فاكهة؛

- 50 غ من الخبز.

تكميلة:

- 100 غ من الخبز؛

- 50 غ من اللحم، السمك أو البيض؛

- 5 غ من السكر (ملعقة قهوة واحدة)؛

عشاء:

- 150 غ من النشويات المطبوخة: بطاطس أو معجونات أو أرز أو حساء بالخضروات (عدس،

فاصوليا، بقوليات)؛

- خضروات مطبوخة أو مقلية؛

- 250 مل من الحليب الكامل ؛

- 50 غ من الخبز.

- 1 فاكهة

الأنثى من 16 إلى 18 سنة

يبلغ متوسط مؤشر الكتلة الجسدية 22 وإذا ما اعتبرنا مستوى متوسط النشاط البدني المتوسط البالغ 1,8 سعرة حرارية في اليوم فإننا نحصل على إضافة ينصح بها من الطاقة تبلغ 12,1 سعرة حرارية في اليوم أي حوالي 2800 ك.

البرنامج الغذائي النموذجي

فطور:

- 100 غ من الخبز؛

- زبدة؛

- 250 مل من الحليب الكامل؛

- 5 غ من السكر (ملعقة قهوة واحدة)؛

- 1 فاكهة.

غداء

- 200 غ من النشويات المطبوخة: بطاطس، أو معجونات أو أرز أو حساء بالخضروات (عدس،

فاصوليا جافة، الخ)؛

- خضروات مطبوخة أو مقلية؛

- 100 غ من اللحم، السمك أو البيض؛

- 1 فاكهة؛

- 50 غ من الخبز.

- زبدة؛
- 250 مل من الحليب الكامل؛
- 5 غ من السكر (ملعقة قهوة واحدة)؛
- 1 فاكهة.
- غذاء
- 300 غ من النشويات المطبوخة: بطاطس، أو معجونات أو أرز أو حساء بالخضروات (عدس، فاصوليا جافة، الخ)؛
- خضروات مطبوخة أو مقلية؛
- 150 غ من اللحم، السمك أو البيض؛
- 1 فاكهة؛
- 50 غ من الخبز.
- تكميلة:
- 100 غ من الخبز؛
- 150 غ من اللحم، السمك أو البيض؛
- 5 غ من السكر (ملعقة قهوة واحدة)؛
- عشاء:
- 250 غ من النشويات المطبوخة: بطاطس أو معجونات أو أرز أو حساء بالخضروات (عدس، فاصوليا، بقوليات)؛
- خضروات مطبوخة أو مقلية؛
- 250 مل من الحليب الكامل؛
- 50 غ من الخبز.
- 1 فاكهة

الأنثى من 13 إلى 15 سنة

يبلغ متوسط مؤشر الكتلة الجسدية 20 وإذا ما اعتبرنا مستوى النشاط البدني المتوسط البالغ 1,8 سعرة حرارية في اليوم فإننا نحصل على إضافة ينصح بها من الطاقة تبلغ 11 سعرة حرارية في اليوم أي حوالي 2600 ك.

البرنامج الغذائي النموذجي

فطور:

- 100 غ من الخبز؛
- زبدة؛
- 250 مل من الحليب الكامل؛
- 5 غ من السكر (ملعقة قهوة واحدة)؛
- 1 فاكهة.

غذاء

حرارية في اليوم فإننا نحصل على إضافة ينصح بها من الطاقة تبلغ 13,1 سعرة حرارية في اليوم أي حوالي 3100 ك.

البرنامج الغذائي النموذجي

فطور:

- 150 غ من الخبز؛
- زبدة؛
- 250 مل من الحليب الكامل؛
- 5 غ من السكر (ملعقة قهوة واحدة)؛
- 1 فاكهة.

غداء

- 200 غ من النشويات المطبوخة: بطاطس، أو معجنات أو أرز أو حساء بالخضروات (عدس،

فاصوليا جافة، الخ)؛

- خضروات مطبوخة أو مقلية؛
- 150 غ من اللحم، السمك أو البيض؛
- 1 فاكهة؛
- 50 غ من الخبز.

تكميلة:

- 100 غ من الخبز؛
- 100 غ من اللحم، السمك أو البيض؛
- 5 غ من السكر (ملعقة قهوة واحدة)؛

عشاء:

- 200 غ من النشويات المطبوخة: بطاطس أو معجنات أو أرز أو حساء بالخضروات (عدس، فاصوليا،

بقوليات)؛

- خضروات مطبوخة أو مقلية؛
- 250 مل من الحليب الكامل ؛
- 50 غ من الخبز.
- 1 فاكهة

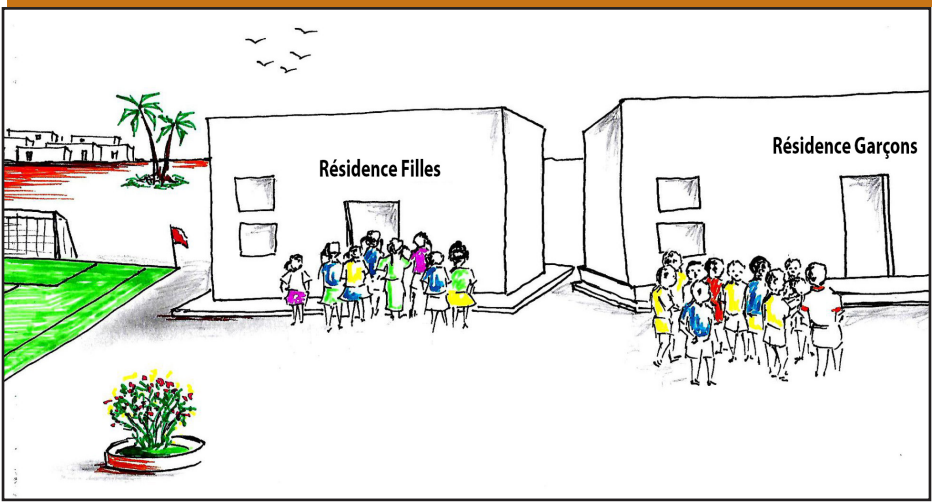
الذكر من 16 إلى 18 سنة

يبلغ متوسط مؤشر الكتلة الجسدية 22 وإذا ما اعتبرنا مستوى متوسط النشاط البدني المتوسط البالغ 1,8 سعرة حرارية في اليوم فإننا نحصل على إضافة ينصح بها من الطاقة تبلغ 15,6 سعرة حرارية في اليوم أي حوالي 3700 ك.

البرنامج الغذائي النموذجي

فطور:

- 150 غ من الخبز؛



كما أن المراحض المتعلقة بهم منفصلة أيضا. لا يمكن استخدام الغرف لأغراض غير التي وضعت من أجلها أصلا. فلا يمكن أن تستخدم كمخازن أو مستودعات أو قاعات استقبال للزائرين أو العمال، أو مواقف سيارات أو غيرها. القصر في نفس السن أو في أعمار متفاوتة يتم إسكانهم معا. يتم أداء الصلوات جماعيا في مسجد المركز عند الأوقات الرسمية طبقا لنظم المركز وتحت رقابة الإدارة.

9. الخدمة الطبية

يتوفر المركز على خدمة طبية تضم قاعة للكشف وقاعة للعزل. كما يتوفر على صيدلية ببعض الأدوية الخاصة بالعلاجات الضرورية للأطفال، وهو يقدم العلاجات العادية وتلك الأولية للأطفال في قسمه الطبي. ويتم إعداد جدول الاستشارات والعلاجات عبر مذكرة عمل تصدرها الإدارة العامة للمركز. في الحالات المستعجلة يمكن نقل القاصر إلى المركز الاستشفائي، وتقع مسؤولية تقسيم تلك الحالة على الطبيب أو المعالج.

10. التغذية

يتوفر المركز على مطبخ لإعداد الأغذية وكفالة لتمكين القصر من تناول وجباتهم ويضمن المركز وجبات (فطور، غداء، عشاء) على أساس برنامج غذائي أسبوعي وعرض المركز رزمة غذائية أسبوعية متنوعة، مكونة بالأساس من المطبخ الوطني بكمية كافية حسب الاحتياجات من الطاقة لدى البنين والبنات من 13 إلى 18 سنة ضمن احترام نظم الصحة الغذائية الأساسية يشارك الأطفال في خدمة الكفالة إما عن طريق توزيع الوجبات وإما عن طريق عمليات التنظيف.

1.10 تغذية الطفل من 13 إلى 18 سنة

حاجيات الطاقة

الذكر من 13 إلى 15 سنة

يبلغ متوسط مؤشر الكتلة الجسدية 20 وإذا ما اعتبرنا مستوى النشاط البدني المتوسط البالغ 1,8 سعرة

6. الرسالة التربوية

ينبغي أن يفهم القاصر أنه يصل إلى مركز مخصص لاستقبال القصر في حالة نزاع مع القانون وأن المركز ليس سجنًا، ففي السجن تكون مدة الإقامة على أساس عقوبة تتناسب مع خطورة الجنحة، بينما في المركز تنتهي فترة الإقامة بإعادة تأهيل القاصر وهي منفصلة عن خطورة الجنحة، والمركز يحترم المبادئ الأساسية لحقوق الإنسان التي يبنّي عليها عمله، وأنشطة المركز موجهة لضمان السير الجيد لعمله وبالتالي اكتمال مهمته؛ أي إعادة الاندماج الاجتماعي للطفل في حالة نزاع مع القانون.

تجدر الإشارة إلى أن إعادة الاندماج ممكنة فقط عندما يشارك فيها القاصر بإرادة صادقة وطيبة. تتناسب قاعدة الرسالة التربوية مع مجموع القيم التي تلهم مهمة المركز التي هي أساس أي حياة اجتماعية وتتلخص تلك القيم في الآتي:

- احترام الشخصية الإنسانية وحقوقها وممتلكاتها وبالتالي قيمة النزاهة ورفض العنف والسرقة؛
 - القيمة العائلية وخاصة احترام الأشخاص المسنين والنساء والأطفال؛
 - قيمة العمل والمعرفة والعلم، والفن، والثقافة كمصدر لانعتاق الإنسان؛
 - احترام القوانين والمؤسسات والآليات والهياكل في خدمة الشعب والمجتمع؛
- يعتبر تصرف القاصر واحترام قواعد الحياة في المركز عناصر بالغة الأهمية لتقييم القاصر يأخذها المركز في الاعتبار من أجل إقامة مشروع فردي لإعادة الاندماج الاجتماعي للقاصر.

7. الملف الفردي

- الرقم التسلسلي؛
- تاريخ الوصول إلى المركز؛
- اسمه الشخصي والعائلي، عمره، وسيرة حياته كاملة (بينها عقد ازدياد وبطاقة تعريفه الوطنية)؛
- في حالة انعدام عقد الميلاد يجب أن يتم إحصاء الطفل لدى الحالة المدنية؛
- صيغة المخالفة التي يهتم بها؛
- تاريخ وطبيعة إدانته أو إجراءات إيداعه (مدعومة بنسخة من قرار الإيداع القضائي)؛
- الكشف الصحي: عند وصول الطفل يخضع لكشف يشمل حالته الصحية الجسدية والنفسية من أجل معرفة إن كان يعاني من أمراض واضطرابات وكذلك من أجل تأمين سلامة الأطفال الآخرين. تتم رقابة الكشف طيلة فترة إقامة الطفل؛
- التحقيق الاجتماعي؛
- العنوان الدقيق للسلطة الأبوية التي يتبع لها؛
- الإجراءات التأديبية المتخذة ضده أو لتشجيعه أو تكريمه خلال إقامته في المركز؛
- تاريخ الخروج؛
- ملف مشروعه الفردي لإعادة الاندماج الاجتماعي؛
- كشوف متابعة مشروعه الفردي خارج المركز.

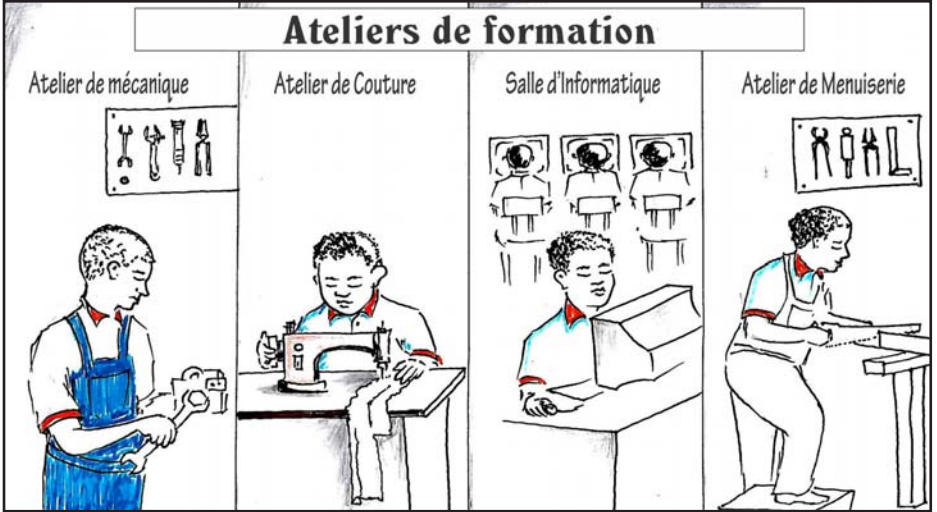
8. شروط الإيواء والحياة في المركز

المركز يستقبل القاصرين من جنس الذكور والإناث، حيث يتم إسكان القاصرين الذكور والقاصرات الإناث في غرف منفصلة.



الزراعية والبستنة، وأن تكون بنائاته مطلة، مجهزة ومزركشة (أماكن للنوم، قاعات للأنشطة، ورشات، وأماكن تصليح واسعة للماء الجاري ومراحيض ملائمة)؛

- يجب خلال الزيارة تقديم القاصر للعمال والقصر الآخرين؛
- تقوم المنسقية التربوية بدمج القاصر في كل دروس التكوين المهني بالمركز لفترة لا تقل عن ثلاثة أشهر. وإذا ما انتهت هذه المدة دون أن يتمكن القاصر من تحديد خياره في تحسين الخبرة المهنية فعليه



- مواصلة متابعة الدروس (يتم خلال اجتماع شهري للمكونين التحقق من تطور القاصر) أما إذا لم يتمكن القاصر من تحديد خياره المهني بعد ثلاثة أشهر إضافية فإن المنسقية التربوية ينبغي أن تقرر بالتعاون مع المدير العام بشأنه أو توجه القاصر إلى إعطاء شكل مشروعه الفردي؛
- يتم وضع نظام لكشوف المتابعة المعلوماتية تتولى تسييره المنسقية التربوية.

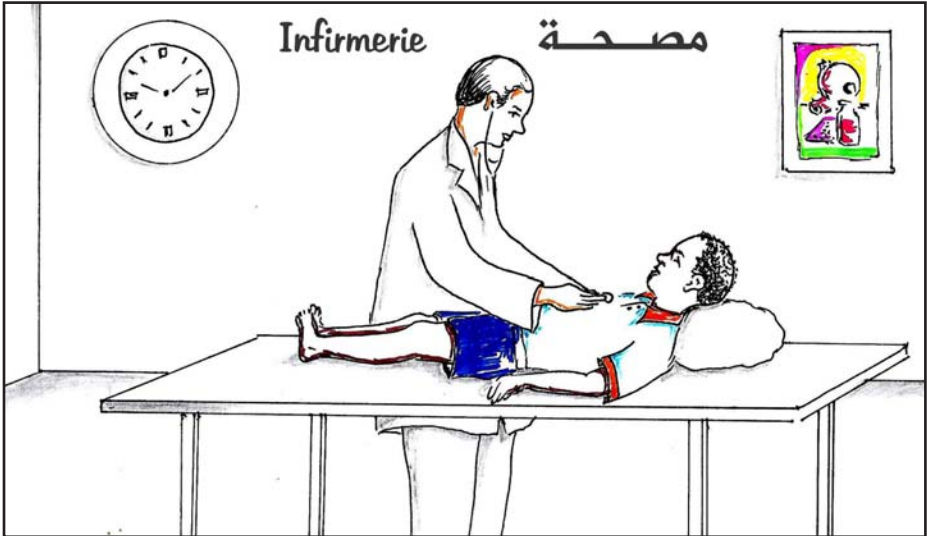
الإيداع قصيرة المدة لا تسمح بمعرفة القاصر، أخرى القيام بعمل من شأنه تخليصه. ثانيا، من أجل تفادي أن يصل بعض القصر إلى المركز بدون معلومات دقيقة أو تكون لديهم أفكار مغلوبة حول ما يوجد فيه أو ما سيتم عمله داخله، ومن أجل إعطاء أفضل حظوظ النجاح لإعادة الاندماج، يمكن للمركز أن يشرع في رؤية القاصر قبل أن يصل إليه كي يناقش معه النقاط التالية:

- تقديم الإطار المادي للمركز، والأنشطة (أنشطة اجتماعية، تربوية، ترفيهية، تكفل بالاحتياجات الحيوية والصحية، التمدرس، التعليم، الخ) والفوائد التي سيجنيها منه حتى يتم كسب انخراطه؛
- إفهامه بأن الأمر لا يتعلق بسجن وإنما مكان يبقى فيه حرا وسيساعده على تغيير سلوكه وعلى أن يصبح أكثر مسؤولية قبل أن يعاد دمجه في عائلته وإقناعه بأن المركز مفيد بدل إكراهه، يجب أن لا يتم تقديم عملية التحويل على أنها عقوبة؛

من المطلوب كذلك، الحديث إلى ذوي القاصر حول أسباب وفوائد قرار القاضي، وحول مضمون إعادة التربية ونسبة المسؤولية الملقاة على عاتق الأهل خلال فترة إعادة التربية.

5. وصول القاصر إلى المركز

- عند الوصول إلى المركز تكون المراحل التالية لا غنى عنها:
- يجب أن يكون استقبال القاصر في اليوم الأول لوصوله أو اليوم الموالي على أبعد أجل، ويجب أن يتم استقبال القاصر من طرف المنسق التربوي؛
 - في هذا اللقاء الأول يجب إيصال رسالة تربوية لا لبس فيها للقاصر؛
 - يؤدي مساعد صحي زيارة للقاصر في الأسبوع الأول لوصوله؛
 - يجب أن يجري الطبيب النفسي تشخيصا للقاصر في الأسبوع الأول لوصوله؛
 - يرافق المنسق التربوي القاصر خلال زيارة للمركز بعد استقباله مباشرة، ويجب أن يقدم المركز مظهرا مريحا ومطمئنا ويكون له فضاء كاف: فناء، ساحة للألعاب، أزهار، أشجار ظليلة، فضاءات للأنشطة



ضرورة القيام بمعاملة طبيعية من شأنها أن تشجع لدى الطفل معنى الكرامة عنده ويأخذ في الحسبان عمره وضرورة تسهيل إعادة دمجه في المجتمع.

3. تكرار

في كل الأزمات كان تكرار المخالفات مشكلة مقلقة لكافة الأنظمة الجنائية، يوجد في حالة تكرار كل شخص سبقت إدانته بارتكاب مخالفة من جديد معرضة لعقوبة أشد من تلك المطبقة عادة. التكرار يعني الأشخاص الذين يرتكبون تحت ظروف معينة وفي أجل معين نفس المخالفات أو مخالفة قريبة أو مشابهة. ويساهم التكرار في التشكيك في نجاعة النظام الجنائي في حماية المجتمع. ومن دون شك فإن أفضل حماية للمجتمع، والأكثر نجاعة وإنسانية في الوقت ذاته، تتمثل في تشجيع إعادة اندماج كافة المنحرفين، عبر جميع الوسائل التي تمكن من التأثير في كرامتهم وتتيح لهم استعادة روح المسؤولية الاجتماعية لديهم. لكن يجب أن لا تختلط فكرة الرقابة من التكرار مع فكرة إعادة الاندماج. ذلك أنهما حقيقتان متباينتان تماماً، فغياب إدانة جديدة لا يعني بالضرورة إعادة الاندماج.

4. الاستقبال في المركز

يتم استقبال القاصر في المركز بعد قرار تحويل من القاضين ومن أجل توفير أحسن استقبال للقاصر في المركز، من المهم أن تكون لديه فكرة صحيحة عن المركز. لذلك يستحسن بداية، توفير آلية للمعلومات



بالتعاون مع الشركاء (الشرطة القضائية، الهيئة الوطنية للمحامين، الخ) حول وجود المركز وحول الإمكانيات التي يتيحها للقصر المتنازعين مع القانون. ويمكن لهؤلاء الشركاء المؤسسين كذلك أن يكونوا منخرطين في أيام الأبواب المفتوحة التي ينظمها المركز كل سنة. يتعلق الأمر أيضاً بإعلام وكلاء الجمهورية حول الإمكانيات التي يتيحها المركز عبر تبيان أن عمليات

الدليل الإداري

1. الطفل في حالة نزاع مع القانون

الطفل في حالة نزاع مع القانون صفة تعني أي شخص يقل عمره عن 18 سنة ارتكب وحيداً أو مع شركاء مخالفين أو هو شريك أو متهم. إنه طفل ذو أفعال مدانة بالقانون وبالتالي ينبغي أن يخضع للنظام المؤسسي لجبر الأضرار التي تسبب فيها للغير أو للمجتمع.

إن أسباب تنازع الأطفال مع القانون متنوعة ومعقدة، فهي تشمل الفقر، العائلة المنفصلة، وجود الأب أو الأم فقط، التفكك، إعادة بناء العائلة، ضغوطات النظراء، انعدام التربية، البطالة أو غياب الأفاق المهنية، نقص المواكبة من قبل الوالدين، الإهمال، والكثير من الأطفال المتنازعين مع القانون هم ضحايا المشاكل الاجتماعية والاقتصادية. وقد حرم هؤلاء الأطفال من الحق في التعليم، والصحة، والمأوى، والعلاج، والحماية، فكثير من الأطفال لم يحصلوا على الدراسة أو كان تعليمهم ضعيفاً جداً، وقد اضطر الكثيرون منهم للعمل بشكل مبكر جداً. وقد هجر بعض هؤلاء الأطفال بيوت أهلهم مفضلين الشارع على العنف العائلي، فيما أجبر آخرون على اتخاذ الشارع مسكناً لهم من أجل البقاء، هؤلاء الأطفال المهجورون المهملون أو البؤساء هم الضحايا الأفضل لدى المجموعات الإجرامية ويتعرضون لخطر الاستغلال الجنسي، والمتاجرة بالأطفال، والاتجار بالمخدرات ومن هنا فإن التدخلات الشاملة الاجتماعية والاقتصادية بما في ذلك برامج تخفيف الفقر، التربية، خلق مواطن الشغل، استشارات الآباء والمعارف المحددة أمور ضرورية للقضاء على تلك الأسباب.

2. إعادة الاندماج الاجتماعي

تم في موريتانيا في يوم 5 ديسمبر من العام 2006 استحداث آلية جديدة هي: الأمر القانوني المتضمن للحماية الجنائية للطفل كنتيجة لرؤية جديدة تنسجم مع العصر الذي نعيشه وتتجاوز المقاربة العقابية لصالح إعادة التأهيل وإعادة الاندماج الاجتماعي.

إن إعادة الاندماج الاجتماعي للقصر في حالة نزاع مع القانون تشكل إحدى المشكلات المتنامية في المجتمع ومثل هذا الانشغال محوري خاصة في مجال محاربة التكرار، وإن وجود المفهوم في شكله الحالي -إعادة الاندماج الاجتماعي- ظهر حديثاً. ويستخدم بعض المؤلفين مرادفات مثل إعادة المواءمة الاجتماعية، إعادة الصبغة الاجتماعية، إعادة التأهيل، إعادة الانخراط الاجتماعي، الدمج الاجتماعي، للتعبير عن نفس الواقع الذي هو «المسار الذي في نهايته يتوقف الفرد الذي ارتكب جناحاً في الماضي عن ارتكابها من جديد ويعتبر حياة طبيعية تقريباً، يقدم الهدف من إعادة الاندماج الاجتماعي على أساس قانوني نجده في كل النصوص المكتوبة التي تشكل القانون الإيجابي. إنها القواعد الدستورية والمعاهدات الدولية، والمساطر القانونية للمحاكم والغرف القضائية، الخ. وفيما يخص النصوص الموريتانية المتعلقة بالمنحرفين القصر، فإن مبدئين أساسيين يغلبان على هذا النص (الأمر القانوني 15-2006): مبدأ أولوية التربية على العقاب (المادة 5) مبدأ تفضيل المحاكمة مستحدثاً بذلك قانوناً خاصاً، قاضي مختص وإجراءات خاصة (المادة 101 وما تبعها)، وعلى صعيد القانون الدولي يجدر التنويه بالمعاهدة الدولية لحقوق الطفل لعام 1989 ويجب أن يقود الحرص على حماية الأطفال في حالة الحبس إلى فصلهم عن البالغين وإبقائهم على اتصال بأسرهم ذلك أن المادة 40 من تلك المعاهدة وجيهة للغاية إذ تتضمن العديد من الترتيبات المتعلقة بالمنحرف القاصر، وتشير إلى

- من المهم أن يشرح له ما يمكن أن يطلب منه فعله وما قد يترتب على ذلك من تبعات
- بعد الاستماع للإفادة، من الأساسي تدوين الرواية كتابة مع تبيان تاريخ ووقت التسجيل
- تجنب أي اتصال مع الشخص المتهم بالانتهاك
- إبلاغ الشخص الأعلى مرتبة بالوقائع وبالبلأغ المقدم
- في حال ما إذا كان المتهم بالانتهاك هو الشخص المباشر في علو المرتبة، يتم إبلاغ الشخص الأعلى منه مرتبة

تتحمل إدارة المركز المسؤولية عن:

- حماية الطفل ومنحه كامل الدعم الذي يحتاجه (نفسى، طبى، شرعى)
- حماية الشخص الذى اكتشف الانتهاك
- تجنب أي اتصال بين الشخص المتهم بالانتهاك وبين الأطفال
- اعتماد الإجراءات المناسبة (تقديم شكوى، تحويل الطفل إلى مركز آخر).

6 - الإجراءات الوارد اتخاذها في حال عدم احترام مدونة السلوك

- في حال ما إذا قرر شخص ما عدم احترام القواعد الواردة في مدونة السلوك، تقوم إدارة المركز بإجراء تحقيق داخلي حسب درجة خطورة الوقائع، على أن يتم اتخاذ الإجراءات التالية:
- * إنذار شفهي
 - * إنذار مكتوب
 - * الفصل من العمل
 - * تقديم شكوى لدى السلطات المختصة

- العنصرية غير مقبولة
- 4- الأطفال يدركون مايعنيه سوء المعاملة بفضل معدات متوفرة تشرح ذاك وتستخدم لغة مفهومة تتلاءم مع اعمارهم
 - 5- يتم داخل المركز تحديد شخص يكون مسؤولا عن جمع البلاغات المحتملة وبامكان الأطفال الرجوع اليه بسهولة.
 - 6- الأطفال يعرفون تماما من هو الشخص المرجعي بالنسبة لهم وكيف يصلون اليه في حالة وجود ما ينبغي الإبلاغ عنه.
 - 7- يتعين تكوين الاشخاص المرجعيين بشكل ملائم حتى يكون بالامكان تسيير البلاغات عبر اعتماد التصرف المناسب عندما يتعلق الأمر بأطفال في وضعية صعبة

في حالة ابلاغ

- (ا) - كل اساءة يجب تقييما بشكل جدي سواء اكانت تهمة أو مؤكدة
- (ب) - يتحمل كل شخص يعمل في مركز ايواء وتأهيل الأطفال المتنازعين مع القانون مسؤولية ابلاغ رئيسه في حالة شعوره بالقلق على أمن وراحة الأطفال.
- (ج) - داخل المركز يجب تعيين شخص عند انشاء فضاء خاص بالجمع المحتمل للبلاغات وتحديد آلية تسجيلها

في حالة الارتياح

- حين يكون عضو من طاقم المركز:
- شاهدا على مخالفة
 - مرتابا في مخالفة
 - تلقى اشعارا بمخالفة
- يجب عليه بلاغ رئيسه فورا. وعندما يتم الارتياح في ارتكاب هذا الأخير مخالفة يجب ابلاغ من هو اعلى مرتبة على الفور

- لو كشف طفل عن انتهاك لأحد عمال المركز
- يجب التعامل مع البلاغ بأقصى درجات الجدية والاعتبار
 - دعوة طبيب على جناح الاستعجال للقيام بكشف طبي من أجل رصد آثار العنف
 - دعوة خبير نفسي جناح الاستعجال لمساعدة الطفل في عرض الوقائع
 - يجب الاستماع للطفل ضمن احترام أوقاته دون إكراه
 - يجب ترك الطفل حرا في التعبير دون أي ضغط من شأنه التأثير على روايته
 - من المهم طمأنة الطفل حول أهمية إفادته
 - من المهم إبلاغ الطفل بأن من الممكن أيضا إطلاع شخص آخر على الوقائع

- ك) - قضاء فترة زائدة من الوقت مع طفل في الأماكن الخاصة في ظل ابعاد الآخرين
- ل) - ايواء احد الأطفال في منزل خاص او استغلاله بأي شكل من الأشكال.
- يعتبر عمال المركز دوما مسؤولين تجاه الأطفال حتى في حالة اعتبار تصرفهم غير متعمد.
- يجب على البالغين دائما تجنب أي تصرف مضر أو من شأنه أن يشكل مصدر خطر.

3- الزيارات الخارجية

- يجب أن تكون اي زيارة لأشخاص من خارج المركز مبرمجة ومنظمة بشكل مسبق من قبل الزائر بالتعاون مع ادارة المركز.
- علاوة على النقطة المذكورة آنفا يمكن القيام بزيارات مفاجئة من طرف جهات ذات تخويل محدد (CICR,MNP)، وكل هيئة لديها تخويل محدد).
- في حالة دخول أي زائر الى المركز دون ترخيص فإن الادارة يمكنها منعه من الولوج اليه.
- يجب التعرف على هوية أي زائر قبل دخول المركز.
- يجب تفتيش اهالي الأطفال قبل الزيارة.
- تمنع دعوة الأطفال لإبتعاد عن المركز ولو لمدة قصيرة فقط.
- يمنع على جميع الزوار تقديم المال للأطفال أو لأسرهم
- الصور الملتقطة من طرف الزائر خلال زيارته للمركز باذن من الادارة لا يمكن تداولها وقد يحتفظ بها فقط للإستخدام الشخصي
- يجب منح عناية خاصة للزوار الذين يؤدون زيارات متكررة للأطفال

4 – التحسيس والوقاية

- من اجل اطلاع عمال مركز الايواء والأطفال المتنازعين مع القانون على ظاهرة سوء معاملة الأطفال بجميع اشكالها الممكنة، ويجب تنظيم دورات تكوينية خاصة من طرف ادارة المركز على اساس المسارات المتوفرة.
- ينبغي ان يتم هذا التكوين حسب الفترات الزمنية والاجرات والموارد المتاحة.
- في جميع الحالات ومن اجل ضمان الحد الأدنى من النظم المشتركة والاجراءات الكفيلة بضمان وسط آمن لأطفال المشاريع يتعين ادراج تدابير الحماية والإبلاغ ادناه .

5 – الحماية والإبلاغ

- يجب اعتماد الحد الأدنى من الإجراءات التالية من قبل كل العمال في المركز من اجل تمكين الادارة من التصرف سريعا في حالات المخالفة:
- 1- حقوق الطفل مبينة بشكل واضح ومرجعيتها متاحة للجميع
 - 2- الأطفال على علم بحقوقهم وهم في منأى عن سوء معاملة.
 - 3- توجد ملصقات وشعارات تبين أن تصرفات من قبيل الاهانة او العنصرية اللفظية او التصرفات

مدونة السلوك

المعيار الأدنى عمال مركز الإيواء والتأهيل الاجتماعي للأطفال المتنازعين مع القانون

توفر المدونة لعمال المركز نموذجاً للتصرف المناسب من أجل اعتماد السلوك اللازم للعمل به لعلاقة صحيحة بين البالغين والأطفال. ويجب التوقيع على المدونة من طرف جميع العاملين في المركز.

1- أعمال المركز الذين هم على صلة بالأطفال ملزمون بـ :

- (ا) - معاملة الأطفال باحترام عبر الاعتراف بكونهم اصحاب حقوق
- (ب) - عدم انتهاك حقوق الطفل ابدا
- (ج) - اعتبار الأطفال على اساس ظرفيتهم المرجعية
- (د) - العمل مع الأطفال عبر التحول الى بناء علاقة متبادلة من الثقة والاحترام
- (هـ) - تطوير قدرات ومؤهلات الأطفال
- (و) - الأخذ على محمل الجد وجهة نظر الاطفال واحترام رأيهم
- (ز) - تعريف الأطفال دائما بحقوقهم
- (ح) - العناية بالوسط الذي يوجد فيه الأطفال عبر ضمان امنهم وراحتهم
- (ط) - تشجيع الأطفال على التعبير بحرية
- (ي) - عدم الانفراد ابدا بطفل
- (ك) - التأكد من أنه في أي وقت يمكن لبالغ آخر ان يلاحظ عمله مع الطفل
- (ل) - تجنب أي وضع ملتبس من شأنه أن يكون سببا للتنديد
- (م) - الإبلاغ بأي وضعية خطر والتصرف بسرعة في حالة ارتكاب مخالفة

2 - يمنع على عمال المركز الذين هم على صلة بالاطفال:

- (ا) - اللجوء للعقاب الجسدي
- (ب) - الالاهة أو التمييز بين الاطفال أو التصرف بشكل احتقاري تجاههم
- (ج) - ممارسة الجنس مع الأطفال
- (د) - تبني مواقف أو اتصالات جسدية مع الأطفال يمكن اعتبارها غير مناسبة او مرفوضة بالنظر الى ثقافتهم أو تقاليدهم.
- (هـ) - تنظيم أنشطة من شأنها تعريض الأطفال لمخاطر الاستغلال
- (ز) - اعتماد لهجة أو تصرف استفزازي تجاه الأطفال
- (ح) - عدم احترام الخصوصيات الحميمة للأطفال في الأماكن الخاصة (مراحيض، حمامات)
- (ط) - العلم أو المشاركة في أنشطة من شأنها وضع الأطفال في ظروف تتسم بمخاطر الإستغلال.
- (ي) - التقاط صور او تسجيل فيديوهات من شأنها بأي شكل من الأشكال أن تلحق الضرر بالأطفال

مقدمة

تتمثل مهمة مركز الايواء واعادة التأهيل الاجتماعي للأطفال المتنازعين مع القانون في تشجيع اعادة الاندماج الفعلي للطفل في حالة نزاع مع القانون عبر تأمين مسار تربوي فردي له. المركز مفتوح أمام الجنسين الذكور والاناث؛ وعندما نستخدم عبارة الطفل ضمن الدليل فانها تحيل للجنسين.

يأخذ هذا المسار في الحسبان الوضع الاجتماعي لحياة الطفل (شخصي، نفسي، تربوي، مهني، عائلي، اجتماعي، الخ...) ويتم انجازه من خلال اطار للإيواء بأقل درجة من الضغط، وذلك بالتعاون وشارك كافة الفاعلين في قضاء القصر (الأسرة، قوى الأمن، مصالح اجتماعية، مربين، محامين، قضاة، ادارة قضائية، مجتمع مدني، الخ...) المعنيون:

بما أن هذه وثيقة حول تسيير المراكز فإنها موجهة بالأساس الى المهنيين في مراكز الايواء والتأهيل الاجتماعي المتنازعين مع القانون وتتكون من جزئين: إطار للسلوك ودليل للتسيير بحد ذاته.

يمكن استخدام هذه النشرة في:

- أداة مدرسية وتربوية لصالح الفاعلين في القضاء المختص بالأطفال.
- وسيلة مرجعية تطبيقية حول الاجراءات والمبادئ الأساسية ذات الصلة.
- مجرد دليل لصالح المهتمين بهذا المجال

الملاحق

- كشف تحديد الهوية
- كشف اجتماعي
- كشف صحي
- كشف احتياجات التكوين
- كشف الحصيلة النهائية التعليمية والتكوينية
- كشف الحالة النفسية
- كشف متابعة المشروع الفردي لإعادة الاندماج الاجتماعي للقاصر (PIRS)

- إحصائيات
- إحصائيات مركز إيواء وإعادة الاندماج الاجتماعي للأطفال المتنازعين مع القانون
- إحصائيات القصر الموجودين ف سجن انواكشوط
- إحصائيات القصر في حالة نزاع مع القانون في السنغال
- إحصائيات القصر في حالة نزاع مع القانون في مالي
- إحصائيات القصر في حالة نزاع مع القانون بالمغرب
- إحصائيات القصر في حالة نزاع مع القانون بفرنسا
- إحصائيات القصر في حالة نزاع مع القانون بإيطاليا
- مراجع

- ب. المنسقية التربوية.....32
- ج. مدرسو محو الأمية بالعربية والفرنسية، والمكونون في مجالات الخياطة،
المعلوماتية، الميكانيكا والنجارة..... 33
- د. المساعد الاجتماعي.....33
- هـ. الرقابة.....33
- و. رقابة القصر.....33
- ز. أمن المركز.....34
- ح. المساعد الصحي.....34
- ط. المستشار القانوني.....34
- ي. السكرتير.....35
- ك. المحاسب.....35
- ل. عمال الطبخ.....35
- كشف اجتماعي.....36
- الجدول 1 - توزيع القصر في المركز حسب السن (عينة من 228 قاصر).....44
- الجدول 2: توزيع القصر في المركز حسب الجنس.....45
- الجدول 3: توزيع القصر في المركز حسب المخالفة (الجنحة).....45
- الجدول 4: فترة إقامة القصر داخل المركز حسب عدد الشهور.....47
- إحصائيات سجن انوكشوط.....48
- الجدول 1: توزيع القصر في السجن المدني حسب المخالفة (الجنحة).....48
- الجدول 2: توزيع القصر في السجن المدني حسب العمر.....49
- المراجع.....50
- نصوص مقترحة من أجل التعميق.....51

الفهرس

1	دليل تسيير
1	مراكز إعادة التأهيل الاجتماعي
1	للأطفال المتنازعين مع القانون
1	10 ^{ème} FED
8	الملاحق
9	مقدمة
10	مدونة السلوك
	المعيار الأدنى عمال مركز الإيواء والتأهيل الاجتماعي للأطفال المتنازعين مع القانون..10
10	1- عمال المركز الذين هم على صلة بالأطفال ملزمون بـ:
10	2 - يمنع على عمال المركز الذين هم على صلة بالأطفال:
11	3- الزيارات الخارجية
11	4 - التحسيس والوقاية
11	5 - الحماية والإبلاغ
12	في حالة إبلاغ
12	في حالة الارتياب
13	6 - الإجراءات الوارد اتخاذها في حال عدم احترام مدونة السلوك
14	الدليل الإداري
14	1. الطفل في حالة نزاع مع القانون
14	2. إعادة الاندماج الاجتماعي
15	3. تكرار
15	4. الاستقبال في المركز
16	5. وصول القاصر إلى المركز
18	6. الرسالة التربوية
18	7. الملف الفردي
18	8. شروط الإيواء والحياة في المركز
19	9. الخدمة الطبية
19	10. التغذية
19	1.10 تغذية الطفل من 13 إلى 18 سنة
19	الذكر من 13 إلى 15 سنة
20	الذكر من 16 إلى 18 سنة
20	البرنامج الغذائي النموذجي
21	الأنثى من 13 إلى 15 سنة
21	البرنامج الغذائي النموذجي
22	الأنثى من 16 إلى 18 سنة
22	البرنامج الغذائي النموذجي
23	11. العلاقات الاجتماعية
24	12. نظم السلوك في المركز
25	13. حقوق وواجبات الطفل
25	14. مشاركة القاصر في أنشطة المركز
26	15. البرنامج التربوي للمركز
27	16. التكوين
27	17. التربية المدنية
28	18. محو الأمية وتعليم القاصر
29	19. التكوين المهني
29	20. المشاريع الفردية لإعادة الاندماج الاجتماعي
29	21. المشروع الفردي للانندماج الاجتماعي - المرحلة 1
31	22. المشروع الفردي لإعادة الاندماج الاجتماعي - المرحلة 2
32	23. عمال المركز
32	أ. المدير

مقدم من سعادة خوسيه أنطونيو ساباديل
رئيس بعثة الاتحاد الأوروبي في موريتانيا

مقدمة من سعادة السيد إبراهيم ولد داداه
وزير العدل

تصميم وإخراج ستيفانو بيروسينو
المساهمة حيمود رمضان

TDH IT / octobre 2017

تم إنتاج هذا العمل بتمويل من الاتحاد الأوروبي

الآراء والتحليلات الواردة في المنشور صادرة عن المؤلفين ولا تعكس بالضرورة
وجهة نظر الاتحاد الأوروبي

تصميم وسحب

EVENTS-PROD

Email: srebba.eventsp@gmail.com

دليل تسيير مراكز إعادة التأهيل الاجتماعي للأطفال المتنازعين مع القانون